

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES DROITS

ET LES

OBLIGATIONS DES RIVERAINS

DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES ET NON FLOTTABLES

(AVANT ET APRÈS LA LOI DU 8 AVRIL 1898)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 7 JUIN 1898, A 10 HEURES DU MATIN

Par André PETIT

Rédacteur au Ministère de l'Agriculture

Président : M. WEISS, professeur.

*Suffragants : } M. CHAVEGRIN, professeur.
 } M. MASSIGLI, professeur.*

PARIS

A. CHEVALIER-MARESCO ET C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1898

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES DROITS

ET LES

OBLIGATIONS DES RIVERAINS

DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES ET NON FLOTTABLES

(AVANT ET APRÈS LA LOI DU 8 AVRIL 1898)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 7 JUIN 1898, A 10 HEURES DU MATIN

Par André PETIT

Rédacteur au Ministère de l'Agriculture

Président : M. WEISS, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. CHAVEGRIN, professeur.} \\ \text{M. MASSIGLI, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

A. CHEVALIER-MARESCO ET C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1898

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES DROITS

ET LES

OBLIGATIONS DES RIVERAINS

Des cours d'eau non navigables et non flottables

(AVANT ET APRÈS LA LOI DU 8 AVRIL 1898)

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

Un cours d'eau est une réunion d'eaux qui coulent dans un lit et d'une façon perpétuelle à travers une succession d'héritages.

Les cours d'eau se divisent d'une part en cours d'eau *navigables ou flottables* et d'autre part en cours d'eau *non-navigables ni flottables*.

Le principe de cette distinction posé pour la première fois dans une ordonnance du mois d'août 1669, sur les Eaux et Forêts a été consacré par l'article 538 du Code civil aux termes duquel :

« Les fleuves et rivières navigables ou flottables sont

considérés comme des dépendances du domaine public. »

Les signes de la navigabilité des cours d'eau sont assez difficiles à définir.

On peut toutefois établir comme règle que pour être considérée comme navigable, une rivière doit pouvoir supporter une navigation constante et de nature à servir l'intérêt général. Demolombe exprime cette idée, en disant qu'un cours d'eau navigable doit pouvoir d'amont en aval servir de moyen de transport et faire l'office de grand chemin. (Code civil, tome 9, n° 457 bis).

Le fait de transporter des bateaux de minime importance ne saurait donc justifier le classement d'une rivière parmi les cours d'eau navigables.

Les cours d'eau flottables se divisent en deux catégories différentes, les cours d'eau flottables *par trains ou radeaux* et les cours d'eau simplement flottables *à bûches perdues*.

Les cours d'eau flottables par trains ou radeaux doivent seuls être regardés comme faisant partie du domaine public.

Le Code civil ne s'était pas expliqué sur ce point, mais un avis du Conseil d'Etat en date du 21 février 1822, reproduisant une distinction déjà faite par notre ancienne législation, a déclaré que les cours d'eau flottables seulement à bûches perdues ne pouvaient sous aucun rapport être considérés comme rivières navigables.

La jurisprudence de la Cour de Cassation n'a pas tardé à s'affirmer dans le même sens et un arrêt du 22 août 1823 (1) a expressément constaté que les cours d'eau flotta-

1. C. C., 22 août 1823 Gombert. *Journal des audiences* 1824, 1, 89.

bles à bûches perdues ne rentraient pas dans la catégorie des cours d'eau navigables au sens de l'article 538 du Code civil.

Enfin la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, a consacré la doctrine adoptée par le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation en indiquant parmi les cours d'eau sur lesquels la pêche doit être exercée au profit de l'Etat, les rivières flottables avec trains ou radeaux et non les rivières flottables à bûches perdues.

La question est aujourd'hui explicitement résolue par la loi du 8 avril 1898 dont l'article 30 est ainsi libellé :

« Les rivières et cours d'eau flottables à bûches perdues sont soumis aux dispositions contenues dans le titre précédent (Des cours d'eau non navigables et non flottables) et aux dispositions spéciales suivantes : »

Les cours d'eau flottables à bûches perdues ont donc en principe la même condition que les cours d'eau non-navigables, ils sont toutefois soumis à quelques règles particulières dont la nécessité s'impose pour l'exercice du flottage. Ces règles seront exposées dans la suite en tant qu'elles peuvent intéresser les droits et les obligations des riverains.

Dans la pratique, pour qu'une rivière soit soumise au régime des cours d'eau navigables, la domanialité doit en être déclarée par décision du chef de l'Etat. Une ordonnance royale du 10 juillet 1835 rendue en vue de l'application de ladite loi de 1829 sur la pêche a établi à cet égard une première classification générale des rivières de France. Actuellement les cours d'eau sont reconnus naviga-

bles par des décrets pris à la suite d'enquêtes dont la forme spéciale est fixée, selon les circonstances, par l'autorité qui en prescrit l'ouverture.

A la suite des mêmes formalités, des cours d'eau déclarés navigables peuvent être déclassés et remis dans la catégorie des cours d'eau non-navigables.

La domanialité peut s'appliquer à des parties de rivières dont les autres parties restent soumises aux règles qui concernent les cours d'eau non-navigables.

Toutefois les bras non-navigables des rivières navigables sont considérés comme compris dans le domaine public, s'ils rejoignent la rivière à un endroit où elle est encore navigable. Les eaux de ces bras non-navigables ne cessent pas en effet de faire partie du cours d'eau et il est essentiel d'assurer leur conservation dans l'intérêt général de la navigation.

Les cours d'eau se divisent aussi en cours d'eau *naturels* et cours d'eau *artificiels*.

Dans les explications qui vont suivre nous nous occuperons exclusivement des cours d'eau naturels non-navigables et non flottables par trains ou radeaux.

Toutefois avant de commencer notre étude observons encore que la perpétuité étant un caractère essentiel des cours d'eau, il ne faut pas comprendre au nombre de ces émissaires les torrents intermittents qui naissent sous l'influence des crages ou de la fonte des neiges. L'écoulement des eaux de ces torrents ne peut être considéré que comme une sorte d'inondation sans influence sur le sort des fonds submergés (Picard, *Traité des Eaux*, Tome I, page 300).

Ajoutons que nous regarderons également comme ne rentrant pas dans le cadre de notre travail les cours d'eau non navigables ni flottables de l'Algérie, et des autres colonies françaises.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 16 juin 1851 sur la constitution de la propriété en Algérie, les cours d'eau non navigables de cette colonie font partie du domaine public et sont par suite en principe soumis aux règles qui concernent les cours d'eau navigables. Le même régime s'applique dans la plupart de nos possessions aux rivières non navigables qui, d'ailleurs, dans toutes les colonies sont soumises à des règles spéciales, en vertu de différents textes parmi lesquels on peut notamment citer les ordonnances des 27 août 1828, 22 août 1833, 23 juillet 1840 et les décrets des 5 août, et 7 septembre 1881 (Dislère. *Législation coloniale*. Tome 2, n. 897).

PREMIÈRE PARTIE

Droits des riverains des cours d'eau non-navigables ni flottables.

Principaux textes relatifs à la détermination de ces droits.

CODE CIVIL.

Articles 556. — Les attérissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un fleuve ou d'une rivière s'appellent *alluvion*.

L'alluvion profite au propriétaire riverain soit qu'il s'agisse d'un fleuve ou d'une rivière navigable, flottable ou non ; à la charge, dans le premier cas, de laisser le marche-pied ou chemin de halage, conformément aux règlements.

Article 557. — Il en est de même des relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives en se portant sur l'autre. Le propriétaire de la rive découverte profite de l'alluvion, sans que le riverain du côté opposé y puisse venir réclamer le terrain qu'il a perdu.

Ce droit n'a pas lieu à l'égard des relais de la mer.

Article 559. — Si un fleuve ou une rivière, navigable ou non, enlève, par une force subite, une partie considérable et reconnaissable d'un champ riverain, et la porte vers un champ inférieur ou sur la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété ; mais il est tenu de former sa demande dans l'année : après ce délai, il n'y sera plus recevable, à moins que le propriétaire du champ auquel la partie enlevée a été unie n'eût pas encore pris possession de celle-ci.

Article 561. — Les îles et attérissements qui se forment dans les rivières non navigables et non flottables appartiennent aux propriétaires riverains du côté où l'île s'est formée : si l'île n'est pas formée d'un seul côté, elle appartient aux propriétaires riverains des deux côtés, à partir de la ligne qu'on suppose tracée au milieu de la rivière.

Article 562. — Si une rivière ou un fleuve, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le champ d'un propriétaire riverain et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son champ, encore que l'île se soit formée dans un fleuve ou dans une rivière navigable ou flottable.

Ancien article 563. — Si un fleuve ou une rivière navigable, flottable ou non, se forme un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés prennent, à titre d'indemnité, l'ancien lit abandonné, chacun dans la proportion du terrain qui lui a été enlevé.

Article 644. Celui dont la propriété borde une eau courante, autre que celle qui est déclarée dépendance du domaine public par l'article 538, au titre de la distinction

des biens, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés.

Celui dont cette eau traverse l'héritage peut même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à la charge de la rendre, à la sortie de ses fonds, à son cours ordinaire.

Article 645. — S'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels ces eaux peuvent être utiles, les tribunaux, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété ; et, dans tous les cas, les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés.

Article 714. — Il est des choses qui n'appartiennent à personne, et dont l'usage est commun à tous.

Loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale.

Article 2. — Dans toutes les rivières et canaux autres que ceux qui sont désignés dans l'article précédent (il s'agissait dans ce dernier article de tous les cours d'eau navigables) les propriétaires riverains auront chacun de leur côté, le droit de pêche jusqu'au milieu du cours d'eau, sans préjudice des droits contraires établis par possession ou titres.

Loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux (1).

Titre II. — Cours d'eau non navigables et non flottables.

Chapitre premier. — Des droits des riverains.

Article 2. — Les riverains n'ont le droit d'user de

1. Cette loi est détachée d'un projet complet de législation du régime des eaux présenté par M. Varroy ministre des Travaux publics le 14 janvier 1880, elle a été votée par le Sénat le 25 octobre 1883 et par la Chambre des députés le 25 mars 1898.

l'eau courante qui borde ou qui traverse leurs héritages que dans les limites déterminées par la loi. Ils sont tenus de se conformer, dans l'exercice de ce droit, aux dispositions des règlements et des autorisations émanées de l'Administration.

Article 3. — Le lit des cours d'eau non navigables et non flottables appartient aux propriétaires des deux rives.

Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit, suivant une ligne que l'on suppose tracée au milieu du cours d'eau, sauf titre ou prescription contraire.

Chaque riverain a le droit de prendre, dans la partie du lit qui lui appartient, tous les produits naturels et d'en extraire de la vase, du sable et des pierres, à la condition de ne pas modifier le régime des eaux et d'en exécuter le curage conformément aux règles établies par le chapitre 3 du présent titre.

Sont et demeurent réservés les droits acquis par les riverains ou autres intéressés sur les parties des cours d'eau qui servent de voie d'exploitation pour la desserte de leurs fonds.

Article 4. — Lorsque le lit d'un cours d'eau est abandonné soit naturellement, soit par suite de travaux légalement exécutés, chaque riverain en reprend la libre disposition suivant les limites déterminées par l'article précédent.

Article 5. — Lorsqu'un cours d'eau non navigable et non flottable abandonne naturellement son lit, les propriétaires des fonds sur lesquels le nouveau lit s'établit sont tenus de souffrir le passage des eaux sans indem-

nité; mais ils peuvent, dans l'année qui suit le changement de lit, prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'ancien cours des eaux.

Les propriétaires riverains du lit abandonné jouissent de la même faculté et peuvent, dans l'année, poursuivre l'exécution des travaux nécessaires au rétablissement du cours primitif.

Article 6. — Lorsque, par suite de travaux légalement ordonnés, il y a lieu d'élargir le lit ou d'en ouvrir un nouveau, les propriétaires des terrains occupés ont droit à une indemnité à titre de servitude de passage.

Pour la fixation de cette indemnité, il sera tenu compte de la situation respective de chacun des riverains par rapport à l'axe du nouveau lit, la limite des héritages demeurant fixée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 ci-dessus, à moins de stipulations contraires.

Les bâtiments, cours et jardins attenant aux habitations sont exempts de la servitude de passage.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'application du paragraphe 2 du présent article et le règlement des indemnités sont jugées en premier ressort par le juge de paix du canton.

S'il y a lieu à expertise, il peut, dans tous les cas, n'être nommé qu'un seul expert.

Article 7. — La propriété des alluvions, relais, atterrissements, îles et îlots qui se forment dans les cours d'eau non navigables et non flottables est et demeure régie par les dispositions des articles 556, 557, 559, 561 et 562 du code civil.

Dans un premier livre nous rechercherons quelle est la nature des droits des riverains sur les cours d'eau non navigables, dans un second livre nous examinerons d'une façon spéciale chacun de ces droits.

LIVRE I

Nature des droits des riverains

TITRE I

EXAMEN DE LA QUESTION TELLE QU'ELLE SE POSAIT AVANT LA
PROMULGATION DE LA LOI DU 8 AVRIL 1898.

SECTION 1. — *Système qui attribuait aux riverains la propriété du cours d'eau entier.*

Des textes antérieurs à la loi du 8 avril 1898, dont aucun ne se prononce explicitement sur la nature des droits des riverains des cours d'eau non navigables, certains auteurs avaient cru pouvoir conclure que ces droits se résumaient en un seul : le *droit de propriété*.

Les riverains auraient donc eu, d'après la définition de la propriété donnée par le Code civil, le droit de disposer du lit et des eaux de ces cours d'eau de la manière la plus absolue, pourvu qu'ils n'en fassent pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

En ce sens notamment, Daviel, (*Traité des cours d'eau* n° 530); Championnière, (*Propriété des eaux courantes*);

Pardessus, (*Traité des servitudes*, n° 77); Cabantous (*Droit administratif*, n° 630, 5^e édition); Laurent, (*Droit civil*, tome 6, n° 15 et suivants).

Les auteurs qui attribuaient aux riverains un droit de propriété sur les cours d'eau prétendaient qu'une semblable attribution est conforme au droit naturel et que par suite elle devait être admise en l'absence de texte spécial déclarant que les rivières ne sont pas susceptibles de propriété privée.

Ils invoquaient ensuite un argument historique, d'après eux le principe de l'appropriation privée des cours d'eau non navigables universellement admis tant par le droit romain que par l'ancien droit français devait être considéré comme étant toujours en vigueur.

Ils ajoutaient que d'ailleurs ce même principe se trouvait consacré par la plupart des articles du Code civil et des textes législatifs postérieurs en date qui concernent les cours d'eau dont nous nous occupons.

Nous allons examiner successivement la valeur de ces divers arguments.

§ 1. — *L'attribution d'un droit de propriété aux riverains est conforme au droit naturel, elle devait être admise en l'absence de texte contraire.*

L'appropriation privée de toutes choses est de droit commun, c'est seulement par exception que certains objets n'appartiennent à personne soit parce que leur natu-

re s'oppose à ce qu'ils deviennent la propriété des particuliers, soit parce que la loi en a décidé ainsi.

Dans l'espèce la nature ni du lit ni des eaux ne s'oppose à l'appropriation des cours d'eau non-navigables, qui n'ont été d'autre part désignés par aucun texte comme n'appartenant à personne.

Il est de plus tout à fait conforme au droit naturel de reconnaître aux riverains la propriété de ces cours d'eau. En effet le lit dans lequel s'écoulent les eaux a dû se creuser progressivement ou être ouvert artificiellement dans des terrains qui faisaient partie des héritages voisins. Il n'a jamais existé aucun motif plausible et il n'est jamais intervenu aucune mesure législative pour enlever ces terrains à leurs anciens propriétaires.

Les riverains étant ainsi restés propriétaires du lit des rivières non-navigables l'ont également toujours été des eaux de ces rivières, car le principe consacré par l'article 552 du Code civil « la propriété du sol entraîne celle du dessus et du dessous » a été de tout temps universellement admis.

Quelque ingénieuse que cette argumentation puisse paraître, elle nous paraît reposer sur une pure hypothèse. Rien ne permet en effet d'affirmer que l'appropriation privée du sol ait précédé la formation des cours d'eau ; il semble au contraire beaucoup plus naturel de supposer que d'une façon générale ces cours d'eau existaient lors de la division des terres qui les entourent.

Nous ferons de plus observer qu'il paraît inexact de prétendre que la nature d'un cours d'eau ne s'oppose pas à ce qu'il soit attribué à des particuliers.

En effet les eaux en tant qu'elles constituent la rivière doivent être envisagées comme eaux courantes, elles forment, comme le dit Demolombe, un élément liquide qui, par sa perpétuelle mobilité, échappe à toute appropriation privée. (Code civil tome 11. n° 141).

L'eau puisée dans la rivière devient, il est vrai, propriété individuelle, mais en prenant ce caractère elle cesse de faire partie intégrante du cours d'eau qui, se renouvelant sans cesse, ne subit de ce fait aucune modification.

En ce qui concerne le lit de la rivière l'appropriation privée soulève, il faut le reconnaître, des objections moins puissantes. On peut concevoir les terrains recouverts par les eaux comme appartenant aux riverains et grévés d'une servitude spéciale pour le passage de ces eaux. Mais c'est là, croyons-nous, séparer deux éléments d'un tout indivisible, un cours d'eau n'est pas une chose en l'air, disait Proudhon (*Domaine public*, n° 1417), et il n'est pas rationnel d'envisager les eaux indépendamment du lit qui les renferme. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question.

L'assertion relative à l'absence de texte spécial déclarant que les rivières non navigables ne sont pas susceptibles de propriété privée était au contraire conforme à la réalité des faits avant la promulgation de la nouvelle loi. Mais nous examinerons si, à défaut de disposition formelle, il n'était pas possible de déduire de l'ensemble des stipulations du code civil sur la matière, que les cours d'eau dont il s'agit n'appartenaient à personne.

§ 2. — *Argument historique.*

I. — DROIT ROMAIN.

Nous trouvons en droit romain plusieurs divisions des cours d'eau mais il en est une qui paraît dominer toutes les autres c'est celle des *flumina publica et flumina privata*.

Flumina quædam publica sunt, quædam non publica.
Ulpien. Loi I § 3. D. de *Fluminibus*.

Flumina pene omnia et portus publica sunt. Marcien.
Loi IV § 1. D. de *Divisione rerum*.

De cette division il paraît résulter que certains cours d'eau faisaient partie du domaine public tandis que les autres étaient la propriété des particuliers.

Plusieurs textes semblent en effet venir à l'appui de cette opinion :

Nihil enim differt a cæteris locis flumen privatum
dit la loi 1 § 4 D. de *fluminibus*.

La loi 4 § 11. D. — *Finium regundorum* après avoir exclu l'action en bornage [entre deux fonds séparés par un fleuve ajoute : « *Sed si rivus privatus intervenit, finium regundorum agi potest* ».

Cette dernière loi semble considérer la rivière comme faisant partie des héritages voisins.

Il est également à remarquer que, au cas d'abandon du lit par les eaux, la loi 1, § 7, D. *De adquis rerum recon-*naissait aux riverains la propriété des terrains mis à sec.

Il faut toutefois reconnaître que des textes invoqués,

aucun ne pose avec netteté le principe de l'attribution des cours d'eau non navigables aux riverains. La théorie contraire à cette attribution tire à l'inverse une certaine force des citations suivantes, empruntées aux *Institutes de Justinien*.

« *Et qui demnaturali jure communia sunt omnium hæc aer, aqua profluens et mare* (Inst. Liv. II Tit. 1. de divisione rerum).

Puis dans le paragraphe suivant :

« *Flumina autem omnia publica sunt* ».

En admettant même avec certains auteurs que le second de ces textes ne soit pas décisif, soit que Justinien ait voulu désigner par l'expression *flumina* les fleuves proprement dits seulement, c'est-à-dire les grands cours d'eau à l'exclusion des *rivos* ou cours d'eau de moindre importance, soit que l'empereur byzantin reproduisant simplement le texte précité de Marcien ait omis d'y faire figurer le mot *pene*, il paraît tout au moins résulter avec évidence de la première citation tirée des *Institutes* que l'eau courante en elle-même était considérée dans tous les cours d'eau comme chose commune, le lit pouvant seul être la propriété des riverains.

Nous n'entreprendrons pas la tâche difficile de concilier dans une étude approfondie les différents textes des lois romaines, relatifs à la situation juridique des cours d'eau, mais les quelques indications qui précèdent nous paraissent suffisantes pour démontrer combien il est téméraire d'affirmer que ces lois reconnaissaient aux riverains un droit absolu de propriété sur les rivières non navigables.

II. — ANCIEN DROIT FRANÇAIS.

Dans le très ancien droit français l'obscurité est encore plus complète, les documents juridiques sont rares, ils semblent établir que les rois étaient à l'origine seuls propriétaires de tous les cours d'eau du royaume. Charlemagne prescrivait dans ses capitulaires des mesures pour la garde et la conservation de ses eaux, il enjoignait à ses intendants de lui rendre un compte annuel du produit de ses moulins, du péage de ses ponts et bacs ainsi que de la pêche dans ses rivières. Mais le principe de l'inaliénabilité du domaine de la Couronne n'était pas encore en vigueur, les rois en disposant de leurs terres concédaient fréquemment à des particuliers la propriété des cours d'eau. De nombreuses chartes d'aliénation et d'inféodation émanant des souverains des deux premières races portent la mention suivante : « *cum aquis aquarumque decursibus* ».

On peut expliquer de cette façon que beaucoup de cours d'eau aient été considérés comme faisant partie intégrante des héritages où ils étaient situés. C'est ainsi que, dans un grand nombre de contrats laissés par le moine Marculfe qui vivait au VII^e siècle, l'aliénateur transférait son fonds avec ses bois, ses champs, ses eaux et ses cours d'eau.

Passant à l'étude de la période féodale, on comprend que le jour où les fiefs furent concédés à titre perpétuel, les rivières qui dépendaient du domaine royal soient devenues la propriété des seigneurs. Mais quel a été

dans la suite le sort de cette propriété ? Les seigneurs l'ont-ils conservée à titre de seigneurs justiciers ou de seigneurs féodaux ? L'ont-ils dans certains cas reconnue ou concédée aux riverains ? Cette propriété est-elle enfin restée à travers les siècles une propriété véritable, ou n'est-elle pas devenue soit de la part des seigneurs justiciers un droit de police et de surveillance qu'ils exerçaient comme détenteurs d'une partie de la puissance publique, soit entre les mains des riverains un simple droit d'usage, analogue à celui qui, comme nous le verrons bientôt, leur était reconnu par la jurisprudence avant l'émission de la nouvelle loi ? ces questions ont été résolues de bien des façons différentes.

Comme le dit fort bien, M. Picard : « Les abus et les empiètements des seigneurs, les résistances qu'ils ont rencontrées, la confusion parfois excessive des droits de justice et des droits de fief, leur réunion fréquente entre les mains d'un même seigneur, les entreprises des tenanciers pour secouer le joug qui pesait sur eux, la variété des coutumes, le défaut de précision de la langue juridique, l'obscurité de certains textes, la tendance de beaucoup de légistes à généraliser des faits spéciaux à telle ou telle région de la France, la réunion successive de provinces dans lesquelles l'état social différait, tout a concouru à faire du régime féodal un dédale inextricable. (*Traité des Eaux*. Tome I. p. 211).

Pour se rendre compte de l'incertitude qui régnait nécessairement sur la situation juridique des rivières pendant la période dont il s'agit, il suffit de jeter un coup d'œil sur les citations des anciens auteurs faites par Cham-

pionnière dans son remarquable ouvrage sur la propriété des eaux courantes. La plupart de ces anciens auteurs semblent, il est vrai, favorables au principe de l'appropriation privée des cours d'eau non-navigables mais le désaccord le plus profond règne entre eux sur l'application et les conséquences de ce principe. Plusieurs textes, tout en attribuant les rivières soit aux seigneurs, soit à des particuliers paraissent bien refuser au droit qui résulte de cette attribution le caractère d'un droit absolu de propriété. C'est ainsi que, comme le fait observer M. Nadault de Buffon, certains jurisconsultes, tout en déclarant que les rivières appartiennent aux seigneurs, ajoutent que c'est en raison de leur droit d'en affermer la pêche et d'y établir des moulins et laissent par suite entendre qu'ils visent des droits d'usage plutôt qu'un droit de propriété (Nadault de Buffon. *Des usines*. Tome 2, pages 13 et 14. Picard, *Traité des Eaux*, Tome I page 207).

Les mêmes divergences existent entre les dispositions relatives aux cours d'eau, qui se trouvent dans les différentes coutumes. Nous nous bornerons à citer le texte suivant de la plus célèbre, celle de Normandie :

Article 206. — Le seigneur peut détourner les eaux courantes en sa terre pourvu que les deux rives soient assises en son fief et qu'au sortir de celui-ci il les remette dans leur cours ordinaire et que le tout se fasse sans dommage d'autrui.

Article 207. — Défense de faire étangs, fossés, écluses pour détenir les eaux des rivières, qu'elles ne coulent continuellement pour la commodité de ceux qui sont au-dessous, à peine de répondre de tous dommages et intérêts.

Article 210. — Nul ne peut faire construire de nouveau pêcherie ou moulin, si les deux rives de la rivière ne sont assises en son fief.

Ces articles posent des règles analogues à celles qui sont édictées dans le Code civil, comme ce Code ils ne tranchent pas en termes exprès la question de l'appropriation privée des cours d'eau, mais ne semblent pas favorables à cette appropriation, car l'obligation de rendre une chose après s'en être servi, ne paraît guère conciliable avec le droit de propriété.

Il est donc difficile de soutenir qu'un semblable droit était, dans notre ancienne législation, universellement reconnu aux riverains et ces considérations sommaires nous paraissent suffire à démontrer que l'on ne peut pas plus baser sur le droit coutumier que sur le droit romain, le principe de l'appropriation privée des cours d'eau non-navigables.

III. — DROIT INTERMÉDIAIRE.

Sans s'expliquer d'une manière formelle sur la propriété des rivières non-navigables, l'Assemblée constituante fit néanmoins plusieurs lois qui prouvent qu'elle considérait ces rivières comme une propriété commune et non comme une propriété privée. La loi du 22 décembre 1789, — janvier 1790, où le mot rivière est pris dans son sens le plus général charge « les administrations du département, de la conservation des rivières, forêts et autres choses communes. » La loi des 12-20 août 1790, à laquelle nous aurons

souvent l'occasion de nous référer dans la suite, invite les mêmes administrations à rechercher et indiquer les moyens de procurer le libre cours des eaux et à diriger, autant qu'il est possible, toutes les eaux du territoire vers un but d'utilité générale.

Mais la manière dont les législateurs de l'Assemblée constituante ont envisagé tous les cours d'eau sans distinction résulte surtout avec évidence d'un rapport présenté par M. Arnoult, député de Dijon, à la séance du 23 avril 1791.

En vue de l'application des lois abolitives de la féodalité, l'Assemblée avait confié à ses comités féodal, des domaines, d'agriculture et de commerce la mission de signaler les propriétés qui devaient être respectées. Chargé de rendre compte du travail de ces comités, M. Arnoult après avoir constaté que le cours des fleuves appartient en commun à tous les citoyens d'un même empire ajoute « Aussi nécessaires aux besoins de tous, les rivières non plus que les fleuves ne peuvent être la propriété d'un seul, elles ne peuvent pas même appartenir à une communauté d'habitants puisqu'elles formeraient alors une propriété particulière et spéciale. Or toute possession exclusive est incompatible avec les vues que la nature s'est proposée en établissant l'union des sociétés sur la communauté des éléments ». Plus loin, le même rapporteur expose que quelques-uns regardent le droit de pêche comme l'accessoire de leur propriété et le réclament à ce titre. Il dit à ce propos « Mais vos comités n'ont pas trouvé cette prétention légitime. Le droit du propriétaire de la glèbe ne s'étend pas au-delà des limites de

son champ, le cours d'eau qui en baigne les bords le confine mais n'en fait point partie. Quand même le propriétaire posséderait l'une et l'autre rive, sa propriété particulière se trouverait divisée par l'interposition de la propriété nationale sur laquelle il ne peut avoir qu'un droit égal à celui de tous ».

Ecarté à la suite d'une observation relative au droit d'arrosement, le projet de loi rédigé d'après les conclusions de ce rapport n'a pas été adopté. Mais il n'en est pas moins certain, que les théories émises par M. Arnoult au sujet de la situation légale des cours d'eau expriment la densée de l'Assemblée constituante, puisque cet orateur parlait au nom des divers comités réunis.

Dans les projets de Code civil qui préparés sous la Convention ne purent devenir lois de l'Etat à cause des événements politiques, nous trouvons les cours d'eau non-navigables assimilés aux cours d'eau navigables et classés parmi les choses appartenant à la nation.

Enfin sous le Directoire la loi du 3 Frimaire an VII relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière dispose dans son article 103 que « Les rues, les places publiques, les chemins publics et les rivières ne sont pas cotisables ».

D'après certains auteurs on ne pourrait, il est vrai, tirer de ce texte aucune conséquence, au sujet du caractère public ou privé des cours d'eau qui seraient seulement dispensés de toute imposition parce que leur lit n'est susceptible de produire aucun revenu appréciable. Mais l'inexactitude de cette interprétation paraît résulter avec évidence des termes de l'article 104 de la même loi, suivant

lequel doivent être cotisés. « Les canaux destinés à conduire les eaux à des moulins, forges ou autres usines ou à les détourner pour l'irrigation. »

En résumé tous les législateurs de la période intermédiaire semblent avoir été d'accord pour considérer les cours d'eau non-navigables comme n'étant pas susceptibles d'appropriation privée.

§ 3. — *Arguments tirés du code civil et de divers autres textes législatifs.*

Il nous reste maintenant à examiner la valeur des arguments empruntés au Code civil et à différents textes législatifs par les auteurs qui attribuaient aux riverains la propriété des cours d'eau non-navigables.

I. — TEXTES DU CODE CIVIL.

1° Article 538.

L'article 538, disait-on, classe seulement les rivières navigables et flottables dans le domaine public, les autres cours d'eau sont donc, à l'inverse, susceptibles d'appropriation privée.

On peut tout d'abord, en réponse à cette affirmation, rappeler l'ancien texte de l'article 641 du Code civil : « Celui qui a une source dans son fonds, peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire inférieur peut avoir acquis par titre ou par prescription » et faire observer que si l'article 538 avait pu être considéré

comme impliquant attribution des rivières non-navigables aux particuliers, il eût été tout aussi logique d'interpréter l'article 641 comme exclusif de l'appropriation privée pour toutes les eaux, autres que les eaux de sources.

Mais il est une réponse bien plus concluante à faire à l'argument en question. Cet argument suppose en effet que toute chose doit ou dépendre du domaine public ou appartenir privativement soit à une collectivité soit à un individu. Or il est spécifié à l'article 714 qu'il existe une troisième sorte de choses : « Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous ».

Nous verrons dans la suite que c'est dans cette dernière catégorie de choses qu'ils paraissent y avoir lieu, avant l'émission de la nouvelle loi, de classer les rivières dont nous nous occupons.

2° Articles 556 et 557.

On a prétendu que ces articles attribuaient aux riverains les alluvions par accession au lit des cours d'eau, dont par suite ces riverains seraient propriétaires. Mais il résulte du texte même de l'article 556 qu'il s'agit d'un droit d'accession aux fonds riverains, ce qui est d'ailleurs absolument logique, l'alluvion s'identifiant absolument avec l'héritage auquel elle s'adjoint.

3° Article 561.

L'article 561 attribue aux riverains les îles qui se forment dans les cours d'eau non-navigables ni flottables, c'est sur lui que l'on a principalement voulu baser le droit de propriété des riverains.

On fait observer que ledit article 561 se trouve dans la

section où le code traite du droit d'accession aux choses immobilières et on rappelle les paroles de Treilhard qui disait au Conseil d'État, en parlant de l'article 560 d'après lequel les îles se formant dans les rivières navigables, appartiennent à l'État : « Puisque le Conseil a décidé que le lit des rivières navigables et flottables appartient au domaine national, il a nécessairement décidé aussi que le îles et îlots qui font partie du lit, suivent le sort de la chose principale.

On soutient par analogie que si les îles et îlots sont attribués aux riverains dans les cours d'eau non-navigables, c'est parce que les riverains sont propriétaires du lit de ces cours d'eau ; cette propriété du lit entraînerait celle des eaux par application de l'article 552.

Nous répondrons que, s'il en était ainsi, les orateurs qui ont défendu le projet du Code civil auraient justifié les dispositions de l'article 561 comme celles de l'article 560 par l'idée d'accession.

Or il n'en a rien été, ces orateurs ont fait observer que les îles et les îlots qui se constituent dans les cours d'eau non-navigables sont des objets de peu d'importance, ils ont surtout invoqué une idée d'équité, l'île est donnée aux riverains à titre d'indemnité, parce que presque toujours en se formant, elle rétrécit le lit de la rivière qui s'élargit ensuite latéralement aux dépens des fonds riverains. (Locré, *Législation civile*, tome 8, page 127).

Donc, non-seulement le texte de l'article 561 ne doit pas être considéré comme étant un argument en faveur de l'attribution des cours d'eau non-navigables aux riverains, mais il résulte des circonstances dans lesquelles a

été adopté cet article qu'une semblable attribution n'entrerait pas dans la pensée des auteurs du Code civil.

4° Article 644.

L'article 644 reconnaît à celui dont une eau courante (autre que celle qui est déclarée dépendance du domaine public) traverse l'héritage, le droit d'user librement de cette eau et celui d'en modifier le lit sous la seule réserve « de la rendre à la sortie de ses fonds à son cours ordinaire ». Ces droits sont, d'après certains auteurs, inconciliables avec la reconnaissance d'un caractère public aux cours d'eau non navigables, ils constituent un véritable droit de propriété, restreint il est vrai, dans l'intérêt d'autrui, mais qui n'en est pas moins très bien caractérisé.

Il nous semble tout au contraire que l'article 644 est un de ceux qui démontrent le plus clairement que les riverains ne sont pas propriétaires des cours d'eau non navigables. En effet si dans cet article le législateur a cru devoir attribuer certains droits aux riverains c'est bien, paraît-il, qu'il les considérait comme n'ayant pas sur les rivières le droit de propriété dans lequel sont compris tous les autres droits.

D'ailleurs, l'on ne saurait être fondé à regarder comme propriétaire d'une chose celui qui est obligé de la rendre, qui est ainsi privé de l'attribut le plus essentiel de la propriété, à savoir : la faculté de disposer de la manière la plus absolue.

L'article 644 concède aux riverains un droit d'usage très étendu, à la vérité, mais cependant limité et par cela même exclusif du droit de propriété.

Un argument historique vient du reste à l'appui de

cette interprétation, le texte primitif sur lequel le Conseil d'Etat avait été appelé à délibérer pour le deuxième paragraphe de l'article en question était ainsi libellé : « Celui dont cette eau traverse l'héritage peut même, dans l'intervalle qu'elle y parcourt, en user *à sa volonté* mais à la charge de la rendre, etc.

Les mots *à sa volonté* furent retranchés sur l'observation d'un Conseiller d'Etat (séance du 27 octobre 1803) dans la crainte que l'un des usagers ne se crût autorisé à absorber les eaux et à n'en rien laisser échapper vers les fonds inférieurs (Picard, *Traité des Eaux*, tome 1, page 226).

5^e Article 645.

Aux termes de l'article 645 s'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels les eaux peuvent être utiles les tribunaux, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la *propriété*.

D'après certains jurisconsultes cette propriété ne peut être que la propriété des eaux ainsi reconnue aux riverains.

Nous répondrons avec Demolombe que dans l'espèce le sens du mot propriété est assez équivoque, de ce fait qu'il vient d'être parlé des propriétaires auxquels les eaux peuvent être utiles il semble résulter qu'il est question de la propriété des différents fonds riverains. Mais on pourrait fort bien admettre qu'il s'agisse de la propriété des eaux sans être obligé d'en tirer argument en faveur de l'appropriation du cours d'eau lui-même, le législateur peut en effet fort bien avoir fait allusion à la propriété de

la portion des eaux que l'article 644 répartit entre les riverains (Demolombe. Code civil, tome 10, n° 139).

II. — TEXTES EN DEHORS DU CODE CIVIL.

On a encore voulu tirer argument en faveur de l'appropriation privée des cours d'eau d'un décret du 22 janvier 1808 et de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche qui reconnaissent aux riverains un droit à indemnité dans le cas où une rivière vient à être déclarée navigable. Mais en ce qui concerne le premier de ces textes l'allocation de dommages et intérêts est suffisamment justifiée par la dépossession de terrain résultant pour les riverains soit de l'élargissement du cours d'eau fréquemment nécessaire pour faciliter la navigation, soit de l'établissement des francs, bords et d'un chemin de hâlage. De même dans le cas prévu par la loi de 1829 « il suffit, comme le disait alors le comte de Pontécoulant, que le droit de pêche soit reconnu pour que la privation d'icelui donne lieu à une indemnité. »

D'ailleurs, en ce qui touche la loi sur la pêche, l'argument se retourne tout à fait contre l'opinion à l'appui de laquelle on l'invoque, car il a été formellement spécifié, lors de la discussion à laquelle ont donné lieu les dispositions de cette loi, que la question de la propriété des cours d'eau restait réservée et ce malgré les efforts faits par divers orateurs, notamment par M. de Maleville, rapporteur à la Chambre des Députés, pour que cette question soit tranchée en faveur des riverains.

SECTION 2. — *Système qui attribuait aux riverains la propriété du lit seulement.*

Nous avons envisagé les divers arguments qui viennent d'être analysés comme étant présentés par les auteurs qui attribuaient aux riverains un droit de propriété sur la totalité du cours d'eau, c'est-à-dire à la fois sur le lit et les eaux. Sans revenir sur ceux de ces arguments qui étaient invoqués en faveur des deux systèmes, il nous reste à examiner la théorie de certains jurisconsultes qui reconnaissent que par leur nature les eaux ne sont pas susceptibles d'appropriation privée et se bornent à prétendre que le lit des rivières non navigables appartenait aux riverains, sous le régime du Code civil (En ce sens Duranton Code civil, Tome V, nos 207 et 208, de Cormenin, Droit administratif, Tome I, p. 545).

Cette théorie paraît avoir été celle du droit romain. En effet comme nous l'avons précédemment exposé il résulte d'un texte des Institutes que toutes les eaux courantes étaient choses communes. Il semble d'autre part que les lois romaines concédaient aux riverains la propriété du lit des rivières puisqu'elles les autorisaient à partager ce lit s'il venait à être abandonné par les eaux (*Loi 1 § 7, et Loi 30 § 1. Dig. De acquisitione rerum*). Le lit appartenant ainsi aux riverains était considéré comme grévé pour le passage des eaux d'une sorte de servitude.

Se basant sur la place des articles 640 à 645 au titre des *servitudes ou services fonciers*, les partisans du sys-

tème dont il s'agit prétendent que la théorie romaine avait été consacrée par le Code civil.

Ils invoquent en outre l'article 640 de ce Code aux termes duquel « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. »

Cet article, disent-ils, n'aurait pas de sens s'il ne s'appliquait pas au lit des cours d'eau qui, appartenant aux riverains, forme successivement le fonds supérieur d'où s'écoulent les eaux et le fonds inférieur assujetti à les recevoir. L'article 640, dit Garnier, en obligeant les riverains inférieurs, à recevoir les eaux qui découlent des fonds supérieurs, ne leur impose qu'une servitude qui suppose et leur conserve la propriété (*Eaux*. Tome 3, n° 778).

Ces mêmes auteurs ajoutent que, supportant en conformité de la loi du 14 floréal an XI (1), l'obligation du curage, les riverains sont nécessairement propriétaires du lit dont ils doivent assurer l'entretien, par suite de ce principe que celui qui a la charge, doit avoir le bénéfice.

Allant enfin au devant de l'objection qui consiste à leur dire que le lit forme avec les eaux un tout naturel et indivisible, les partisans du système en question font observer que, pour les canaux usiniers on ne conteste pas que le lit puisse être la propriété des riverains, le maître de l'usine ayant un droit exclusif aux eaux ; que pour les canaux d'irrigation établis en vertu de la loi du 29 avril

1. Le texte de cette loi se trouve à la page 235.

1845 l'arrosant n'acquiert aucun droit de propriété sur l'assiette du canal, de même que le propriétaire du sol n'est fondé à prétendre aucun droit sur les eaux qui traversent son domaine.

En réponse à l'argument tiré de la place des articles 640 à 645 au titre des Servitudes ou Services fonciers, outre qu'il ne saurait prévaloir contre le texte même de ces articles, nous ferons observer avec Demolombe que précisément la dénomination de servitudes ne convient pas à ces charges naturelles et légales qui résultent soit de la situation des lieux, soit des dispositions de la loi ; ce sont là bien plutôt des règles générales sur le mode d'existence et d'exercice des propriétés riveraines des cours d'eau que de véritables servitudes. (Demolombe. Code civil. Tome 10, n° 139).

Passant à l'examen de l'article 640 nous constatons qu'il concerne certainement les eaux pluviales, les eaux provenant de la fonte des neiges, les eaux qui découlent des fonds par infiltration et enfin celles qui jaillissant de sources n'ont pas encore le caractère de cours d'eau proprement dits.

Cet article trouve donc de nombreuses applications d'une pratique courante et il n'est nullement nécessaire, pour en justifier l'existence, d'imputer au législateur une prescription enveloppée dans des termes obscurs et qui serait d'une utilité fort contestable.

En ce qui touche la loi du 14 floréal an XI il semble que les nombreux avantages accordés dans notre législation aux riverains des cours d'eau non-navigables suffisent à justifier les charges d'entretien qui leur sont imposées

sans qu'il soit nécessaire d'invoquer l'idée de propriété. Il est du reste à remarquer que ladite loi ne spécifiait nullement que les riverains devaient seuls être obligés au curage et à l'entretien du cours d'eau, elle se bornait à décider que le curage aurait lieu conformément aux anciens règlements ou usages locaux, et, en l'absence de ces règlements ou usages, d'après un décret rendu en forme de règlement d'administration publique, de manière que la quotité de la contribution de chaque imposé soit toujours relative au degré d'intérêt qu'il aurait aux travaux à effectuer. Nous verrons dans la suite que par application de ce texte plusieurs catégories d'intéressés autres que les riverains devaient participer aux frais des opérations de curage.

Nous ajouterons qu'à l'inverse des auteurs dont nous discutons l'opinion, l'objection tirée de l'indivisibilité du lit et des eaux nous paraît décisive. Les exemples invoqués par ces auteurs sont relatifs à des situations créées du fait de l'homme et réglées soit par des lois spéciales, soit par les conventions des parties. Il n'existe aucune raison de ne pas appliquer à tous les cours d'eau dans leur état naturel l'article déjà rappelé du Code civil aux termes duquel : « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et dessous ». Comme le disait M. Arnould dans le rapport dont nous avons déjà cité des extraits. « Si les eaux des fleuves ne peuvent être la propriété exclusive des individus parce qu'elles sont nécessaires aux besoins de tous, le lit qui les contient ne pouvant être séparé d'elles ni se prêter à l'usage exclusif de personne, est ainsi qu'elles la propriété de tous ».

Le système dont il s'agit était d'ailleurs en contradiction absolue avec l'ancien texte de l'article 563 du Code civil, qui attribuait le lit abandonné aux nouveaux riverains des rivières dont le cours se modifie. En effet, si les riverains de l'ancien lit avaient été propriétaires de ce lit, ils auraient conservé tout naturellement leur droit de propriété, après le changement de direction du cours d'eau. Si, d'autre part, les riverains du nouveau lit étaient restés propriétaires du terrain envahi par les eaux, ils n'auraient subi aucune perte et n'auraient pu, par suite, avoir droit à aucune compensation.

Les partisans de l'appropriation privée du lit des cours d'eau ont essayé d'échapper à la force de cet argument, en prétendant que le Code accordait le lit abandonné aux nouveaux riverains simplement pour des raisons d'équité et à titre de dédommagement, parce qu'ils étaient privés non pas de la propriété mais seulement de la jouissance d'une partie de leur domaine. Reprenant le raisonnement déjà fait, il est facile de répondre que si les riverains du nouveau lit n'avaient pas été dépossédés du sol recouvert par les eaux, ceux de l'ancien lit seraient également restés propriétaires des terrains devenus libres. Donc, en disposant de ces terrains, le législateur aurait commis un véritable acte de spoliation.

Il s'agit bien d'une disposition basée sur l'équité, mais le code ne disposait comme nous le verrons dans la suite, que de biens sans maître et comme tels appartenant à l'État, pour indemniser la perte d'un droit de propriété. Ainsi le comprenait le consul Cambacérès quand il disait devant le tribunal. « L'équité milite surtout pour ceux

que le changement du cours du fleuve dépouille de leur propriété ».

SECTION 3. — *Systèmes qui reconnaissent aux riverains de simples droits d'usage.*

Nous avons passé en revue la plupart des arguments présentés par les auteurs qui croient que, dans le droit antérieur à la loi du 8 avril 1898, soit le lit et les eaux, soit tout au moins le lit des cours d'eau non navigables appartenaient aux riverains, nous pensons avoir démontré qu'aucun de ces arguments n'est vraiment concluant.

Il nous paraît en conséquence résulter de la discussion qui précède que n'étant pas des droits de propriété, les droits d'un particulier sur la rivière dont les eaux bordent ou traversent son héritage ne pouvaient être, sous le régime du Code civil, que des droits d'usage concédés par ce code d'une manière déterminée et limitative.

Il importe d'ailleurs pour fixer avec précision l'étendue de ces droits d'usage de déterminer quelle était la situation juridique exacte des cours d'eau sur lesquels il s'exerçaient.

Ici deux systèmes principaux se trouvaient encore en présence. D'après le premier de ce que les cours d'eau non navigables ni flottables n'appartenaient pas aux riverains on devait nécessairement déduire qu'ils faisaient partie du domaine public. En ce sens notamment, (Proudhon, *Domaine public*, n^{os} 936-937, 1285. Pradier — Fodéré *Droit administratif*, 3^e édition, page 190). D'après le deu-

xième, ces cours d'eau seraient rentrés dans la catégorie des choses qui, aux termes de l'article 714 du code civil n'appartiennent à personne, l'usage en étant commun à tous et la jouissance réglée par des lois de police. (En ce sens notamment : Nadault de Buffon des *Usines*, Tome 2 p. 55. Aubry et Rau, code civil, tome 2, § 169. Ducrocq. *Droit administratif*, 6^e édition. Tome 2, n° 1010. Picard. *Traité des Eaux*. Tome I, p. 240 (1).

§ 1. — *Système d'après lequel le cours d'eau faisait partie du domaine public.*

Outre le dilemme qu'ils croyaient pouvoir formuler à l'appui de leur opinion, les partisans du premier de ces systèmes invoquaient principalement des arguments historiques ; remontant jusqu'au droit romain, ils se basaient sur le texte précédemment cité des Institutes « *Flumina autem omnia publica sunt* » ils rappelaient que, comme nous l'avons dit, à l'origine du droit français les cours d'eau appartenaient au roi et prétendaient que si, durant la féodalité les seigneurs justiciers en étaient devenus possesseurs, ce n'était pas à titre de propriétaires privés mais bien par délégation du roi comme étant détenteurs d'une partie de la puissance publique, ils ajoutaient que durant la période intermédiaire, divers textes de loi

1. Nous citerons seulement pour mémoire un système récemment imaginé en Belgique par MM. Delbeke et Mavaut. D'après ce système qui nous paraît difficilement conciliable avec la nature des cours d'eau non navigables, ces cours d'eau auraient fait partie du domaine privé de l'Etat.

et plusieurs projets de Code civil ont manifestement constaté la domanialité publique de tous les cours d'eau.

Ces mêmes auteurs insistaient sur les dispositions de l'article 563 du Code civil; d'après eux pour que le législateur ait pu attribuer le lit abandonné aux nouveaux riverains, il faut qu'il ait considéré ce lit comme compris dans le domaine de l'Etat.

Nous n'entreprendrons pas une longue discussion des arguments présentés en faveur de ce système, d'ailleurs à peu près abandonné dans ces derniers temps et qui tombe complètement en présence des articles 538 et 644 du civil.

Le premier de ces articles énumérant les biens qui font partie du domaine public mentionne seulement parmi les cours d'eau, les fleuves et rivières navigables ou flottables et exclut, par le fait même, les autres fleuves et rivières. Le second, revenant sur la même distinction fixe les droits des riverains « sur les eaux courantes autres que celles qui sont déclarées dépendances du domaine public ». Or, dans la doctrine que nous examinons, il n'y aurait pas eu d'eaux courantes en dehors du domaine public.

Quant aux arguments historiques, en admettant même l'exactitude des faits sur lesquels ils s'appuient, ils restent sans valeur puisque le législateur de 1804 a clairement manifesté son opinion sur la question, non-seulement dans les articles précités mais encore en ne reproduisant pas sur ce point les dispositions des projets antérieurs de Code civil qui classaient explicitement tous les cours d'eau dans le domaine de l'Etat.

§ 2. — *Système d'après lequel le cours d'eau
était res nullius.*

En voulant soutenir le principe de la domanialité publique des rivières non-navigables, on se mettait donc en contradiction avec différents textes du Code civil. Il est au contraire à remarquer que dans la législation antérieure à la nouvelle loi sur le régime des eaux, toutes les dispositions sur la matière se conciliaient parfaitement avec le système qui considérait ces mêmes rivières comme n'appartenant à personne aux termes de l'article 714.

L'article 563 lui-même n'impliquait nullement que le lit attribué aux nouveaux riverains du cours d'eau qui se déplace ait auparavant appartenu à l'Etat. En effet du jour où les eaux se retiraient, le lit qui, par sa situation spéciale, était chose commune ne pouvant être la propriété de personne, devenait susceptible d'appropriation privée mais il était bien sans maître et comme tel, aux termes de l'article 713, il entrait dans le domaine de l'Etat qui avait le droit d'en disposer.

D'ailleurs en classant les rivières non-navigables parmi les choses dont la manière de jouir est réglée par des lois de police, la doctrine en question conciliait admirablement les dispositions du Code civil avec différentes lois antérieures, celles notamment des 22 décembre 1789-janvier 1790 et 12-20 août 1790 qui ont confié dans un but d'intérêt général à l'administration, des pouvoirs de tutelle et de haute surveillance sur tous les cours d'eau du territoire.

Nous nous rallierons en conséquence sans hésiter à ce dernier système qui adopté par la majeure partie des auteurs qui ayant approfondi la question avait été consacré par la jurisprudence du Conseil d'Etat et par celle de la Cour de Cassation.

Cette dernière jurisprudence était considérée comme définitivement fixée depuis un arrêt célèbre du 10 juin 1846 (1) dont nous allons reproduire les motifs qui résument parfaitement notre théorie :

« Attendu qu'un cours d'eau se compose essentiellement et de ses eaux et du lit sur lequel elles s'écoulent, que les eaux et leur lit forment par leur réunion et tant qu'elle subsiste une seule et même nature de biens, et doivent à moins d'une volonté contraire formellement exprimée par la loi être régis par des dispositions identiques ; attendu que l'article 644 du Code civil confère à celui dont la propriété borde un cours d'eau non-navigable ni flottable le droit de se servir de l'eau à son passage pour l'irrigation de ses propriétés et à ceux dont cette eau traverse l'héritage, le droit d'en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt à la charge de la rendre à la sortie de leur fonds à son cours ordinaire, attendu que ces droits d'usage spécifiés et limités sont exclusifs du droit à la propriété du cours d'eau, attendu que d'après l'article 563 du même Code lorsqu'une rivière même non-navigable ni flottable se forme un nouveau cours en abandonnant

1. C. C. « Société du canal de Sambre à l'Oise contre Parmentier Dalloz 1846-1-177.

son ancien lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés prennent à titre d'indemnité l'ancien lit abandonné que cette attribution faite par la loi démontre qu'elle ne considère pas l'ancien lit abandonné comme appartenant aux propriétaires riverains de cet ancien lit, attendu que les cours d'eau non navigables ni flottables n'appartenant point aux propriétaires riverains d'après les dispositions ci-dessus, ils rentrent dans la classe des choses qui aux termes de l'article 714 du Code civil n'appartiennent à personne, dont l'usage est commun à tous et dont la jouissance est réglée par des lois de police ».

SECTION 4. — *Système qui distinguait entre les rivières et les ruisseaux (1).*

Avant de terminer notre étude générale sur la nature des droits appartenant aux riverains des cours d'eau non-navigables, il nous reste à examiner la doctrine de certains auteurs qui voulaient diviser ces cours d'eau en deux catégories les rivières et les ruisseaux. Sur les rivières ils ne reconnaissaient comme nous que des droits d'usage aux particuliers, mais ils attribuaient aux riverains la propriété des ruisseaux.

Cette doctrine paraît avoir été adoptée dans l'ancien droit par divers jurisconsultes.

1. Cette distinction pourrait comme précédemment être proposée sous le régime de la nouvelle loi, toutefois elle ne paraissait plus dans ces derniers temps avoir de partisans et n'en rencontrera vraisemblablement pas dans l'avenir.

C'est ainsi que Løysel écrivait. « Les petites rivières et chemins sont aux seigneurs des terres, tandis que les ruisseaux sont aux particuliers tenanciers ».

« Les rivières non-navigables, disait Boutaric, appartiennent aux seigneurs justiciers, mais en est-il de même des ruisseaux ? non sans doute ».

Dans son rapport déjà cité à diverses reprises, M. Arnoult proposait au nom des comités réunis, la distinction des cours d'eau non-navigables en rivières et ruisseaux.

Plus tard Merlin, dans ses questions de droit (*Cours d'eau*. Tome IV § 1^{er}) s'exprime ainsi : « On distingue trois sortes de cours d'eau les rivières navigables, les rivières non navigables et les simples ruisseaux. Les rivières navigables et les rivières non-navigables ont cela de commun, qu'elles sont les unes comme les autres consacrées à l'utilité générale. Les simples ruisseaux n'ont qu'une utilité bornée aux particuliers sur les terrains desquels ils coulent. »

Le savant auteur ne paraît pas du reste avoir été fidèle à son opinion, car après avoir relaté dans son répertoire un arrêt relatif à un ruisseau, il ajoute. « Ce qu'a décidé cet arrêt pour un ruisseau, l'identité de raison veut qu'on le décide également pour une rivière non-navigable ni flottable, car la loi ne met aucune différence entre l'une et l'autre ». (*Répertoire* tome 30. *Rivières* n° IV).

La doctrine qui nous occupe a trouvé peu de défenseurs parmi les auteurs contemporains ; adoptée cependant par Proudhon (*Domaine public*, t. IV, n° 1417) elle peut invoquer en sa faveur la haute autorité de Demolombe qui s'exprime à ce sujet dans les termes suivants : « C'est à

tort que l'on a prétendu que nos lois ne reconnaissent que deux classes de cours d'eau et qu'elles confondent toujours dans les mêmes dispositions les rivières non navigables ni flottables et les simples ruisseaux. Nous croyons pour notre part que le mot rivière n'a pas toujours dans les différentes lois où il est employé, un sens unique et absolu et qu'il présente au contraire suivant le cas, une signification tantôt générale tantôt spéciale. Dans son acception générale il arrive quelquefois le mot *rivière* comprend même les ruisseaux et tel nous paraît être le sens dans lequel il est employé par la loi du 14 floréal an XI sur le curage des rivières non navigables et par la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale. Mais dans son acception spéciale le mot *rivière* ne comprend pas au contraire les simples ruisseaux et telle nous paraît être uniquement l'acception que les rédacteurs du Code Napoléon ont attachée à ce mot dans les articles 556 à 563 où ils opposent constamment les rivières navigables et flottables aux rivières non navigables ni flottables, il nous paraît évident que ces expressions « rivières non navigables, non flottables » reçoivent de ce rapprochement même et de cette antithèse une signification spéciale exclusive des simples ruisseaux. « (Démolombe, Code civil, t. 10, n° 142).

Quelque ingénieuse que puisse paraître une semblable théorie nous sommes obligés de constater qu'elle ne peut s'appuyer sur aucune disposition législative. Aucun texte n'a employé l'expression ruisseau, avec une signification et une portée juridique quelconque et la distinction proposée va absolument à l'encontre des termes de l'article

644 du Code civil (1) qui applique les mêmes règles à toute eau courante, autre que celle qui est déclarée dépendance du domaine public.

Ajoutons que dans la pratique rien ne serait plus difficile que de distinguer les ruisseaux des rivières. D'après M. Arnoult le classement des cours d'eau devrait être basé sur la force qu'ils peuvent offrir pour la mise en jeu des usines ; suivant d'autres auteurs il faudrait s'attacher à leur mode de formation et à la durée de leur existence. Proudhon dont l'avis sur ce point est partagé par Demolombe, pensait qu'il fallait tenir compte de la situation des lieux, de l'opinion générale et de la possession d'état (*du Domaine public* t. IV n° 1417).

Ces divergences prouvent d'elles-mêmes combien est arbitraire la division que l'on a voulu établir. Il est d'ailleurs à remarquer que des systèmes proposés, aucun ne fournit pour la classification un criterium exact et précis, tous se basent sur des faits susceptibles de donner lieu à des appréciations différentes et sont par suite de nature à provoquer des contestations sans nombre et des controverses sans issue.

Nous rejetons donc au point de vue juridique toute distinction entre les rivières et les ruisseaux et nous considérons les règles qui vont être exposées comme s'appliquant à tous les cours d'eau naturels et non navigables ni flottables (par trains ou radeaux) sans exception.

1. L'article 2 de la loi du 8 avril 1898 fournit un nouvel argument dans le même sens.

TITRE II

EXAMEN DE LA QUESTION SOUS LE RÉGIME DE LA LOI DU 8 AVRIL 1898

Les articles 2 et 3 de cette loi fixent aujourd'hui la nature des droits des riverains dans les termes suivants :

Article 2. — Les riverains n'ont le droit d'user de l'eau courante qui borde ou qui traverse leurs héritages que dans les limites déterminées par la loi. Ils sont tenus de se conformer dans l'exercice de ce droit, aux dispositions des règlements et des autorisations émanés de l'administration.

Article 3. — Le lit des cours d'eau non-navigables et non flottables appartient aux propriétaires des deux rives.

Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux à la propriété de la moitié du lit, suivant une ligne que l'on suppose tracée au milieu du cours d'eau sauf titre ou prescription contraire.

La nouvelle loi se borne à maintenir en ce qui concerne l'eau courante, les droits d'usage accordés aux riverains par la législation antérieure, elle soumet comme précédemment l'exercice de ces droits aux pouvoirs de police et de surveillance de l'Administration. Elle ne se prononce pas d'une façon explicite (et c'est un des reproches que nous lui adresserons) sur la situation juridique des eaux des rivières non navigables mais il résulte de l'ensemble de ses dispositions et des explications données par M. Cuvillier rapporteur au Sénat, que ces eaux doivent toujours

être considérées comme étant *res nullius*. L'article 2 reconnaît par contre la propriété du lit aux riverains.

La question de la nature des droits appartenant aux riverains des cours d'eau non navigables est donc aujourd'hui résolue et la controverse que nous avons exposée tout au long est devenue sans objet. Elle n'a pas cependant perdu tout intérêt d'actualité car il est à remarquer qu'en édictant les dispositions qui précèdent le législateur n'a pas eu l'intention d'innover, il a cru simplement consacrer la véritable interprétation des textes antérieurs.

Nous trouvons dans le remarquable rapport présenté par M. Cuvinot les motifs qui ont déterminé l'adoption d'un système contraire à la doctrine de la Cour de cassation et à celle de la majorité des auteurs.

L'honorable sénateur part d'un principe diamétralement opposé à celui de l'indivisibilité du cours d'eau que nous avons admis. « Et d'abord il nous a paru, dit-il, que la propriété du lit devait être envisagée, abstraction faite du volume d'eau variable qui constitue le cours d'eau. Il était dès lors naturel d'admettre que le lit reste la propriété des riverains et que ceux-ci sont simplement assujettis à une servitude de passage des eaux dans des conditions dictées par l'intérêt public et déterminées par la loi ».

Après avoir rapporté que cette théorie était celle du droit romain, M. Cuvinot invoque les principaux arguments dont nous avons déjà examiné la valeur, nous ne reviendrons pas sur les arguments tirés du droit naturel, des articles 560, 561 et 644 du Code civil, de la situation légale des canaux servant à l'irrigation et à l'alimentation des usines etc.

Le rapporteur oppose enfin aux partisans de notre doctrine le dilemme suivant :

« Si le lit des cours d'eau non navigables est chose commune il est ou il n'est pas susceptible de propriété privée. S'il n'est pas susceptible de propriété privée, il doit être considéré comme une dépendance du domaine public. Si au contraire ce lit est susceptible de propriété privée, l'article 713 du code civil lui est applicable. Or, cet article dit : « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat ».

Dans les deux cas on arriverait donc à attribuer le lit à l'Etat, solution que nous avons nous-même condamnée et qui est en opposition manifeste avec la lettre du Code civil et avec la volonté de ses rédacteurs. Le lit en question n'est donc pas chose commune, et doit nécessairement appartenir aux particuliers. »

Ce dilemme n'est pas de nature à nous convaincre, et avant que la nouvelle loi ne se soit prononcée contre notre opinion nous aurions répondu : « le lit d'un cours d'eau n'est pas susceptible de propriété privée, il n'en est pas susceptible parce que qu'il fait partie intégrante d'un cours d'eau qui lui-même n'est pas susceptible de propriété privée. On ne peut pour cela faire entrer ce lit dans le domaine public en application de l'article 538, parce qu'il n'a pas d'existence individuelle et ne peut être considéré comme une portion du territoire. C'est un élément du cours d'eau non-navigable qui précisément d'après les termes de ce même article 538 ne fait pas partie du domaine public et qui suivant nous rentre dans la catégorie des choses n'appartenant à personne et dont l'usage est commun à tous, aux termes de l'article 714 du Code civil. »

Les divers arguments présentés par M. Cuvinot ne nous paraissent donc pas démontrer que, sous le régime du Code civil, les riverains devaient être regardés comme propriétaires du lit des rivières non-navigables. Mais il est surtout un texte qui nous paraît toujours rester décisif en faveur de l'opinion que nous avons soutenue.

Nous voulons parler de l'ancien article 563. Nous avons vu dans le titre précédent, que cet article attribuant l'ancien lit au nouveau riverain du cours d'eau déplacé était inconciliable avec le système adopté par la nouvelle loi. Nous croyons avoir établi au contraire que ce même article, comme d'ailleurs tous les autres textes du Code civil s'accorde parfaitement avec la théorie qui fait du cours d'eau tout entier une chose n'appartenant à personne. Ici M. Cuvinot est obligé de reconnaître que, dans sa doctrine, il y a une difficulté réelle et même une impossibilité à concilier les dispositions du dit article 563 avec les prescriptions des autres articles du Code civil. « En présence d'une contradiction aussi évidente, dit-il, le législateur ne doit pas hésiter à corriger les textes de manière à faire cesser toute équivoque. »

Le législateur de 1898 a en effet corrigé les textes et dans sa nouvelle rédaction la contradiction dont il s'agit n'existe plus, mais pour nous la nécessité de cette correction suffit à démontrer que le système nouvellement adopté ne pouvait être celui de la législation antérieure. Le Code civil a été préparé et discuté avec trop de soin par des hommes d'une compétence indiscutable pour qu'il nous semble possible d'hésiter entre deux doctrines dont l'une se concilie avec toutes les dispositions de ce Code

tandis que l'autre implique une contradiction entre certaines de ces dispositions.

Quoiqu'il en soit, la question est aujourd'hui tranchée, l'article 563 a été modifié et le lit d'un cours d'eau non-navigable doit être considéré comme faisant partie des terrains adjacents mais grevé d'une servitude pour le passage des eaux. Cette situation, si elle ne nous paraît pas conforme à la réalité des faits, peut cependant se concevoir, nous l'avons reconnu, nous allons maintenant examiner comment elle a été envisagée par le législateur.

Aux termes du premier alinéa dans l'article 3 précité de la nouvelle loi celui qui possède les deux rives du cours d'eau est propriétaire du lit entier entre ces deux rives. Aux termes du deuxième alinéa de ce même article, chaque riverain d'un seul côté à la propriété de moitié du cours d'eau, le rapporteur au Sénat constate que dans ces conditions la limite des héritages coïncidera avec la limite du droit de pêche fixée par l'article 2 de la loi du 15 avril 1829. Suivant la pratique adoptée pour l'application de ce dernier article, la ligne séparatrice des domaines riverains sera donc « une ligne imaginaire que l'on suppose tracée au milieu même de la rivière et que l'on établirait en prenant le point central des perpendiculaires élevées d'un bord à l'autre ».

Le deuxième alinéa se termine par les mots « sauf titre ou prescription contraire. » Du fait que cette mention figure seulement à la fin du deuxième alinéa alors que le premier pose sans aucune restriction le principe de l'attribution aux riverains, il paraît résulter avec certitude

que la propriété du lit ne peut être détachée de celle des rives, c'est seulement entre les riverains opposés, propriétaires du lit chacun pour moitié, que la situation peut se trouver modifiée par convention ou par prescription.

Nous n'insisterons pas pour l'instant sur le 3^e alinéa dudit article 3 qui édicte au sujet des extractions de matériaux dans le lit des cours d'eau non navigables, une prescription sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir dans la suite.

Nous nous bornerons à reproduire le texte du dernier alinéa de ce même article, texte qui ne nous paraît réclamer aucun commentaire : « Sont et demeurent réservés les droits acquis par les riverains ou autres intéressés sur les parties des cours d'eau qui servent de voie d'exploitation pour la desserte de leurs fonds ».

Il nous reste à signaler plusieurs conséquences importantes, au moins en principe, de l'attribution du lit faite aux riverains.

La principale de ces conséquences paraît résider dans ce fait, que toutes les fois que les riverains pourront se prétendre dépossédés du lit dont ils sont propriétaires, ils seront en droit de réclamer une indemnité. Cet état de choses pourra être la cause de fréquents procès, il sera surtout la source de nombreuses difficultés pour l'Administration qui devra par exemple acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les parties de lit nécessaires à l'assiette des ouvrages qui seront établis pour la traversée des voies de communication. De même quand une rivière non-navigable sera affectée à la navigation, les riverains qui ne pouvaient auparavant prétendre à une

indemnité que pour la privation du droit de pêche et l'établissement d'un chemin de halage, auront droit également à une compensation pour la dépossession de la partie du lit qui leur appartient.

Ajoutons que dans la pratique la détermination de la ligne médiane du cours d'eau, ligne susceptible de variations fréquentes pourra être la source de nombreuses contestations.

Il est encore à remarquer que jusqu'à présent, lorsque par suite de travaux régulièrement prescrits, il y avait lieu d'élargir le lit d'un cours d'eau, ou d'en ouvrir un nouveau, les terrains à occuper étaient acquis par voie d'expropriation et par suite la fixation de l'indemnité incombait au jury spécial en la matière. Aujourd'hui il n'y aura plus lieu qu'à une indemnité pour l'établissement d'une servitude, indemnité dont l'évaluation ne pourra être confiée au même jury.

La nouvelle loi a prévu cette hypothèse, elle a dans son article 6 résolu de la façon suivante les difficultés qu'elle présente :

« Article 6. — Lorsque par suite de travaux légalement ordonnés, il y a lieu d'élargir le lit ou d'en ouvrir un nouveau, les propriétaires des terrains occupés ont droit à une indemnité à titre de servitude de passage.

Pour la fixation de cette indemnité il sera tenu compte de la situation respective de chacun des riverains par rapport à l'axe du nouveau lit, la limite des héritages demeurant fixée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 ci-dessus, à moins de stipulations contraires,

Les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations sont exempts de la servitude de passage.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'application du paragraphe 2 du présent article et le règlement des indemnités sont jugées en premier ressort par le juge de paix du canton.

S'il y a lieu à expertise il peut, dans tous les cas, n'être nommé qu'un seul expert. »

Ces dispositions se comprennent d'elles-mêmes et ne nécessitent pas d'explications.

Dans un autre ordre d'idées le rapporteur au Sénat a cru qu'il pourrait résulter une conséquence avantageuse des nouvelles dispositions attribuant le lit aux riverains. Il rappelle que les torrents à sec, pendant une partie de l'année ne sont pas, comme nous l'avons vu précédemment, classés parmi les cours d'eau non-navigables, il fait observer que la propriété du lit de ces torrents à toujours été reconnue aux riverains.

« Rien n'empêche, dit-il, d'assimiler désormais complètement les torrents aux cours d'eau permanents.

Cette assimilation existe déjà pour ce qui concerne l'entretien des digues en vertu de l'article 33 de la loi du 16 septembre 1807, nous croyons rationnel de confier aux autorités administratives sur les eaux torrentielles, les mêmes droits de police et de réglementation que sur les autres cours d'eau ».

Nous ne voyons pas, en ce qui nous concerne, l'utilité de l'assimilation dont il s'agit, en effet la différence existant entre les torrents intermittents et les cours d'eau non-navigables résulte de la nature même des choses, ces tor-

rents ne coulant pas d'une façon permanente ne peuvent constituer des cours d'eau au sens propre du mot.

Il n'en est pas moins certain que l'Administration chargée d'une part de sauvegarder la sécurité publique et d'autre part de diriger toutes les eaux du territoire vers un but d'utilité générale a toujours eu le droit de prendre dans l'intérêt commun toutes mesures nécessaires au sujet de l'écoulement, et de l'emploi du débit des torrents en question.

Si ces émissaires ont été de tout temps soustraits à l'ensemble des règles qui concernent les cours d'eau non-navigables ce n'est point par suite de l'existence d'un texte spécial, mais simplement par le fait que la majeure partie de ces règles ne leur sont pas applicables.

Le fait d'assimiler les torrents intermittents aux autres cours d'eau ne paraît donc susceptible d'offrir dans son application aucun intérêt pratique.

Nous nous bornerons pour l'instant à ces quelques considérations sur les résultats juridiques produits par l'attribution du lit aux riverains; nous aurons dans la suite l'occasion de signaler différentes autres conséquences de cette attribution portant sur des points de détail.

LIVRE II

Étude des différents droits qui appartiennent aux riverains.

Nous étudierons dans un premier chapitre les droits éventuels des riverains sur les atterrissements qui peuvent se former dans les rivières non-navigables ; dans un deuxième chapitre les droits à l'usage des eaux qui appartiennent à ces mêmes riverains et dans un troisième chapitre nous examinerons sommairement divers autres avantages qui peuvent être retirés du voisinage des cours d'eau en question.

CHAPITRE I

DROITS ÉVENTUELS SUR LES ATTERRISSMENTS QUI PEUVENT SE FORMER DANS LES COURS D'EAU.

Dans un premier titre nous poserons les principes généraux sur la matière et nous étudierons la législation antérieure à la loi du 8 avril 1898, dans un deuxième titre nous ferons ressortir les innovations introduites par cette loi.

TITRE I

L'expression atterrissement, dit M. Picard, désigne les accumulations de terre, limon, sable, gravier cailloux etc., qui se forment et émergent dans les cours d'eau, elle s'applique aussi aux terrains naturels que les eaux découvrent en se retirant. (Picard *Traité des Eaux*. Tôme I page 276).

Nous étudierons dans quatre sections les différentes sortes d'atterrissements prévues par le Code civil et sur lesquelles peuvent s'exercer les droits des riverains des cours d'eau non-navigables. Nous examinerons ainsi :

1° Les alluvions (art. 556 et 557).

2° L'avulsion (art. 559).

3° La formation des îles (art. 561 et 562).

4° Le déplacement du cours d'eau qui abandonne son ancien lit et envahit de nouveaux terrains (ancien article 563 et art. 4 et 5 de la loi du 8 avril 1898).

Nous examinerons enfin dans une cinquième Section, deux hypothèses qui se rapprochent de certaines des questions que nous aurons examinées, les inondations et le cas d'ailleurs fort rare d'un cours d'eau qui se dessèche sans se creuser un autre lit.

Faisons de suite observer que des règles posées dans le présent titre, celles relatives au déplacement ou au dessèchement des cours d'eau ont seules été modifiées par la loi du 8 avril 1898.

SECTION 1. — *Des alluvions.*

§ 1. — *Généralités.*

Le Code civil nous fait connaître dans ses articles 556 et 557 deux sortes d'alluvions qu'il soumet aux mêmes règles et attribue également aux propriétaires riverains.

« Les atterrissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un fleuve ou d'une rivière s'appellent *alluvions*. L'alluvion profite au propriétaire riverain... (art. 556).

Il en est de même des relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives en se portant sur l'autre, le propriétaire de la rive découverte

profite de l'*alluvion* sans que le riverain du côté opposé y puisse venir réclamer le terrain qu'il a perdu, (art. 557). »

La première de ces alluvions également appelée *lais*, constitue seule à proprement parler une véritable alluvion.

« L'alluvion, disait Pothier, est l'accrue qu'une rivière a faite à la longue à un champ, par les terres qu'elle y a charriées d'une façon imperceptible. » (*De la propriété*, part. I, chap. 2, n° 157).

Appliquant les mêmes règles aux *lais* et aux relais des cours d'eau le législateur s'est laissé entraîner à les désigner sous le même nom.

Placés au chapitre de l'accession les articles 556 et 557 ne font qu'appliquer la règle générale posée dans l'article 551.

« Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire de cette chose ».

Il s'agit comme nous avons eu occasion de l'indiquer précédemment de l'accession à la rive et il en résulte que les propriétaires des terrains bordant immédiatement le cours d'eau et auxquels adhère l'alluvion peuvent seuls réclamer le bénéfice de cette sorte d'atterrissements. Si donc il existe une voie de communication entre le fonds riverain et le cours d'eau, c'est au domaine public dont cette voie fait partie qu'appartient le *lais* ou le *relais*. Si d'autre part une alluvion s'appuyant sur un fonds, se développe ensuite devant d'autres héritages, sans adhérer à ces héritages, elle appartient exclusivement au propriétaire du premier fonds.

Il est de plus à remarquer que l'alluvion étant acquise

par voie d'accession, le riverain en devient propriétaire dès l'instant même de sa formation, sans qu'il soit besoin d'une prise de possession effective.

Au sujet de l'alluvion proprement dite le bien fondé de l'attribution faite au riverain n'a jamais été contesté.

En effet il a toujours paru équitable d'attribuer au propriétaire exposé à des risques particuliers par le voisinage d'une rivière le bénéfice des apports faits par les eaux de cette rivière. D'ailleurs on ignore l'origine et la provenance des matières qui forment le lais et on ne peut par suite supposer à personne le droit de les revendiquer.

On fait de plus observer que, par suite de l'état des lieux, les riverains sont ordinairement seuls à même d'utiliser les terrains ainsi formés par alluvion, et que s'ils n'acquerraient pas ces terrains par accession, ils en deviendraient généralement propriétaires soit par occupation, soit par prescription.

En ce qui concerne l'alluvion définie à l'article 557, deux hypothèses sont à distinguer. Dans la première il se forme un relais à la fois sur chaque rive par suite de la diminution de volume du cours d'eau. Dans la seconde la rivière se déplaçant ôte à l'un des riverains tandis qu'elle donne à l'autre. Dans la première de ces hypothèses, comme dans celle de l'alluvion proprement dite, l'attribution faite aux riverains par le code civil n'a motivé aucune protestation. Mais dans le cas du déplacement du cours d'eau cette attribution a au contraire soulevé de très vives réclamations.

Vainement Portalis, a-t-il prétendu justifier la disposition dont il s'agit, en disant « qu'entre riverains l'incertitude

des accidents forme la balance des pertes et des gains et maintient entre eux, un équilibre raisonnable ».

« Cette raison est contestable et la propriété, comme le dit M. Laurent, ne doit pas être une affaire de hasard, la chance peut tourner entièrement contre lesuns qui seraient ainsi dépouillés au profit des autres riverains ». (Code civil. Tome 6, n° 281).

Au point de vue strict de l'équité le système adopté dans certaines de nos anciennes coutumes et ainsi formulé par la coutume de Vic en Auvergne, peut sembler préférable.

« Que la rivière de Cère n'ôte ni ne baille, c'est à savoir que quand elle prend d'aucunes possessions par inondation ou autrement, petit à petit, deçà ou delà de l'eau, est permis à celui qui perd, suivre sa possession ».

Cependant sans nous contenter du motif invoqué par Portalis, et de la maxime si souvent reproduite. « Les fleuves sont comme la fortune, ils donnent et ils ôtent », nous croyons suffisamment justifiée par les raisons suivantes l'assimilation entre les lais et les relais des cours d'eau déjà admise en droit romain et de nouveau consacrée par le Code civil.

Tout d'abord la limite d'un fonds situé au bord d'un cours d'eau est formée par le lit de ce cours d'eau et la largeur du lit étant une chose essentiellement mobile et changeante, il est dans l'ordre naturel des choses que l'étendue des propriétés riveraines soit soumise à de fréquentes variations.

Il est de plus à remarquer que l'alluvion une fois formée, il est très difficile de distinguer le terrain gagné sur les

eaux du terrain primitif de la rive. Arriverait-on à connaître le point exact où commence le relais, il semblerait impossible d'attribuer ce relais au propriétaire envahi par la rivière. Ce serait en effet pour donner à ce propriétaire une portion de terrain qui ne lui a jamais appartenu et dont le plus souvent il ne pourrait tirer aucun profit déposséder contre toute justice le riverain opposé, des avantages qui résultent pour lui du voisinage du cours d'eau.

D'ailleurs la possibilité pour le propriétaire lésé d'obtenir soit une semblable compensation, soit même une indemnité de son co-riverain engendrerait nécessairement des contestations continuelles et interminables. « Avec un tel système, disait Proudhon, on ne verrait que discussions, procès et troubles dans les pays de rivières » (*du Domaine public* n° 1264.).

Nous ferons enfin observer, que sous réserve de ne pas porter préjudice à des tiers, les riverains sont en droit d'établir les ouvrages nécessaires pour défendre leurs fonds contre l'action des eaux. Ils peuvent donc jusqu'à un certain point s'en prendre à eux-mêmes si leurs terrains viennent à être en partie submergés.

§ 2. — *Caractères qui distinguent les alluvions.*

D'après les articles 556 et 557 les atterrissements doivent, pour constituer des alluvions, être adhérents à la rive et s'être formés lentement et imperceptiblement.

De la nécessité de ces deux conditions, nous concluons

tout d'abord que d'une part les atterrissements qui apparaissent dans le lit même de la rivière et d'autre part ceux qui se constituent brusquement même en adhérant à la rive ne rentrent pas dans les prévisions desdits articles. Les règles concernant ces deux sortes d'atterrissements nous paraissent être fixées par l'article 561 dont nous étudierons les dispositions dans la suite.

Tout au contraire nous déciderons que l'atterrissement qui s'est formé insensiblement sous les eaux et qui se montre subitement à leur surface rentre dans la catégorie des alluvions. En effet, c'est au moment de la constitution de l'atterrissement et non à celui de son apparition que s'attache le législateur (1).

Une question importante à élucider est celle de savoir le moment précis où le fait de l'alluvion est accompli. La jurisprudence et la doctrine paraissent sur ce point d'accord, pour considérer qu'on doit seulement regarder l'alluvion comme parfaite, lorsqu'elle s'élève au-dessus du niveau des eaux coulant à pleins bords sans débordement (En ce sens Daviel. *Des cours d'eau*, nos 48 et 130. Demolombe. *Code civil*, Tome 10, n° 52. Picard, *Traité des Eaux*, Tome I, page 284) (2).

On s'est demandé si l'alluvion devait profiter au riverain dont le fonds situé sur des falaises ou sur des rochers se trouve plus élevé que le cours d'eau. Pour lui refuser

1. C. C. 25 juin 1827. Choisy, Sauvan et Lacroix. *Journal des audiences* 1827, 1, 282.

2. Lyon, 25 février 1843. Combalot c. Etat. *Journal des audiences*, 1843-2-190. Rennes, 16 décembre 1879. L'Etat contre Letourneur. *Dalloz*, 1881-2-191.

ce droit, on a fait observer qu'il était impossible de concevoir une réunion effective entre les terrains situés au-dessus de la rivière et ceux abandonnés par les eaux ; on a prétendu que les rochers ou falaises ne pouvaient être entamés par le flot et que, en l'absence de risques, il ne saurait être question d'un bénéfice accordé à titre de dédommagement.

Ces objections ne nous paraissent nullement décisives, la dernière est basée sur un fait inexact car la rivière en battant la falaise peut parfaitement provoquer des éboulements, l'autre n'est pas plus concluante car les textes du code sont formels et attribuent le *lais ou le relais* à tout fonds riverain sans exiger en aucune façon qu'il soit de niveau avec le cours d'eau (1).

Pour des raisons analogues nous déciderons que les riverains dont les propriétés sont closes de murs du côté de la rivière ont également droit à l'alluvion.

Cette solution semble d'autant plus certaine que traduisant presque exactement la définition des Institutes ; *Alluvio est incrementum latens quod agro adjicitur..* Le législateur a remplacé le mot *champ* (*ager*) par le mot *fonds* beaucoup plus compréhensif et a ainsi fait entendre qu'il accordait le bénéfice de l'alluvion à toutes les natures de propriétés.

Certains auteurs ont prétendu que pour constituer des

1. Dans des cas particuliers où les titres de propriété spécifiaient que *l'héritage était borné par la falaise* nous croyons que la Cour de Rouen a décidé avec raison qu'il n'y avait pas matière à alluvion (Cour de Rouen, 8 avril 1818. 24 décembre 1827 inédits. Daviel *Des Cours d'eau*, n° 135 note).

alluvions les atterrissements devaient non-seulement présenter les caractères dont nous avons reconnu la nécessité mais encore être *l'œuvre de la nature seule*. « Le terrain d'alluvion, dit Proudhon, ne doit être qu'une création du jeu naturel des eaux, il faut qu'il se soit formé lui-même, sans le secours de la main de l'homme » (du *Domaine public*, n° 74).

L'opinion contraire a prévalu, croyons-nous, avec raison, le texte des articles 556 et 557 est en effet absolument général, il s'applique à tous les lais et relais qui se forment successivement et imperceptiblement et n'exclut en aucune façon les atterrissements constitués du fait de l'homme.

Nous pensons donc que rien ne s'oppose à ce que le bénéfice d'une alluvion résultant de travaux effectués soit par l'Etat soit par des particuliers sur des cours d'eau non navigables appartienne aux riverains. Nous admettons même que les propriétaires des héritages bordant ces cours d'eau sont en droit de prendre des dispositions spéciales dans le but de fixer sur la rive les graviers et le limon et de se procurer ainsi des alluvions (1).

En ce sens, Daviel. *Traité des Cours d'eaux*, n° 127. Demolombe, Code civil, Tome 10, n° 66. Laurent, Code civil. Tome 6, n° 283. Picard. *Traité des Eaux*. Tome I, page 286).

Il va de soi que si les travaux au moyen desquels un

1. C. C. 8 juillet 1829. Préfet de la Drôme contre Archinard. *Journal des Audiences*, 1821. 1. 294. 22 décembre 1883. Lasserre et autres contre Dasté *Dalloz*, 1888-1-111.

riverain a intentionnellement ou non donné naissance à une alluvion avaient porté préjudice à d'autres propriétaires, ces propriétaires auraient droit à la réparation prévue par l'article 1382 du Code civil.

On s'est demandé en quoi devait consister cette réparation dans l'espèce, et au cas où le dommage résulte d'une submersion de terrain, certains auteurs ont prétendu que le propriétaire lésé devait obtenir sur la rive opposée, une surface égale à celle dont il avait été privé. Nous avons précédemment exposé les objections que soulève dans de semblables circonstances le principe d'une compensation en nature et nous estimons avec Demolombe que l'auteur du dommage peut seulement être condamné à payer une indemnité pécuniaire, à détruire les ouvrages exécutés et à remettre autant que possible le cours d'eau dans son état antérieur. (Code civil. Tome 11, n° 67).

§ 3. — *Partage des alluvions.*

Comment doit être partagé entre les ayants droit un terrain d'alluvion qui s'étend le long de plusieurs héritages ?

Le Code civil n'a pas réglé la question mais tout le monde paraît être d'accord pour reconnaître qu'il y a lieu d'appliquer le principe posé en droit romain de la division :

« *Pro modo latitudinis cujusque agri, quæ latitudo prope ripam sit* (Digeste. Loi 7. *De acquisitione rerum*) c'est-à-dire de façon à ce que chacun des intéressés ait

une part proportionnelle à la largeur de la partie de son héritage située sur le bord de la rive, et à laquelle adhère l'alluvion, sans par suite qu'il soit tenu aucun compte de l'étendue plus ou moins grande des propriétés riveraines dans l'intérieur des terres.

Mais la règle romaine, très simple à appliquer quand la rivière suit une ligne droite au milieu des propriétés qui la bordent, soulève au contraire de sérieuses difficultés dans le cas très fréquent où les eaux formant des sinuosités changent constamment de direction.

Pour cette hypothèse un grand nombre de systèmes ont été proposés, la question déjà discutée dans l'ancien droit est encore aujourd'hui controversée, elle consiste en fait à trouver une solution géométrique pour l'application d'un principe de droit, aussi nous ne chercherons ni à exposer les différentes théories en présence, ni à faire un choix parmi elles.

Nous nous bornerons à signaler à ce sujet un intéressant arrêt de la Cour d'Agen du 25 janvier 1854 (1), consacrant un système qui a été depuis lors fréquemment approuvé et reproduit, notamment par MM. Aubry et Rau (Code civil, tome 2, p. 251) Laurent (Code civil, tome 6, page 381).

§ 4. — *Condition des alluvions.*

Le terrain d'alluvion a la même nature que le fonds

1. 25 janvier 1854. Neuville et Despet et autres. Dalloz, 1854-2-229.

auquel il accède, il ne forme pas un fonds nouveau mais une partie de cet ancien fonds.

Damoulin disait :

« *Incrementum latens alluvionis nobis adquiritur eo jure quo ager augmentatus primum ad nos pertinebat, nec istud incrementum censetur novus ager sed pars primi. Eodem jure, eadem causa et qualitate adquiritur sicut ager cui adjectum est.* »

De ce principe il résulte avec évidence que le terrain d'alluvion est soumis aux mêmes droits, *de propriété, d'usufruit, d'usage, de servitude, de nantissement et d'hypothèque* que le fonds même auquel il s'est adjoint.

Aussi nous nous bornerons à constater que l'article 596 du Code civil s'exprime formellement sur ce point en ce qui concerne l'usufruit et que le droit du créancier hypothécaire est également consacré par l'article 2133 aux termes duquel : « L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué ».

Une application intéressante du principe qui vient d'être posé est relative à la prescription. Un possesseur détient un fonds depuis près de 30 ans une alluvion s'est formée à ce fonds depuis quelques jours seulement. Ce possesseur deviendra en même temps propriétaire du fonds et de l'alluvion, en effet il n'existe pas deux fonds il n'en existe qu'un seul dont une partie ne peut avoir une condition différente de celle du principal (Daviel *des cours d'eau* n° 140. Demolombe, Code civil tome 10 n° 88. Laurent, Code civil tome 6 n° 295).

On s'est toutefois demandé, si étant donné le caractère personnel du droit du preneur vis-à-vis du bailleur, le

fermier devait avoir la jouissance du terrain d'alluvion sans augmentation du prix de fermage.

Trois systèmes ont été proposés à ce sujet. D'après le premier enseigné par Pothier, le fermier doit dans tous les cas pour profiter de l'alluvion payer un supplément de prix (du *contrat de Louage* n° 278).

Les motifs invoqués à l'appui de ce système sont les suivants, d'une part le droit du preneur porte exclusivement sur ce qui lui a été loué, d'autre part ce même preneur ne devant pas aux termes de l'article 1722 supporter sans indemnité une diminution du fonds il n'est pas juste qu'il profite à titre gratuit de l'augmentation survenue. (En ce sens Chardon. *De l'alluvion*, n° 157, Duvergier *Du Louage*, t. I, n° 536).

Suivant le deuxième système, le fermier a toujours droit à la jouissance de l'alluvion sans supplément de prix. Pour défendre ce système on se fonde sur le caractère successif de la formation du terrain alluvionnaire et sur l'impossibilité pratique d'apporter au prix des changements pour ainsi dire incessants, au fur et à mesure des progrès de l'alluvion.

À l'argument tiré de l'article 1722 on répond en faisant observer que si les produits d'un fonds rural augmentent, il n'y a jamais lieu au paiement d'un supplément de prix ; tandis que l'article 1769 prévoit une remise en faveur du fermier dans un cas où la valeur des récoltes se trouve considérablement réduite. On ajoute à titre d'analogie qu'aux termes de l'article 2133 le créancier hypothécaire profite de toutes les améliorations du bien hypothéqué quoiqu'il puisse au cas de dégradations survenues à

ce bien exiger de nouvelles garanties (art. 2131). (En ce sens Proudhon *Domaine public*, n. 1295; Troplong, *Du louage*, n° 190; Garnier, tome 1, n. 242).

Dans le troisième système adopté par Daviel (*Des cours d'eau*, n° 141), une distinction est faite entre les fermages dont le prix est fixé à tant par unité de surface et ceux dont le prix est fixé en bloc. Pour les fermages de la première catégorie l'alluvion a nécessairement pour conséquence une augmentation de prix proportionnelle à la surface du terrain gagné sur les eaux; pour ceux de la seconde catégorie le prix demeure invariable.

Dans l'hypothèse où le prix du bail est réglé à tant la mesure, l'adoption de ce dernier système nous paraît tout à fait rationnelle. Dans le cas contraire nous serions disposés à penser avec Demolombe, qu'il y a lieu de faire une nouvelle distinction, au cas d'alluvions peu importantes, nous déciderions avec le premier et le troisième système que le prix doit rester fixe; au cas d'alluvions considérables nous nous rangerions avec le deuxième système en faveur d'une augmentation du fermage (Demolombe, *Code civil*, tome 10, n° 95).

Cette théorie admise par M. Picard dans son *Traité des eaux* (tome 1, page 298), outre qu'elle est de tous points conforme à l'équité, nous paraît rentrer dans l'esprit qui a inspiré au législateur la disposition de l'article 1765, se référant au titre de la vente pour fixer les modifications à apporter au prix du bail en cas d'erreur dans la contenance du fonds loué.

Etant données les nombreuses analogies qui existent entre le contrat de louage et celui d'emphytéose, il paraît

utile de faire observer qu'en matière d'alluvion la situation de l'emphytéote est différente de celle du preneur à bail. L'emphytéote auquel comme l'a constaté la Cour de Cassation, dans un arrêt du 26 janvier 1864 (1), sont transmis pendant la durée du contrat tous les droits utiles de propriété sur l'immeuble objet de la convention, a incontestablement le droit de profiter de l'alluvion qui s'unit à cet immeuble.

Une difficulté s'est encore élevée en cas d'alluvion au sujet des droits de l'acquéreur sous faculté de rachat. Pothier (*Traité du contrat de vente*, n° 402), et certains auteurs après lui ont prétendu que cet acquéreur pouvait après l'exercice du réméré par le vendeur conserver les terrains d'alluvion qui se seraient formés postérieurement à la vente.

A l'appui de cette opinion le jurisconsulte orléanais faisait observer que lorsque la chose se trouve sensiblement détériorée par cas fortuit ou de force majeure le vendeur qui, pour la reprendre, serait obligé d'en payer le prix intégral, s'abstient inévitablement d'user de la faculté de rachat. Il peut donc sembler équitable, que exposé à souffrir des événements malheureux, l'acquéreur soit en revanche certain de bénéficier des plus-values résultant de l'alluvion.

Cette doctrine a été repoussée avec raison par la plupart des auteurs modernes, elle est en effet contraire à tous les principes soit en matière d'alluvion soit en matière de vente. L'alluvion est devenue partie intégrante de l'héritage riverain, elle s'est confondue avec lui et n'en

1. 26 janvier 1864. Dorient de Bellegarde Dalloz, 1864-4-83.

peut être séparée. De plus, lorsque le vendeur exerce la faculté de rachat, la vente est résolue non-seulement pour l'avenir mais aussi pour le passé. Elle ne peut plus produire aucun effet et étant censé n'avoir jamais eu la propriété du fonds riverain, l'acquéreur n'en saurait conserver une partie quelconque.

(En ce sens Duranton, Code civil, tome 16, n° 425, Proudhon, *Domaine public*, n° 1297, Garnier, *Eaux*, tome 1, n° 242, Demolombe, Code civil, tome 10, n° 96, Picard, *Traité des Eaux*, tome 1, page 299).

SECTION 2. — *De l'avulsion.*

§ 1. — *Généralités.*

On appelle avulsion une partie *considérable et reconnaissable* d'un champ riverain qu'une rivière porte par une force subite vers un champ inférieur ou sur la rive opposée. Aux termes de l'article 559 du code civil le propriétaire de la partie ainsi enlevée peut réclamer sa propriété mais il est tenu de former sa demande dans l'année ; après ce délai il n'y sera plus recevable à moins que le propriétaire du champ auquel la partie enlevée a été unie n'ait pas encore pris possession de celle-ci.

Donc, pour que la revendication puisse être exercée il faut que la portion de terrain enlevée remplisse deux conditions :

1° Qu'elle soit *considérable* ce qui ne signifie pas très importante, mais seulement susceptible d'être prise en

considération, notable, appréciable. Le législateur veut simplement interdire la revendication de débris insignifiants et sans valeur. L'adage romain. « *De minimis non curat prætor* » exprime toujours une vérité juridique.

2° Qu'elle soit *reconnaissable*, c'est-à-dire que sa provenance puisse être établie avec certitude.

Cette condition est évidemment nécessaire pour que la revendication puisse être exercée, c'est elle qui constitue la différence essentielle entre l'*avulsion* et l'*alluvion* que nous avons précédemment étudiée.

Il résulte de notre article que si une fraction non reconnaissable venait à être portée par une force subite sur un fonds riverain, cette fraction de terrain, fût-elle même considérable, appartiendrait de suite au propriétaire du fonds sur lequel elle s'est arrêtée. C'est un cas d'accession spécial qui constitue si l'on veut une sorte d'alluvion, mais une alluvion toute différente de celles prévues par les articles 556 et 557 puisqu'elle se forme *instantanément* et par suite *perceptiblement*.

Le texte de l'article 559 ne doit point être interprété comme s'appliquant exclusivement au terrain naturel et aux produits du sol tels que les arbres poussés à sa surface. La revendication peut porter également sur les constructions ou les matériaux qui auraient été entraînés par les eaux. Cela résulte très nettement des déclarations faites par Tronchet au cours de la discussion du Code civil devant le Conseil d'Etat (Séance du 27 vendémiaire an XII) et les auteurs sont unanimes à l'admettre (Picard, *Traité des Eaux*. Tome I, page 304).

Il est aussi hors de doute que si notre article en par-

lant du champ auquel la partie enlevée a été unie prévoit spécialement le cas de *juxtaposition* à la rive, il s'applique également quand il y a non pas adjonction latérale mais *superposition*. Le législateur a eu en vue le cas qui se présente le plus fréquemment mais les termes employés par lui ne sont pas limitatifs; au point de vue de l'équité les situations des intéressés sont identiques et il y a par suite toutes raisons de décider dans le même sens.

§ 2. — *Droits et obligations du propriétaire du terrain enlevé par avulsion.*

Le propriétaire de la partie enlevée *peut* réclamer sa propriété, l'exercice de ce droit est donc pour lui purement facultatif, s'il ne croit pas devoir revendiquer son terrain, le maître du fonds auquel s'est joint l'atterrissement n'a d'action contre lui ni pour l'obliger à enlever le dépôt, ni pour obtenir l'allocation de dommages et intérêts. (En ce sens Daviel, des *Cours d'eau*, n° 174; Demolombe, *Code civil*, tome 10, n° 103; Picard, *Traité des eaux*, tome I, page 305).

D'ailleurs en permettant au propriétaire du terrain déplacé par les eaux de réclamer ce terrain, la loi ne lui accorde qu'une faculté de reprise, une action mobilière il n'aurait nullement le droit de prendre possession de son bien là où il se trouve. Cette opinion d'accord avec le texte de la loi est en même temps conforme à l'équité, car si le riverain dépossédé pouvait exercer son droit de

propriété sur le fonds même où le courant a porté l'avulsion, les droits du propriétaire de ce dernier fonds seraient nécessairement lésés.

Il est de plus certain que si le riverain dépossédé exerce son droit de revendication, il doit reprendre tout ce qui a fait l'objet de l'avulsion, il ne pourrait faire un choix parmi les détritiques entraînés par les eaux et retirer les uns en laissant les autres.

Il va de soi également, que ce même riverain doit le cas échéant dédommager le propriétaire du fonds auquel s'était uni son terrain, du préjudice à lui causé par l'opération de l'enlèvement. Un grand nombre d'auteurs pensent même que l'indemnité à payer par le propriétaire revendiquant devrait s'étendre au dommage causé par le fait même de l'avulsion. (En ce sens Daivel, des *Cours d'eau*, n° 154; Demolombe, Code civil, tome 10, n° 104; Picard, *Traité des eaux*, tome I, page 306). Malgré l'autorité des auteurs qui l'ont adoptée, cette opinion nous paraît peu juridique, tout le monde admet en effet qu'au cas d'abandon du terrain enlevé le propriétaire dont le fonds a reçu ce terrain ne peut obtenir de dommages et intérêts, il doit supporter les conséquences d'un cas de force majeure. On ne voit pas comment le fait que la revendication est exercée, pourrait dispenser ce propriétaire de subir de semblables conséquences. (En ce sens Aubry et Rau, Code civil, tome 2, p. 386, note 23; Laurent, Code civil, tome 6, n° 299).

§ 3. — *Délai de revendication.*

Le propriétaire du terrain enlevé peut, en principe, exercer son droit de revendication pendant un an seulement.

Il reste toutefois libre d'exercer ce droit indéfiniment si le propriétaire du fonds auquel s'est unie l'avulsion ne prend pas possession du terrain joint à son héritage. A défaut de cette prise de possession la prescription trentenaire serait seule opposable à l'exercice de la revendication.

La déchéance prévue au bout d'un an par l'article 559 est une mesure d'ordre public, il est en effet contraire à l'intérêt général que la propriété reste pendant trop longtemps incertaine et au bout d'une année passée dans l'inaction, on peut légitimement supposer la renonciation du riverain dépossédé.

On s'est demandé par quoi doit être caractérisée la prise de possession du terrain porté sur un fonds par avulsion.

Certains auteurs ont pensé que cette prise de possession résultait suffisamment du fait que les racines de certains arbres s'étaient étendues du fond sur l'atterrissement ou à l'inverse de l'atterrissement sur le fonds. (En ce sens, Fournel, *Traité du voisinage. Iles*, tome 2, p. 172. Hennequin, *Traité de législation*, tome I, p. 303).

Cette doctrine inspirée par le droit romain, qui permettait la revendication jusqu'à l'incorporation naturelle des

deux terrains par l'extension des racines, ne semble pas pouvoir être admise aujourd'hui; en parlant d'une prise de possession par le propriétaire du champ auquel la partie enlevée a été unie, le Code civil nous montre bien qu'un acte de ce propriétaire est indispensable (En ce sens Daviel *des Cours d'eau*, n° 153. Demolombe Code civil, tome 10, n° 108. Picard, *Traité des eaux*, tome 1, p. 307).

La plupart des auteurs décident que ce même propriétaire peut sans attendre l'expiration de l'année sommer le maître du terrain enlevé de choisir dans un certain délai entre la reprise et le délaissement de ce terrain. Passé ce délai s'il est suffisant la revendication ne devrait pas être admise. Cette opinion qui se base sur le fait que la présence de l'atterrissement peut être préjudiciable et incommode pour le possesseur du fonds sur lequel il a été déposé ne nous paraît pas devoir être admise. Le texte de l'article 559 accordant formellement au propriétaire dépouillé un délai d'un an pour reprendre ce qui lui appartient, on ne saurait d'après nous forcer ce propriétaire à se prononcer avant l'expiration de l'année, sans aller contre les dispositions de la loi (En ce sens, Laurent Code civil, tome 6, n° 298).

§ 4. — *Conséquences de l'avulsion définitivement consommée.*

A défaut de revendication en temps utile, le propriétaire du fonds auquel s'est uni le terrain entraîné par avulsion et qui a pris possession de ce terrain, en devient défi-

nitivement propriétaire, aucune indemnité ne peut lui être réclamée par le riverain dépossédé. Le principe de cette acquisition est l'accession, aussi devons-nous soumettre l'atterrissement par avulsion, d'après les principes précédemment exposés pour les alluvions, aux divers droits qui existent sur le fonds auquel il s'est adjoint.

Une divergence s'est cependant élevée en ce qui concerne le droit d'usufruit. Proudhon a prétendu (*de l'Usufruit*, tome 2, n° 527) que l'article 596 attribuant seulement à l'usufruitier les atterrissements par alluvions, on en devait conclure que les autres atterrissements restent libres entre les mains du nu-propriétaire de l'héritage auquel ils s'unissent.

Cet argument ne nous paraît pas concluant, en effet, outre qu'on ne verrait pas le motif d'une semblable différence entre deux cas où l'acquisition se fait également par accession, la jouissance d'un atterrissement laissée au nu-propriétaire serait, la plupart du temps, très préjudiciable à l'usufruitier et de nature à causer de sérieuses difficultés dans la pratique. D'ailleurs, aux termes de l'article 597, « l'usufruitier jouit de tous les droits dont le propriétaire peut jouir » (En ce sens, Demolombe. *Code civil* Tome 10 n° 112 *bis*. Picard. *Traité des Eaux*, tome I, page 308).

§ 5. — *Cas spéciaux qui ont été assimilés à ceux prévus par l'article 559.*

Le premier de ces cas nous est indiqué par Dalloz dans les termes suivants :

« Le texte de l'article 559 ne comprend pas le cas où la partie considérable et reconnaissable d'un champ qui a été enlevée par le mouvement des eaux aurait été transportée et se serait arrêtée dans l'intérieur même du lit de la rivière, de manière à y former une île ou une presqu'île. Nous estimons néanmoins par induction de l'esprit de la loi, que ce cas doit être régi par la disposition du même article précité. Ainsi le propriétaire de la partie enlevée ne pourrait continuer à en jouir en la laissant où elle est, puisque ce serait empiéter sur le lit de la rivière qui ne lui appartient pas : il n'a donc que le droit, comme dans le cas littéralement prévu par la loi, de retirer les débris dont il s'agit ou de les abandonner, dans ce dernier cas, ces débris seraient la propriété des riverains auxquels sont attribués tous les atterrissements qui se forment dans les cours d'eau non navigables. (Dalloz. *Répertoire. De la propriété*, n° 525).

Une assimilation analogue a été faite par la Cour de Cassation dans le cas d'un terrain que l'ouverture d'un nouveau bras de rivière avait brusquement coupé et incorporé à une île, le tribunal suprême a jugé que la revendication de ce terrain devait sous peine de déchéance, et par application de l'article 559, avoir lieu dans le délai d'une année.

1. C. C. 13 décembre 1830. Delorme et Berthaut. *Journal des audiences*, 1831. 1. 157.

SECTION 3. — *Des îles, îlots et atterrissements autres que ceux qui se forment par alluvion ou par avulsion.*

§ 1. — *Généralités.*

Une île est une portion de terrain entourée par les eaux.

Un îlot ne diffère d'une île que par son étendue qui est moins considérable.

Aux termes des articles 561 et 562 :

« Les îles et atterrissements qui se forment dans les rivières non-navigables et non-flottables appartiennent aux propriétaires riverains du côté où l'île s'est formée ; si l'île n'est pas formée d'un seul côté, elle appartient aux propriétaires riverains des deux côtés, à partir de la ligne qu'on suppose tracée au milieu de la rivière.

Si une rivière ou un fleuve en se formant un bras nouveau coupe et embrasse le champ d'un propriétaire riverain et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son champ encore que l'île se soit formée dans un fleuve ou dans une rivière navigable et flottable ».

Les îles peuvent se former de trois manières :

Soit par des dépôts de matières s'accumulant sur le fond de la rivière et émergeant au-dessus des eaux.

Soit par l'assèchement d'une partie du lit.

Soit par l'ouverture d'un nouveau bras qui coupe et

embrasse un fonds riverain. (Picard, *Traité des eaux* tome I. page 309) (1).

Le sens général du mot atterrissements nous est déjà connu, nous pensons que dans l'article 561, ce mot s'applique à tous les atterrissements dont le sort n'a pas été réglé par des articles spéciaux. Cet article attribue donc notamment aux riverains les atterrissements qui se forment d'une façon instantanée en adhérant à la rive, soit dans le cas du lais par une masse de sable ou de limon que le courant dépose tout d'un coup contre la berge, soit dans le cas du relais par la retraite subite des eaux de la rivière.

De semblables atterrissements ne rentrent pas, comme nous l'avons dit précédemment dans la catégorie des alluvions, leur situation n'a d'autre part été fixée par aucun texte et cette interprétation étant d'ailleurs conforme aux termes de la loi, il paraît absolument rationnel de les regarder comme compris dans les prévisions de l'article 561.

Cette opinion adoptée par la majorité des auteurs (Demolombe Code civil, tome 10, n° 51 ; Picard, *Traité des eaux*,

1. Nous citerons seulement pour mémoire l'île qui n'adhère point au sol et qui reposant sur une couche mobile de branches ou d'autres substances légères est elle-même mobile et flottante. Le Code civil ne s'est pas expliqué sur cette île, qui par sa nature ne paraît guère susceptible d'appropriation privée et ne pourrait semble-t-il qu'être attribuée à l'Etat comme bien sans maître (article 713 Code civil).

tome 1, page 301), a de plus été consacrée à diverses reprises par la Cour de Cassation (1).

Certains jurisconsultes ont cependant prétendu que les atterrissements prévus par l'article 561 ne pouvaient être que des agglomérations de terrains de la nature des îles et par suite isolées des berges.

Nous n'insisterons pas sur cette controverse car si ces derniers auteurs ne s'appuient pas comme nous sur le texte de la loi qu'ils déclarent incomplète, pour attribuer aux riverains les atterrissements en question, ils arrivent à la même conclusion par des raisons d'analogie et des motifs tirés de l'équité.

§ 2. — *Hypothèse prévue par l'article 562
du Code civil.*

Bien que ce soit s'écarter de l'ordre suivi par le Code, il paraît préférable de mettre tout d'abord de côté cette hypothèse au sujet de laquelle les termes fort clairs de l'article 562 ne sauraient laisser place à de sérieuses difficultés et qui par suite ne nécessitera de notre part que de très courtes explications.

Le propriétaire du fonds transformé en île (ici le mot île désigne tout atterrissement environné par les eaux) conserve sa propriété, cette disposition éminemment équitable a toujours été admise tant en droit romain que dans notre ancien droit.

1. CC. 8 déc. 1863 Petit contre Commune de Trouville, Dalloz, 1864, 1, 114-22 déc. 1886. Lasserre et autres contre Darsé, Dalloz, 1887, 1, 111.

D'autre part la situation juridique du terrain entouré par la rivière n'est nullement modifiée, il continue à être soumis aux mêmes règles et aux mêmes droits que s'il faisait toujours partie de l'héritage riverain.

L'article 562 ne peut toutefois s'appliquer que s'il s'agit d'une portion de terre brusquement séparée de la rive, et il ne saurait être invoqué aux cas où les circonstances permettraient de constater qu'une île s'est formée progressivement aux dépens d'une seule des propriétés voisines. Cette dernière hypothèse serait régie par l'article 561 (1) (En ce sens Demolombe, Code civil tome 10, n° 118. Laurent, Code civil tome 6, n° 302, Picard. *Traité des eaux*, t. I, page 310).

Rappelons également que lorsque la partie du champ riverain enlevé n'a pas constitué une île nouvelle mais s'est incorporée à une île déjà existante, il doit être fait application de l'article 559 et non de l'article 562.

§ 3. — *Hypothèse prévue par l'article 561.*

L'article 561 fait connaître de quelle manière doivent se partager entre les différents propriétaires intéressés, les îles et les atterrissements auxquels il s'applique.

La première opération pour arriver à ce partage consiste à supposer une ligne tracée au milieu de la rivière et qui la sépare dans sa largeur en deux moitiés. Toute la partie de l'île qui se trouve à droite de la ligne appar-

1. Cour de Lyon, 22 juin 1839. Héritiers Blanc c. Etat. *Journal des audiences*, 1840-2-230.

tient aux riverains du côté droit, de même que la partie de l'île qui se trouve à gauche de cette ligne appartient aux riverains du côté gauche.

Quant aux riverains d'un même côté, l'île se répartit entre eux, proportionnellement à l'étendue de front que chaque héritage présente sur la rive (Demolombe, Code civil tome 10, n° 125).

Cette répartition soulève naturellement des difficultés analogues à celles que nous avons précédemment signalées au sujet des alluvions et sur lesquelles nous ne reviendrons pas.

Nous n'insisterons pas davantage sur un certain nombre de règles qui, communes à la formation des îles et à celle des alluvions, ont été déjà exposées à propos de cette dernière sorte d'atterrissements. Nous nous contenterons de signaler parmi ces règles, celles qui ont trait à la nécessité d'être riverain immédiat du cours d'eau pour avoir des droits sur les atterrissements et au niveau que ces atterrissements doivent atteindre pour devenir propriété privée, nous nous bornerons aussi à constater que les principes exposés au sujet des alluvions constituées du fait de l'homme s'appliquent également aux îles se formant de la même façon.

Le motif de l'acquisition effectuée par les riverains n'est toutefois pas le même dans les deux cas, les alluvions leur appartiennent par voie d'accession ; tandis que, comme nous l'avons vu, en étudiant le caractère des droits reconnus à ces mêmes riverains sur les cours d'eau non-navigables, les îles leur sont attribuées par la loi pour des raisons d'équité. L'alluvion se confond donc avec la

propriété riveraine et forme un seul fonds avec elle, tandis que l'île constitue en principe un fonds distinct de cette propriété.

L'acquisition s'accomplissant toutefois dans les deux cas *ipso facto*, même à l'insu des riverains, et sans nécessiter de leur part aucun acte de possession ou de jouissance, la situation juridique des deux sortes d'atterrissements, envisagée au moment de leur formation est à peu près la même, c'est à la propriété riveraine que la propriété de l'île comme celle de l'alluvion vient s'adjoindre.

Nous n'éprouverons donc pas de difficulté à assimiler la situation de l'île à celle de l'alluvion, en ce qui touche les mutations de propriété du fonds riverain dont la cause est antérieure à la formation de l'atterrissement. Nous ferons l'application de cette règle notamment au cas de vente sous faculté de rachat et à celui de prescription du fonds riverain accomplie peu de temps après la formation de l'île.

Nous ne voyons également aucune raison d'établir de différence entre les droits du fermier ou du locataire de ce même fonds riverain dans les deux hypothèses que nous examinons.

Plus délicat est au contraire le cas de l'usufruitier auquel la majorité des auteurs refusent la jouissance de l'île dont la propriété s'adjoint à celle de l'héritage grevé d'usufruit. A l'appui de cette opinion, on fait tout d'abord observer qu'elle était formellement consacrée en droit romain par la loi 9 § 4. *Digeste*. — *De usufructu*, on tire ensuite ar-

gument de l'article 596 qui accorde à l'usufruitier la jouissance de l'alluvion seulement, sans parler d'aucun autre atterrissement.

Demolombe incline à considérer ces arguments comme probants, il pense cependant que la décision contraire pourrait être défendue de la façon suivante.

La propriété des îles est accordée aux riverains comme compensation des risques qui résultent du voisinage du cours d'eau, l'usufruitier supportant les mêmes risques, il semblerait conforme à l'esprit de la loi de le laisser également jouir des atterrissements en lit de rivière. De plus l'article 597 que nous avons déjà cité reconnaît à l'usufruitier le droit de jouir de tous les avantages dont le propriétaire peut jouir (Demolombe, Code civil, 10, n° 63).

Ces dernières considérations nous paraissent, en ce qui nous concerne, tout à fait décisives aussi nous ne partageons pas les scrupules éprouvés sur ce point par Demolombe et nous pensons que le droit de l'usufruitier doit, comme celui du propriétaire du fonds riverain, s'étendre à l'île formée dans le cours d'eau. (En ce sens, Duranton, Code civil tome 4, n° 421; Chardon. *Traité du droit d'alluvion* n° 151; Pandectes françaises, *alluvion* n° 216; Wodon, *Droit des eaux, Répertoire*, n° 44).

L'article 596 en faisant une application particulière de la règle posée dans l'article 597, ne porte, croyons-nous, aucune atteinte au principe général du droit qui appartient à l'usufruitier de jouir de tous les avantages profitant au nu-propriétaire.

Nous admettons au contraire que l'île qui constitue un fonds spécial n'est pas, à la différence de l'alluvion, sou-

mise de plein droit à l'hypothèque conventionnelle portant sur le fonds riverain. Il ne nous paraît pas possible de réfuter sur ce point l'argument tiré de l'article 2129, aux termes duquel le droit du créancier hypothécaire ne peut porter que sur les immeubles appartenant au débiteur au moment de la constitution d'hypothèque et spécialement désignés soit dans le titre authentique constitutif de la créance, soit dans un acte postérieur (En ce sens, Proudhon, *Du Domaine public* tome IV, n° 1295; Demolombe Code civil, tome 10, n° 159; Picard, *Traité des eaux*, tome I, page 320).

Mais c'est surtout après la formation complète de l'île et sa réunion au fonds riverain que le caractère de fonds distinct appartenant à cette sorte d'atterrissements, engendre des conséquences importantes. En effet, tandis que l'alluvion incorporée à l'héritage riverain suit cet héritage dans toutes les mutations de propriété ou de jouissance, sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation spéciale; il n'en est pas ainsi de l'île et des atterrissements de la même nature sur lesquels l'acquéreur ou le fermier du fonds auquel ils se sont adjoints ne pourrait avoir aucune prétention s'ils n'avaient pas été spécialement désignés dans le contrat (1).

De ce même caractère de fonds distinct, il résulte que l'île constitue un nouveau fonds riverain, susceptible de s'accroître par les alluvions adhérant à ses bords et de procurer à son propriétaire l'acquisition de nouvelles îles s'il vient à en apparaître dans la rivière.

1. Cour d'Orléans, 15 janvier 1886. Dalloz, 1886, 2.230.

Une application intéressante de ce principe déjà reconnu par la loi romaine et aujourd'hui admis par tous les auteurs, se produit dans l'espèce suivante :

Une île s'est formée exclusivement sur le côté gauche de la ligne médiane du cours d'eau, dans cette situation elle a atteint le niveau des eaux coulant à pleins bords sans débordement et est par suite devenue la propriété du riverain de gauche. Cette île vient à s'accroître vers la droite, de telle façon qu'elle arrive à dépasser la ligne tracée au milieu de la rivière ; elle continue quand même à appartenir en entier au même riverain. En effet, il n'y a plus lieu de procéder au partage prévu par l'article 561, le terrain qui s'ajoute à l'atterrissement forme une alluvion appartenant par accession au propriétaire de l'île et sur laquelle le riverain de droite ne peut émettre aucune prétention.

SECTION 4. — *Du lit abandonné.*

§ 1. — *Généralités.*

Aux termes de l'ancien article 563 du Code civil, si une rivière se formait un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés prenaient, à titre d'indemnité, l'ancien lit abandonné chacun dans la proportion du terrain enlevé.

Cette disposition contraire au droit romain qui attribuait le lit abandonné aux propriétaires riverains de ce lit avait été empruntée, sous l'influence de certains jurisconsultes

originaires du Midi de la France, à la jurisprudence du Parlement de Toulouse.

Elle ne pouvait en aucune façon se rattacher au principe de l'accession et avait été uniquement inspirée par une idée d'équité, le propriétaire de l'héritage devenu riverain étant dépossédé du sol qui constitue le nouveau lit, le législateur avait voulu l'indemniser de cette perte, en lui attribuant une étendue de terrain en principe équivalente.

L'article 563 est un des articles du Code civil qui ont soulevé les plus vives critiques.

On a fait observer, avec raison, semble-t-il, que si le nouveau riverain voit son fonds diminué, le dommage qu'il éprouve de ce chef est largement compensé par les bénéfices résultant pour lui du voisinage du cours d'eau. Il acquiert à la fois le droit de pêche, celui de pratiquer des irrigations, souvent la force motrice nécessaire pour mettre en jeu une usine ; en fait, loin d'être déprécié, son héritage augmente le plus souvent de valeur.

La situation du propriétaire dont le fonds est déserté par les eaux paraît être, au contraire, beaucoup plus digne d'intérêt, privé de tous les avantages dont jouit le nouveau riverain, il subit un réel préjudice et ne recevait dans la législation du Code civil, aucun dédommagement.

L'attribution du lit abandonné aux propriétaires des héritages où se trouvait ce lit, attribution aujourd'hui consacrée par la loi du 8 avril 1898, est donc, semble-t-il, à la fois plus conforme à la véritable justice et plus rationnelle, elle produira en même temps les meilleurs effets

au point de vue pratique, car le plus souvent, si les terres abandonnées par les eaux sont susceptibles de prendre quelque valeur, c'est seulement par leur réunion aux fonds voisins.

Quels avantages pouvait, au contraire, procurer au nouveau riverain une bande de terrain dépourvue de sol végétal et enclavée dans le domaine d'autrui, la plupart du temps ce riverain n'était à même d'en tirer personnellement aucun profit et s'il voulait la vendre, il ne trouvait comme acheteurs que les propriétaires des parcelles voisines qui profitaient naturellement des circonstances pour lui imposer les conditions les plus défavorables.

On s'est demandé quand le lit d'un cours d'eau devait être considéré comme abandonné, plusieurs règles ont été proposées à ce sujet, la plus rationnelle paraît être celle indiquée par Chardon. (*Droit d'alluvion*, n° 180) d'après laquelle l'ancien lit n'est point abandonné tant que la rivière y déverse une partie de ses eaux avant de déborder (Picard *Traité des eaux* tome I, page 323). Il faut toutefois que cette partie soit un peu importante, un filet d'eau insignifiant ne saurait s'opposer à ce qu'il soit fait application des dispositions relatives au changement de cours d'une rivière.

§ 2. — *Droits respectifs des anciens et des nouveaux riverains.*

Aucune servitude de passage ou d'aqueduc n'étant stipulée en faveur des riverains du lit abandonné, il est cer-

tain qu'ils ne conservaient sous le régime de l'ancien article 563, aucun droit à l'usage des eaux, fut-ce même pour l'alimentation d'établissements existant de temps immémorial. « Le droit qu'avaient les anciens riverains, dit Daviel, d'utiliser les eaux à leur passage n'était pas un droit de servitude sur le lit qu'elles occupaient. C'était une faculté attachée à la qualité de riverain et qui a cessé avec cette qualité. » (*Des cours d'eau*, n° 162).

Si ces anciens riverains n'étaient fondés à prétendre aucun droit de servitude, à l'encontre des propriétaires des héritages envahis par les eaux, ils étaient au contraire indiscutablement astreints, dans le cas où le lit abandonné se trouvait être enclavé, à accorder sur leurs fonds à ces propriétaires le droit de passage prévu par l'article 682 du Code civil, à charge d'une indemnité proportionnée au dommage qui peut être occasionné. On s'est demandé si les anciens riverains pouvaient, tout au moins, en présence d'une situation aussi défavorable, faire les travaux nécessaires pour rendre aux eaux leur première direction (1) et retrouver ainsi les avantages dont ils avaient été momentanément privés.

La majorité des auteurs se prononçait dans le sens de l'affirmative. En effet si d'une part il était éminemment équitable de permettre à ces riverains de conserver les avantages dont ils jouissaient, d'autre part comme le disait Demolombe, « l'article 563 en accordant une indemnité

1. Il est incontestable que dans l'intérêt public ce droit appartient à l'Administration chargée par la loi des 12-20 août 1790, de diriger toutes les eaux du territoire vers un but d'utilité générale.

aux propriétaires des fonds nouvellement envahis par les eaux, considère qu'ils éprouvent un dommage, et par conséquent ils ne sont pas fondés à se plaindre lorsque l'on veut faire disparaître la cause de ce dommage ». (Demolombe. Code civil, Tome 10 n° 163). (En ce sens David *Des cours d'eau*, n° 555, Picard *Traité des Eaux*. Tome I, page 326. Chardon, *Alluvions* n° 182).

Ce dernier auteur subordonnait avec raison, semble-t-il, le droit des riverains de l'ancien lit au paiement d'une indemnité pécunaire, en réparation des dégâts qui avaient pu être causés aux fonds temporairement occupés par les eaux.

Il est toutefois à remarquer que l'ancien état de choses n'aurait plus pu être rétabli, si le changement de lit avait été un fait définitivement consommé, si par exemple les propriétaires des terrains envahis par la rivière avaient pris possession de l'ancien lit, s'ils avaient établi des ouvrages en vue de l'utilisation des eaux, sans qu'il se soit produit de réclamation de la part des anciens riverains.

Il nous reste à faire observer que des termes de l'article en question « si une rivière se forme un nouveau cours », il résulte avec évidence que le changement de lit devait être l'œuvre exclusive de la nature, le dit article n'aurait pas été applicable si le cours d'eau avait été détourné de main d'homme (1).

1. Cour de Metz, Compagnie de l'Est c. Etat, 27 novembre 1866 Dalloz. 1866.2.231.

§ 3. — *Partage du lit abandonné.*

Les propriétaires des fonds nouvellement occupés prenaient l'ancien lit « chacun dans la proportion du terrain qui lui avait été enlevé » il en était ainsi quand bien même cet ancien lit se serait trouvé excéder en étendue l'espace envahi par les eaux, la loi ne formulait aucune distinction à cet égard.

Le lit comprend tout l'espace que couvrent les plus grandes eaux sans inondation, il pouvait donc être réclamé avec les atterrissements en voie de formation, mais dès lors que ces atterrissements avaient dépassé le niveau normal des eaux de pleines rives, ils étaient devenus la propriété des anciens riverains auxquels ils ne pouvaient plus être retirés.

Il est à remarquer que dans cette hypothèse, une île existant au milieu d'un cours d'eau et déjà divisée quelquefois entre les riverains de chaque bord, pouvait arriver à constituer une enclave dans l'ancien lit, lui-même enclavé à l'intérieur d'autres héritages. Cette situation faisait encore une fois ressortir les inconvénients que présente le système consacré par l'ancien article 563 du Code civil.

L'attribution du sol abandonné étant faite par indivis, il y avait lieu à un partage entre les divers intéressés ; si comme cela arrivait fréquemment, ce partage ne pouvait se faire commodément et sans perte, on admettait sans difficulté que chaque propriétaire avait le droit de

demander la licitation par application de l'article 1686 du Code civil. (Chardon, *Alluvions*, nos 184 et 185 ; Demolombe, Code civil, tome 10, n° 165 ; Picard, *Traité des Eaux*, tome 1, page 323).

§ 4. — *Effets du changement de lit en ce qui concerne les droits existant sur les terrains envahis par les eaux.*

En règle générale, quiconque avait un droit réel ou autre à exercer sur le fonds où le cours d'eau s'était creusé un nouveau lit pouvait exercer ce droit sur la portion de l'ancien lit donnée à titre d'indemnité (Pandectes françaises. *Répertoire*, *Alluvions*, n° 166 ; Demolombe, Code civil, tome 10, n° 168).

Malgré l'opinion contraire de certains auteurs, nous croyons qu'il devait sans difficulté être fait application de ce principe à l'usufruitier. « Dans ce cas, disait Proudhon, l'usufruitier, même à titre singulier, du fonds nouvellement occupé, doit être admis à jouir de la portion qui à raison de cette occupation revient au propriétaire dans le lit abandonné, puisque c'est à titre d'indemnité que la loi accorde le partage de ce fonds à ceux qui sont privés de leur ancienne propriété, et que l'usufruitier en est réellement privé, quant à son usufruit » (*Traité de l'usufruit*, t. II, n° 530). (En ce sens Demolombe, Code civil, tome 10, n° 168. Picard *Traité des Eaux*, tome 1, page 324 ; Boulé et Lescury, *Code des cours d'eau*, n° 80).

Une difficulté plus sérieuse se produisait en ce qui con-

cerne l'hypothèque conventionnelle, certains auteurs invoquant ce fait que le créancier ayant hypothèque sur le fonds envahi par les eaux voit son gage diminué et subit par suite un véritable préjudice, avaient émis l'avis que l'indemnité qui faisait en quelque sorte revivre la chose dans une chose de même nature, devait profiter à ce créancier comme à son débiteur.

Bien qu'il soit évidemment conforme à l'équité, ce système, ne nous paraît pas pouvoir être admis en présence du principe de la spécialité de l'hypothèque. Nous ne pouvons que rappeler à cet égard les indications précédemment données sur cette même question, quand elle s'est présentée au sujet de la formation des îles.

Il est au reste à remarquer que si l'article 563 ne conférerait pas au créancier hypothécaire dont il s'agit, le droit de faire inscrire son hypothèque sur la partie de l'ancien lit attribuée à son débiteur, la situation de ce créancier n'était nullement compromise. En effet si par suite du nouvel état de choses le fonds hypothéqué ne lui offrait plus une sécurité suffisante ledit créancier était en droit par application de l'article 2131, soit d'obtenir un supplément d'hypothèque, soit de poursuivre le paiement immédiat de ce qui lui était dû.

L'ancien lit formant toujours un fonds distinct de l'héritage auquel il s'était adjoint, il va de soi que celui qui se serait rendu acquéreur ou locataire de cet héritage, après le changement de direction du cours d'eau, n'aurait pu prétendre aucun droit sur le terrain abandonné par les eaux, si ce terrain ne lui avait pas été expressé-

ment vendu ou loué par une stipulation du contrat (1).

Si le cours d'eau venait à reprendre son ancien lit, d'après certains auteurs, les anciens propriétaires du terrain nouvellement abandonné en reprenaient la possession. (Taulier, Code civil, tome 2, p. 287; Hennequin, *Traité de législation*, tome 1, p. 308).

Nous pensons avec Demolombe que, ainsi présentée, cette solution était trop absolue, elle pouvait s'appliquer dans le cas où le premier changement de lit du cours d'eau devait être considéré comme n'ayant pas été irrévocablement accompli. Mais si au contraire ce changement avait été tout à fait consommé, les anciens propriétaires des terrains récemment désertés par les eaux, ne pouvaient reprendre ces terrains qu'en vertu de l'article 563 et non par une sorte de droit de retour. D'où la conséquence qu'ils n'y auraient aucunement pu prétendre s'ils avaient perdu la propriété des portions de l'ancien lit à eux attribuées à titre d'indemnité. (En ce sens : Aubry et Rau, tome 2, p. 391 ; Demolombe, tome 10, n° 170 ; *Pandectes françaises, Alluvions*, n° 170).

SECTION 5

Nous allons maintenant étudier deux hypothèses sur lesquelles le Code ne renferme aucune disposition spéciale, mais qui, sans rentrer dans les prévisions de l'article 563, se rapprochent des cas auquel s'applique cet article.

Il s'agit de l'inondation et de l'abandon du lit d'une

1. C. C. 21 décembre 1874. Serratrice contre commune de Rencurel. Dalloz, 1876-1-431.

rivière quand cette rivière se dessèche et par suite n'envahit aucun autre terrain.

§ 1. — *De l'inondation.*

L'inondation se produit quand une rivière en débordant, recouvre pendant un temps plus ou moins long les fonds voisins.

Les lois romaines déclaraient formellement que l'inondation ne fait pas cesser la propriété. (*L.*, 7 § 6, *de acq. rer. dom.* — *L.* 1 § 9, *de Fluminibus*).

Le même principe était admis dans notre ancien droit pour les débordements passagers mais lorsqu'il y avait inondation prolongée, on exigeait pour que le propriétaire du fond submergé puisse encore faire valoir ses droits au moment où les eaux se retiraient, qu'il ait toujours conservé *motte ferme* c'est-à-dire une portion de terrain non couverte par la rivière.

C'est ainsi que Loysel écrivait dans ses *Institutes* : « La rivière donne au haut justicier, mais motte ferme demeure au propriétaire tréfoncier. »

Dans le même sens il est dit à l'article 342 de la coutume du Bourbonnais : « Motte ferme est conservatrice au seigneur propriétaire et tréfoncier ».

Sous le régime du Code civil et malgré le silence du législateur, il est hors de doute que, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la distinction faite par les anciennes coutumes la propriété subsiste même dans le cas d'une inondation prolongée. Cette solution est en effet, comme nous allons le voir, absolument conforme aux principes

de notre droit actuel, il eût fallu une disposition formelle de la loi pour déroger à ces principes.

La propriété d'un terrain, au cas où il est inondé ne pourrait cesser, dit Demolombe, que par l'une ou l'autre de ces deux causes, ou parce que la chose aurait péri ou parce que elle aurait été acquise à un autre.

Or si le terrain couvert par les eaux n'a pu être exploité pendant l'inondation, il n'a pas pour cela cessé d'exister, il n'a pu davantage être acquis par un tiers car son propriétaire en a conservé la possession par l'intention (*animo*) et personne autre n'a pu le détenir en réalité.

Il n'y a donc dans le fait même et dans le fait seul de l'inondation, eût-elle même duré plus de trente ans, aucune cause légale de déchéance du droit de propriété.

Cette doctrine consacrée par la jurisprudence de la Cour de cassation a été adoptée par la plupart des auteurs.

(Demolombe, Code civil, tome 10 n° 174 ; Chardon, *Droit d'alluvion* n°s 62 et suivants. Daviel, *Traité des cours d'eau* n°s 145 et suivants ; Laurent, Code civil, tome 6, n° 309 ; Picard. *Traité des eaux* tome I, page 329).

Il est du reste à peine besoin d'ajouter que les eaux une fois retirées, si le propriétaire ne se présentait pas pour reprendre de son fonds une possession effective, rien ne s'opposerait plus à ce que ce fonds puisse être acquis par prescription.

Il faut du reste reconnaître que le cas d'une inondation se retirant offre parfois de grandes analogies avec différentes hypothèses prévues par les articles 556, 557 et 563 du code civil.

Ces questions fort délicates restent soumises à l'appré-

ciation des tribunaux, la manière dont le terrain aura été envahi par les eaux, lentement ou brusquement, l'étendue plus ou moins considérable des terrains envahis, la durée plus ou moins prolongée, tels sont, d'après Demolombe, les principaux éléments de solution.

Dans le doute il ne faudrait pas, comme le dit Proud'hon, présumer un changement définitif de l'état des lieux.

§ 2. — *Disparition du cours d'eau.*

Il nous reste à examiner le cas d'ailleurs fort rare, où le lit d'un cours d'eau viendrait à se dessécher sans que la rivière se creusât ailleurs un autre lit.

Cette hypothèse n'a naturellement jamais présenté aucune difficulté pour les auteurs, qui reconnaissaient aux riverains la propriété du lit des cours d'eau non-navigables, dans leur système, ces riverains ne font que recouvrer la jouissance d'un droit qui leur a toujours appartenu.

Se plaçant à un point de vue tout différent, Demolombe arrive à une conclusion identique dans ses résultats, il constate que le Code civil attribue aux riverains tous les atterrissements qui se forment dans les cours d'eau dont ils s'agit et fait observer que le dessèchement du lit constitue en fait un atterrissement en grand. (Demolombe, Code civil, tome 10, n° 153).

Cette argumentation ne nous paraît pas concluante, en effet dans l'ancien article 563 l'abandon du lit n'était pas soumis aux règles qui concernent les atterrissements et

il paraît de plus peu rationnel d'appliquer les règles édictées au sujet d'accroissements qui se forment dans un cours d'eau, à un cas où il n'existe plus de cours d'eau.

L'attribution du lit aux riverains semble d'ailleurs contraire au système qui considère comme étant *res nullius* le lit et les eaux des rivières non-navigables, système dont nous croyons avoir démontré l'exactitude sous le régime du Code civil.

Comme nous l'avons précédemment exposé en développant l'argument tiré de l'article 563 en faveur de ce système, le lit du cours d'eau qui était *res nullius* devenait, quand il était abandonné par les eaux, susceptible d'appropriation privée mais il était bien sans maître et comme tel appartenait à l'Etat. (En ce sens Nadault de Buffon. *Des usines*. Tome II, page 21).

Cette doctrine a du reste été consacrée dans la pratique à diverses reprises, il s'agissait, il est vrai, de lits abandonnés par suite de travaux exécutés de main d'homme, mais au point de vue juridique la situation aurait, semble-t-il, été la même, si le dessèchement s'était effectué naturellement.

C'est ainsi que, sans aucune réclamation de la part des riverains, l'Etat a disposé du lit de plusieurs rivières qui avaient été privées d'eau au cours des travaux effectués pour le dessèchement des marais de Bourgoin. De même, le gouvernement a ordonné la vente au profit du Trésor public des parties de l'ancien lit de l'Armançon, dont, en 1826, les eaux avaient été détournées pour alimenter le canal de Bourgogne.

TITRE II

MODIFICATIONS APPORTÉES AU RÉGIME ANTÉRIEUR

PAR LA LOI DU 8 AVRIL 1898.

Aux termes de l'article 7 de la nouvelle loi : « La propriété des alluvions, relais, atterrissements, îles et flots qui se forment dans les cours d'eau non navigables et non flottables est et demeure régie par les dispositions des articles 556, 557, 559, 561 et 562 du Code civil. »

Les règles posées dans les trois premières sections du précédent titre ne sont donc pas changées.

La solution des différentes questions relatives à l'abandon du lit d'une rivière non navigable par les eaux se trouve à l'inverse modifiée. Les riverains étant propriétaires de ce lit conservent naturellement dans cette hypothèse leur droit de propriété et recouvrent la jouissance du terrain antérieurement occupé par les eaux.

Les articles 4 et 5 font application de ce principe dans les termes suivants :

Article 4. — « Lorsque le lit d'un cours d'eau est abandonné soit naturellement soit par suite de travaux légalement exécutés, chaque riverain en reprend la libre disposition suivant les limites déterminées dans l'article précédent, (c'est-à-dire chacun par moitié).

Article 5. — Lorsqu'un cours d'eau non-navigable et non-flottable abandonne naturellement son lit, les propriétaires des fonds sur lesquels le lit nouveau s'établit

sont tenus de souffrir le passage des eaux sans indemnité, mais ils peuvent dans l'année qui suit le changement de lit, prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'ancien cours des eaux.

Les propriétaires riverains du lit abandonné jouissent de la même faculté et peuvent dans l'année poursuivre l'exécution des travaux nécessaires au rétablissement du cours primitif. »

L'article 4 s'applique dans l'hypothèse du cours d'eau qui se déplace, autrefois réglée par l'article 563 et dans celle du cours d'eau qui se dessèche. Rappelons que sous le régime du Code civil nous avons émis l'avis que dans cette dernière hypothèse le lit abandonné devait revenir à l'Etat. Observons encore que les dispositions du nouveau texte concernent non seulement l'abandon du lit qui se produit naturellement, mais encore celui qui résulte de travaux légalement exécutés.

Nous avons constaté dans notre étude de l'ancien article 563, que sous l'empire de cet article la plupart des auteurs avaient jugé équitable de permettre aux riverains du lit abandonné de rétablir l'ancien état de choses, tant que le changement du cours des eaux ne devait pas être considéré comme un fait définitivement consommé.

Le législateur de 1898 s'est rangé à cette manière de voir, il a même cru devoir faciliter la remise des lieux dans leur état primitif, pensant ainsi servir l'intérêt général qui, comme le fait très bien ressortir M. Cuvinot dans les termes suivants, est souvent lésé par le déplacement d'un cours d'eau.

« Pour les fonds nouvellement traversés, dit l'honorable

sénateur, la présence du cours d'eau jette le trouble dans la culture ou dans l'exploitation du sol, elle peut entraîner l'obligation d'établir des voies d'accès, de créer même des passages sur le nouveau lit.

En même temps les ouvrages existant dans l'ancien lit deviennent inutiles et si parmi ces ouvrages il se trouve des barrages d'usines ou des prises d'eau d'irrigation, le changement du lit peut avoir de graves conséquences et entraîner à sa suite bien des complications et bien des procès ».

L'article 5 permet de rétablir l'ancien cours des eaux, non-seulement aux propriétaires privés du voisinage de la rivière, mais encore aux nouveaux riverains dont les terrains sont envahis par les eaux. Cette mesure est d'autant plus équitable que sous le régime de la nouvelle loi, ces derniers riverains ne reçoivent aucune indemnité, alors même que le déplacement du cours d'eau leur causerait un grave préjudice.

De plus, s'inspirant des prescriptions de l'article 559 du Code civil, le dit article 5 fixe uniformément à une année le délai pendant lequel le cours d'eau pourra être replacé dans son ancien lit. Cette dernière disposition présente l'avantage de supprimer toute contestation, sur le point de savoir si le changement du lit est définitivement consommé, elle laisse aux intéressés un délai suffisant pour prendre un parti en connaissance de cause, sans leur permettre de laisser trop longtemps incertaine la situation définitive que devra garder le cours d'eau.

A l'inverse de ce que nous avons admis dans l'ancienne législation, nous croyons que dans le silence du nouveau

texte les propriétaires qui auraient subi un préjudice par suite d'un déplacement naturel du cours d'eau ne seraient pas fondés à réclamer une indemnité de la part de ceux qui rétabliraient l'ancien état de choses.

Il est à peine besoin d'ajouter que dans un but d'intérêt général l'Administration conserve en tout état de cause le droit de faire replacer la rivière dans son état primitif.

Constatons en terminant, que suivant l'article 37 de la nouvelle loi, le texte de l'ancien article 563 a été modifié, de telle façon que ses dispositions spéciales aux cours d'eau navigables, ne concernent plus actuellement les cours d'eau non navigables.

Nous avons précédemment indiqué les critiques justifiées auxquelles donnait lieu l'ancien article 563, aussi tout en maintenant notre avis sur le principe posé d'une façon générale de l'attribution du lit aux riverains, nous estimons que les modifications apportées à la législation du Code civil par les articles 4 et 5 de la loi du 8 avril 1898, doivent être approuvées sans réserves.

CHAPITRE II

DROITS AL'USAGE DES EAUX

Les rivières non-navigables, avons-nous dit, rentrent dans la catégorie des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous.

Divers textes et notamment l'article 644 du Code civil reconnaissent d'autre part aux riverains des droits spéciaux.

Nous devons donc distinguer dans notre étude deux sortes de droits d'usage, ceux qui étant à la disposition de tous, appartiennent à plus forte raison aux riverains et ceux qui sont spécialement concédés à ces mêmes riverains.

La loi de 1898 n'ayant apporté aux règles relatives à l'exercice de ces divers droits, qu'un petit nombre de modifications, portant en général sur des points de détail, il ne semble pas nécessaire d'étudier ces modifications dans un titre spécial.

Les indications données s'appliquant en principe aux deux législations, nous nous bornerons à faire ressortir, lorsque l'occasion s'en présentera, les innovations résultant de la nouvelle loi.

TITRE I

DROITS COMMUNS A TOUS

Ces droits dérivent en quelque sorte de la nature elle-même, ils ont été reconnus de tous temps à la généralité des citoyens et aujourd'hui comme autrefois, leur exercice est subordonné à l'observation des lois de police et au respect dû à la propriété.

Il est d'ailleurs à remarquer d'une façon générale, que pour pouvoir user des droits en question, les particuliers doivent avoir préalablement faculté d'accès au cours d'eau, les fonds riverains ne sont en principe grevés d'aucune servitude de passage en faveur du public.

Nous citerons comme étant les principaux droits communs à tous :

1° Le droit de puiser de l'eau pour les besoins ordinaires de la vie;

2° Le droit de laver du linge au cours de l'eau, sans qu'il soit établi aucun ouvrage dans la rivière;

3° Le droit d'abreuver les bestiaux, également sans apporter aucune modification à l'état des lieux ;

4° Le droit de se baigner. L'exercice de ce droit est toutefois soumis dans l'intérêt de la morale et de la sécurité publiques aux pouvoirs de police confiés à l'administration municipale par l'article 97 de la loi du 5 avril 1884;

5° Le droit de se promener en bateau. Ce droit était reconnu au public par la jurisprudence et par tous les

auteurs comme étant une conséquence logique du caractère de *res nullius* appartenant aux rivières non-navigables. Les eaux de ces rivières étant toujours considérées comme *res nullius* nous croyons que la nouvelle loi ne doit apporter aucune modification aux principes précédemment admis en la matière.

Le droit en question existe même dans les parties où la rivière traverse un héritage, mais il ne confère bien entendu aucun droit d'aborder sur les berges. Il ne peut en outre s'exercer que dans les limites où le permet la présence de tous ouvrages dont, comme nous le verrons dans la suite, l'établissement peut être autorisé dans les cours d'eau dont il s'agit.

Par analogie il y a lieu de décider que lorsque le parcours en charrette ou à cheval est possible dans un cours d'eau non-navigable il est permis à tous, aux mêmes conditions que le passage en bateau.

Un arrêt de la Cour de Cassation du 8 mars 1865, (1) qui constate le droit de circuler en bateau sur les rivières non-navigables, a fait ressortir une conséquence intéressante de ce principe, en prescrivant l'enlèvement de chaînes établies par des riverains sur le Crould de façon à empêcher le passage des barques.

Cette solution nous paraît absolument juridique et nous croyons que les riverains des cours d'eau non-navigables n'ont le droit de placer aucune clôture au-dessus des eaux. En effet, n'étant pas propriétaires de la rivière, ils ne peuvent invoquer pour réclamer ce droit, l'article 647 du Co-

1. C. C. 8 mars 1865. Frichot Paulmier et Libert. Dalloz. 1865, 1. 130.

de civil aux termes duquel « tout propriétaire peut clore son héritage ». Libre à eux d'établir sur les rives toutes barrières qu'ils jugent convenable.

Remarquons qu'il ne s'agit ici que des moyens de transport servant à la promenade ou aux besoins des riverains, la circulation de bateaux utilisés pour des services publics serait soumise à l'autorisation préfectorale aux termes de l'article 8 de la loi du 6 frimaire an VII (avis du Conseil d'Etat du 2 avril 1829). (Boulé et Lescuyer, *Code des cours d'eau*, n° 167).

6° Le droit de faire rouir le chanvre ou le lin, c'est-à-dire d'effectuer une opération qui consiste à faire séjourner le chanvre ou le lin dans l'eau, afin de séparer la partie textile de la partie ligneuse.

Le rouissage en grand est classé comme établissement insalubre de 1^{re} classe par le décret des 31 décembre 1866 et 23 janvier 1867, il ne peut donc se faire sans autorisation. Mais on s'accorde généralement pour reconnaître à tout le monde le droit de pratiquer le rouissage en petit dans les cours d'eau non-navigables, le Maire pouvant bien entendu édicter au sujet de cette opération et par application de l'article 97 de la loi de 1884 précitée, toutes dispositions nécessaires dans l'intérêt de la salubrité publique. De plus, aux termes de l'article 19 du décret du 10 août 1875, portant règlement sur la pêche fluviale, « des arrêtés préfectoraux rendus sur les avis des conseils de salubrité et des ingénieurs déterminent la durée du rouissage du lin et du chanvre dans les cours d'eau et les emplacements où cette opération peut être pratiquée avec le moins d'inconvénients pour le poisson.

TITRE II

DROITS QUI SONT SPÉCIALEMENT CONCÉDÉS AUX RIVERAINS

SECTION 1. — *Observations préliminaires.*

§ 1. — *Etendue des droits appartenant aux riverains.*

Aux termes de l'article 644 : « Celui dont la propriété borde une eau courante autre que celle qui fait partie du domaine public peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés.

Celui dont cette eau traverse l'héritage peut même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt mais à la charge de la rendre à la sortie de son fonds à son cours ordinaire ».

Les droits des riverains ne sont pas les mêmes, suivant que la rivière borde seulement d'un côté leur héritage ou bien passe au milieu de cet héritage. Nous reviendrons sur ce point après avoir posé quelques principes généraux relatifs à l'étendue des droits des riverains.

a. — On s'est demandé si les riverains supérieurs pouvaient employer la totalité des eaux sans avoir à respecter les droits des riverains inférieurs.

Laissant à part le cas du riverain d'un seul côté dont, comme nous venons de le voir, le droit est limité d'une façon spéciale, on a voulu prétendre que la faculté d'user des eaux reconnue à celui dont la rivière traverse l'héri-

tage impliquait le droit d'absorber tout le débit du cours d'eau.

Cette théorie ne nous paraît pas admissible, en effet, ledit article 644 subordonne précisément la faculté d'user des eaux à leur passage, à la charge de rendre ces eaux à la sortie du fonds riverain à leur cours ordinaire.

Rappelons, d'ailleurs que lorsque le texte du Code civil fut soumis aux délibérations du Conseil d'Etat, les mots « à sa volonté » furent supprimés dans ce même article justement pour éviter que l'un des propriétaires supérieurs ne se crût autorisé à absorber les eaux et à n'en rien laisser échapper vers les fonds inférieurs.

L'article 645 fournit un autre argument en faveur des riverains inférieurs, en confiant aux tribunaux la mission de concilier les intérêts en présence, il donne à entendre qu'aucun de ses intérêts ne doit pouvoir être complètement sacrifié.

Nous pensons donc que les riverains supérieurs doivent ménager dans une juste mesure les droits des usagers d'aval, ils ne peuvent employer tout le débit du cours d'eau alors même ce débit ne suffirait que strictement à la satisfaction de leurs besoins personnels.

Comme le disait Coquille dans son commentaire sur la *Coutume du Nivernais* :

« En rivière et autres héritages publics le droit de chacun est d'en user tellement que l'usage des autres n'en soit empêché. ».

Au point de vue de l'équité cette doctrine est facile à justifier, supportant comme les propriétaires supérieurs les inconvénients de la contiguïté du cours d'eau, les ri-

verains inférieurs ont les mêmes droits à profiter du passage de la rivière.

Notre solution est de plus tout à fait favorable à la meilleure utilisation des eaux et par suite conforme à l'intérêt général; elle peut seule donner la sécurité aux exploitations agricoles et industrielles, qui pourraient à tout moment se trouver privées du débit dont elles ont besoin, si les droits des riverains supérieurs étaient illimités.

Ajoutons que le dessèchement même momentané du lit d'un cours d'eau offrirait les plus grands inconvénients au point de vue de l'alimentation et de la salubrité publiques.

(En ce sens Dufour, *Droit administratif*, tome 5, page 10. Laurent, Code civil, tome 7, n^{os} 288 et 289. Picard, *Traité des eaux*, tome 1, pages 387 à 389).

Les droits des riverains inférieurs étaient autrefois consacrés par les arrêts des parlements qui défendaient aux riverains d'amont de détourner entièrement ou d'absorber en trop grande quantité le volume des rivières. Dans notre droit actuel, la jurisprudence a pendant longtemps varié sur la question, elle peut être aujourd'hui considérée comme fixée en faveur de l'opinion que nous venons d'adopter (1).

b. — Ayant aux termes de l'article 644 le droit de se

1. C. C., 8 juillet 1846, Letanneur c. Combes et Depuis, Dalloz, 1847-1-281.

4 décembre 1861, Marchand c. Lamy, Dalloz 1862-1-74.

17 décembre 1861, Dolivot c. de Talleyrand-Périgord. Dalloz, 1862 1-73.

19 janvier 1874, Abadie, Vergé et Fontan c. Cazenave, Sirey 1874-1-252.

servir des eaux, les riverains ont par ce fait la faculté de placer même dans le lit de la rivière, tous les ouvrages nécessaires pour l'exercice de ce droit. C'est ainsi qu'ils peuvent pratiquer des ouvertures dans les berges, établir des ventelleries de prise d'eau, installer au moyen de barrages des retenues dans les cours d'eau pour se procurer des dérivations ou des chutes.

Toutefois l'exécution de semblables travaux intéressant au plus haut point le libre écoulement des eaux et par suite l'intérêt général, est soumise aux pouvoirs de police et de haute surveillance de l'Administration.

Nous verrons dans la suite comment s'exercent ces pouvoirs de police et de haute surveillance.

Observons seulement dès maintenant, que la faculté d'établir des ouvrages en lit de rivière est d'après les principes même du Code civil subordonnée à la condition de ne porter préjudice à personne. C'est ainsi qu'un propriétaire ne pourrait maintenir un barrage qui en arrêtant le cours des eaux les ferait refluer en amont et inonder les terrains supérieurs.

Nous pouvons du reste poser en principe que d'une façon générale les riverains ne peuvent en aucun cas exercer leurs droits à l'usage des eaux, de façon à causer à des tiers un injuste dommage. Citons encore comme application de ce principe le fait qu'un usager ne pourrait rendre les eaux insalubres ou impropres aux emplois ordinaires, par exemple en déversant dans la rivière les eaux délétères d'un établissement industriel.

c. — La différence établie entre les propriétaires d'un seul côté et ceux qui possèdent les deux rives est très

rationnelle, tandis que dans le premier cas il est nécessaire de réserver les droits des riverains inférieurs et ceux des riverains de face, dans le deuxième il n'y a lieu de prendre en considération que les intérêts des usagers d'aval.

Celui dont la rivière traverse l'héritage peut employer les eaux à des usages quelconques, il peut les dériver et leur faire suivre dans son domaine tel chemin qu'il juge convenable, à la seule condition de les rendre à la sortie de ses fonds à leurs cours ordinaire.

Bien moins avantageuse est la situation du riverain d'un seul côté qui n'a le droit que de se servir de l'eau à son passage et ne peut par suite en modifier le cours (1), qui de plus semblerait à s'en tenir strictement aux termes du Code n'avoir la faculté d'employer cette eau que pour l'irrigation. (En ce sens Hennequin, *Traité de législation*, tome 2, n° 421 ; Demante, *Code civil*, tome 2, n° 495 bis).

Sur ce dernier point cependant nous pensons avec la majorité des auteurs qu'il n'y a pas lieu de considérer comme limitative l'indication donnée par l'article 644. Le Code civil a parlé de l'utilisation la plus fréquente et de celle qui semblait la plus importante à une époque où l'industrie était peu développée ; mais il y a tout lieu de supposer qu'il n'a pas voulu sans motifs, restreindre les droits du riverain en question d'une façon dommageable à l'intérêt public.

En effet, il est tout d'abord bien évident que le législa-

1. Il s'agit bien entendu d'une dérivation complète du cours d'eau, car le droit à l'irrigation entraîne nécessairement celui de pratiquer dans la rivière toutes saignées et rigoles utiles à l'arrosage des terres.

lateur n'a pu avoir l'intention de priver ce riverain de l'usage des facultés qui sont communes à tous ; comme le dit Demolombe, l'article 644 présuppose ces facultés il n'a pas besoin de les concéder. (Code civil, tome 11, n° 156 *bis*).

De plus, ainsi que nous l'avons précédemment exposé, les droits de celui dont la propriété borde une eau courante sont limités, parce qu'il y a lieu de sauvegarder les droits du riverain de face. Or ce riverain ne pourrait évidemment se plaindre si l'emploi de l'eau à des usages autres que l'irrigation ne diminuait pas le volume auquel il a, pour sa part droit de prétendre. (Demolombe Code civil, tome 11, n° 160).

Il est d'ailleurs à remarquer que la plupart des industries employant simplement la rivière comme force motrice et la rendant ensuite à son cours, absorbent en fait une moins grande quantité d'eau que l'irrigation dans les terres.

Nous pensons donc que le riverain d'un seul côté peut tout comme celui dont la rivière traverse l'héritage, se servir des eaux pour un usage quelconque, sauf au co-riverain à demander un règlement en cas d'abus.

Cette interprétation n'est nullement incompatible avec les termes de l'article 644, elle est d'autant plus rationnelle que, permettant la complète utilisation du débit des rivières, elle est la seule conforme à l'intérêt général. (En ce sens Daviel. *Des cours d'eau* n° 626. Demolombe *Code civil*, tome 11, n°s 156 et 157. Picard *Traité des Eaux*, tome I, page 347).

Admise dans la pratique administrative notre opinion a été sanctionnée par la Cour de Cassation (1).

Ajoutons que lorsque les propriétaires opposés des deux bords d'une rivière s'entendent entre eux pour la disposition des eaux, ils peuvent exercer d'un commun accord les droits qui appartiendraient au propriétaire des deux rives (2).

d.— Les rivières s'écoulant d'ordinaire sensiblement au-dessous du niveau de leurs bords, il est en général nécessaire, pour certains usages et notamment pour l'arrosage des terres riveraines d'élever les eaux d'une façon artificielle, c'est un des cas où, comme nous l'avons vu précédemment les riverains ont le droit d'établir des ouvrages dans les cours d'eau. Le plus souvent l'établissement d'un barrage s'appuyant sur les deux rives est indispensable pour obtenir le résultat cherché. Dans ces conditions certains auteurs avaient pensé que le droit à l'usage des eaux appartenant au riverain d'un seul côté impliquait pour ce riverain la faculté d'appuyer sur la rive opposée le barrage nécessaire pour lui permettre de bénéficier du voisinage du cours d'eau.

Cette doctrine condamnée par la jurisprudence (3) a été définitivement écartée par le législateur qui, dans une loi de 1847, a accordé la servitude d'appui dont il s'agit pour l'irrigation seulement, constatant par le fait même

1. C. C. 4 mai 1887 Weill-Weill, Dalloz, 1887-1-99.

17 janvier 1888 Challeton et Canoville contre Thirouin et Cie. Dalloz, 188-1-75.

2. Cour de Besançon 24 mai 1828. *Journal des Audiences* 1829, 2-98.

3. C. C. 22 mai 1840, Godard. *Journal des audiences*, 1840-1-239.

que cette servitude ne devait auparavant être admise dans aucun cas.

Remarquons toutefois que sous réserve de l'autorisation administrative nécessaire à l'établissement de toute retenue, aucune disposition législative n'interdisait, avant la nouvelle loi, aux riverains unilatéraux de prolonger leurs barrages au delà de la moitié de la rivière, sous la seule condition de droit commun ci-dessus indiquée, que ces barrages ne soient pas dommageables pour des tiers. (En ce sens Demolombe, Code civil, tome 10, n° 149. Picard. *Traité des eaux*, tome 1, page 309).

De ce fait que le lit dépend aujourd'hui par moitiés des héritages bordant le cours d'eau, il résulte que chaque riverain ne pourrait désormais, hors les cas prévus par la dite loi de 1847, prolonger son barrage au-delà du milieu de la rivière, sans obtenir l'autorisation du riverain de face.

§ 2. — *Des différentes circonstances qui peuvent modifier les droits des riverains.*

Les droits des riverains peuvent se trouver modifiés :

I. — AU CAS DE DROITS ACQUIS SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

Par des concessions accordées avant l'abolition de la féodalité par les seigneurs dans les pays où ils étaient propriétaires des petites rivières ou par des conventions conclues, avant cette même époque, avec les riverains dans les pays où les dites rivières leur appartenaient.

Des droits d'usage ainsi institués étaient bien et du-

ment acquis à ceux qui en jouissaient, or il est de principe que la loi dispose seulement pour l'avenir et n'a pas d'effet rétroactif, article 2 du Code civil.

« En déterminant les facultés dont les riverains seraient désormais investis, le législateur n'a statué que pour l'avenir. Il n'a point prononcé en faveur de la communauté, la confiscation des droits concédés à titre gratuit ou onéreux avant la révolution. Il a laissé ces droits intacts, il a respecté les possessions fondées sur des actes de l'autorité seigneuriale à laquelle appartenait la disposition des eaux » (Picard, *Traité des eaux*. Tome I, page 450). (En ce sens Daviel, *Des cours d'eau*, n° 603. Demolombe, Code civil. Tome 2, n° 159).

La jurisprudence est conforme (1).

II. — AU CAS DE DROITS D'USAGE EXERCÉS SUR UNE RIVIÈRE DÉPENDANT DU DOMAINE PUBLIC QUI VIENT À ÊTRE DÉCLASSÉE.

Comme dans la précédente hypothèse les situations régulièrement acquises doivent être maintenues.

Une application intéressante de ce principe s'est produite pour les cours d'eau de la Savoie et du Comté de Nice réunis à la France en 1860.

1. C. C. 23 ventôse, an X, commune de Greisembach c. Presseler. Devilleneuve 1, 1^{re} partie-610.

19 juillet 1830 Buyer, Michel et autres c. Dornoy. *Journal des audiences* 1830, 1, 336.

9 août 1843. Amat et Drulhon c. Cavalier. *Journal des audiences*, 1843-1-489.

Dans ses royales constitutions édictées en 1729 le roi de Sardaigne Victor Amédée, disait: « Déclarons être royaux tous les fleuves et torrents de nos états et en conséquence appartenir à notre domaine. »

Ce texte s'appliquait à tous les cours d'eau sans distinction.

Toutes les petites rivières des départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes sont donc d'anciens cours d'eau du domaine public, qui ont été déclassés lors de l'annexion et sur lesquels les droits existants ont été conservés comme il vient d'être dit.

III. — PAR SUITE DE L'EXISTENCE D'USAGES LOCAUX

Aux termes de l'article 645 du Code civil : « S'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels les eaux peuvent être utiles, les tribunaux en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété, et dans tous les cas les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés ».

Cet article ne mentionne pas comme devant être respectés les anciens usages, plusieurs auteurs enseignent néanmoins que ces usages doivent être réputés compris dans l'expression générique de règlements (Demolombe, *Code civil*. Tome 11, n° 194. Picard. *Traité des Eaux*. Tome 1, page 411).

Cette doctrine sanctionnée par divers arrêts de la Cour

de Cassation (1) est en outre d'accord avec la jurisprudence administrative, les préfets devant, d'après les indications du tableau D. annexé au décret de décentralisation des 25 mars 1852 et 13 avril 1861 faire « la répartition entre l'industrie et l'agriculture des eaux des cours d'eau non navigables ni flottables, de la manière prescrite par les anciens règlements ou usages locaux.

Comme le dit M. Picard, rien n'est en effet plus conforme à l'équité et aux principes du droit, que de considérer les usages qui se sont perpétués pendant une longue série d'années comme attestant l'existence d'anciens arrangements particuliers entre les riverains ou même de règlements administratifs sur la répartition et le mode de jouissance des eaux. (*Traité des Eaux*, tome 1, page 412).

Observons toutefois avec ce même auteur, que pour pouvoir être pris en considération il faut que les anciens usages soient très nettement établis, qu'ils reposent sur des actes nombreux et incontestés et non sur des faits isolés.

IV. — PAR LA PRESCRIPTION.

Les droits d'usage qui appartiennent aux riverains sur les cours d'eau non-navigables ni flottables rentrent dans la catégorie des droits dont l'exercice est de pure faculté.

1. 24 janvier 1831. Bagarre c. Archier *Journal des audiences*, 1831. 4-66. 10 décembre 1855. Delétang c. Marnay, Dalloz, 1856-1-469. 16 mai 1876. Mendras c. Jarrousse et Charrier, Dalloz, 1878-1-78.

Ces droits d'usage sont donc imprescriptibles par le non-usage, quelque prolongé qu'il puisse être.

Ils peuvent tout au contraire se perdre par une possession contraire qui en a rendu l'exercice impossible pendant le temps nécessaire à la prescription et qui les a ainsi fait acquérir à des tiers.

Ce principe admis par la doctrine a été consacré dans les termes suivants, par un arrêt de la Cour de Cassation du 11 janvier 1881 (1).

« Si les eaux courantes sont chose commune aux riverains et si les droits de ceux-ci constituent une faculté naturelle qui ne saurait périr par le non-usage, si prolongé qu'on le suppose, ce principe ne fait pas obstacle toutefois, à ce que la prescription puisse être invoquée par le riverain qui s'est attribué pendant plus de trente ans la jouissance exclusive du cours d'eau, par des ouvrages apparents constituant une contradiction manifeste aux droits des autres riverains et un obstacle matériel à l'exercice des facultés qui leur sont reconnues par la loi ».

Cette décision concernait le cas de droits acquis par un riverain, mais dans plusieurs arrêts la Cour suprême a reconnu à des non riverains la même faculté de prescrire (2).

Ajoutons que si les actes accomplis n'étaient pas de

1. C. C. Raynaud c. Abrial, 11 janvier 1881 Sirey, 1881, 1-197.

2. C. C. 26 février 1844. Habitants des Préaux c. Habitants des Vachers. *Journal des audiences*, 1844, 1-274.

5 juillet 1881. — Viellard Migeon c. veuve Renoux et autres. Sirey, 1883, 1-463.

nature à empêcher l'exercice des droits des riverains, l'intéressé pourrait quand même commencer à prescrire après avoir, par acte judiciaire ou extra-judiciaire, fait défense aux dits riverains d'user des eaux dans les termes de l'article 644 du code civil et si cette défense était observée (Daviel *Cours d'eau*, n° 582; Laurent, Code civil, tome 7 n° 309).

Comme disait Coquille « les choses qui consistent en pure faculté peuvent être prescrites lorsqu'il y a eu prohibition de les faire et que déférant à cette prohibition on ne s'est pas servi de la faculté pendant trente ans ».

V. — PAR LA DESTINATION DU PÈRE DE FAMILLE

Suivant la jurisprudence et la majorité des auteurs, le droit à l'usage des eaux des rivières non-navigables peut être acquis ou plutôt conservé par destination du père de famille.

Comme exemple de cette hypothèse on peut citer le cas où le propriétaire d'un fonds traversé par un cours d'eau non-navigable aurait fait des travaux de nature à lui permettre de se servir des eaux exclusivement pour l'irrigation de l'une des rives. Le fonds venant à être vendu et les deux rives attribuées à des acquéreurs différents, sans que les ouvrages existants soient modifiés, le propriétaire de la rive arrosée, aurait sauf stipulation contraire et sans avoir à produire aucun titre, le droit de continuer à jouir de la totalité des eaux.

VI. — PAR DES CONVENTIONS ENTRE LES RIVERAINS

Une question très discutée est celle de savoir si un propriétaire riverain peut céder à un tiers non riverain ses droits à l'usage des eaux.

Un certain nombre d'auteurs et parmi eux Demolombe se sont prononcés dans le sens de l'affirmative, ils ont présenté principalement à l'appui de leur opinion les arguments suivants :

1° Il paraît équitable qu'un riverain ne pouvant profiter lui-même d'avantages attachés à la situation de sa terre soit à même de transmettre ces avantages à des tiers non-riverains dans les limites où il aurait pu lui-même profiter du voisinage des eaux.

2° La faculté de cession serait conforme à l'intérêt général, puisqu'elle aurait pour effet d'assurer une plus complète utilisation des eaux.

3° Les droits à l'usage des eaux peuvent, comme nous l'avons dit précédemment, être acquis par prescription et par destination du père de famille, ils ne sont donc point inséparables de la propriété et doivent dès lors pouvoir être détachés de cette propriété.

On a en outre prétendu trouver un puissant argument en faveur de la cession aux non-riverains dans le texte de la loi du 29 avril 1845 aux termes de laquelle :

« Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de ses propriétés des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer pourra obtenir le passage

de ces eaux sur les fonds intermédiaires à la charge d'une juste et préalable indemnité. »

Ces arguments ne nous paraissent pas concluants.

Au sujet de la loi de 1845, nous ferons observer que la Commission de la Chambre des députés, chargée de préparer cette loi s'est refusée à émettre un avis sur la question, elle s'est bornée à renvoyer aux principes du droit commun en ajoutant « qu'au surplus le propriétaire riverain, qui consentirait à céder son droit de prise d'eau à son voisin, pourrait consentir à lui vendre une portion de terre riveraine suffisante pour exercer la prise d'eau ».

Nous ajouterons que d'ailleurs cette loi trouve en dehors de l'hypothèse qui nous occupe, de nombreuses applications, par exemple dans le cas d'un riverain voulant arroser des terres non riveraines qui lui appartiennent et dans celui d'un non riverain ayant acquis par prescription des droits à l'usage des eaux.

En réponse aux autres arguments nous ferons remarquer que, aux termes de l'article 644, les droits à l'usage des eaux sont formellement réservés aux riverains.

« Vainement, dit-on, que chacun peut renoncer aux droits que la loi lui donne ; quand un droit est attaché à la qualité de riverain, ce droit ne peut pas être cédé à ceux qui ne sont pas riverains. La qualité de riverain ne se transporte pas par voie de convention à ceux qui ne possèdent rien sur la rive, donc les droits attachés à la qualité de riverains sont également incessibles à d'autres qu'aux riverains » (Laurent, Code civil, tome 7, n° 299).

Et plus loin le même auteur ajoute : « En concédant l'usage des eaux à des non-riverains on appelle à jouir

d'une propriété commune ceux qui n'y ont aucun droit et par cela même on lèse les droits de ceux qui sont copropriétaires » (1).

Ajoutons que si la faculté de cession devrait en principe servir l'intérêt général, il n'en serait pas toujours ainsi dans la pratique, la difficulté de fixer le volume d'eau dont chaque riverain pourrait disposer en faveur de son cessionnaire donnerait lieu à des abus regrettables et à de fréquentes contestations.

L'argument tiré de la possibilité d'acquérir par prescription des droits à l'usage des eaux ne nous semble pas plus décisif, car dans cette hypothèse tous les riverains lésés dans leurs droits étaient fondés à interrompre la prescription, l'achèvement de cette prescription suppose leur consentement tacite. Tout autre serait le cas d'une convention à laquelle interviendrait un seul propriétaire riverain.

Le cas des droits résultant de la destination du père de famille peut encore moins être assimilé à celui de la convention, car si cette destination peut assurer le maintien de facultés acquises, elle ne peut jamais créer des droits nouveaux.

Nous estimons donc que les riverains ne peuvent pas

1. Le mot propriété ne peut dans notre système comme dans celui de M. Laurent s'appliquer à la propriété du cours d'eau, il pourrait être considéré comme désignant la propriété des eaux que l'article 644 répartit entre les riverains (Demolombe, Code civil, tome 10, n° 139). Au reste, en tout état de cause, il y a « co-propriété » d'un droit entre les riverains et la citation fait parfaitement ressortir les conséquences de cette « co-propriété ».

en principe céder à des tiers non-riverains leurs droits à l'usage des eaux. Ce système adopté dans la pratique administrative a été sanctionné depuis 1872 par un certain nombre d'avis du Conseil d'Etat (1).

Nous reconnaissons toutefois sans difficulté que la cession contractuelle des droits à l'usage des eaux serait possible au cas où le propriétaire non-riverain traiterait avec tous les riverains auxquels son acquisition peut porter préjudice. Cette hypothèse, dans la pratique assez difficilement réalisable, ne soulève pas les objections que nous avons précédemment exposées, elle est réellement assimilable à celle de la prescription.

Nous admettrons aussi avec la majorité des auteurs une exception à la règle générale au cas de division d'un fonds riverain.

Nous avons vu que dans ce cas le propriétaire d'une partie du fonds divisé qui ne joint pas la rivière conserve à défaut de stipulation contraire, le droit à un usage des eaux établi par destination du père de famille, et exercé au moyen d'ouvrages apparents. Nous pensons également qu'en l'absence de semblables ouvrages, la faculté de se servir des eaux pourrait dans le contrat opérant la division être réservée par une convention expresse au propriétaire de la partie du fonds éloignée du cours d'eau.

La possibilité d'une pareille réserve présente au point de vue pratique les plus grands avantages ; dans certains cas, il est fort difficile de diviser une propriété riveraine

1. M. Cuvinot exprime un avis conforme dans son rapport au Sénat, présenté en faveur de la loi du 8 avril 1898.

en plusieurs parties également riveraines et, d'autre part, si une portion de terrain jusqu'alors exploitée avec le bénéfice de l'usage des eaux, vient à être privée de ce bénéfice, elle subit une dépréciation considérable qu'il est important d'éviter.

Au point de vue juridique cette même exception paraît être très bien justifiée par M. Picard dans des termes suivants :

« Avant d'être divisé le fonds riverain tout entier pouvait profiter des eaux.

« Lorsque la division est consommée, les propriétaires de la rive opposée ou les riverains inférieurs qui veulent contester le maintien de la faculté d'usage pour la parcelle non riveraine doivent invoquer l'acte aux termes duquel la séparation a eu lieu. Ils sont tenus d'accepter cet acte dans son intégrité, avec les dispositions expresses qu'il contient ou les dispositions tacites dont les ouvrages apparents de prise d'eau et d'adduction fournissent la preuve. Ils ne peuvent tout à la fois se prévaloir du fait de la division et en répudier certaines conditions » (*Traité des eaux*. Tome 1, page 366).

Des considérations qui précèdent il résulte également que les propriétaires riverains peuvent faire entre eux toutes conventions particulières relativement à l'usage des eaux.

En effet, en pareil cas ce sont des copropriétaires ou plutôt des cousagers qui s'entendent pour tirer le meilleur parti possible des *droits communs*, il ne s'agit plus de faire participer à ces droits des tiers qui y sont complètement étrangers.

VII. — PAR VOIE DE DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Dans le cas où une entreprise d'intérêt général ou collectif telle que l'alimentation d'une commune est déclarée d'utilité publique, les droits des usagers des cours d'eau tombent et se transforment en droit à indemnité. Ce droit n'appartient toutefois qu'à ceux qui utilisent les eaux réellement et avec un titre légal s'il y a lieu, il ne saurait être reconnu pour la simple privation d'avantages éventuels.

VIII. — PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 643, DU CODE CIVIL.

Cet article portait : « Le propriétaire de la source ne peut en changer le cours lorsqu'il fournit aux habitants d'une commune, village ou hameau l'eau qui leur est nécessaire, mais si les habitants n'en ont pas acquis ou prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité, laquelle est réglée par experts ».

D'après la jurisprudence de la Cour de Cassation (1), cet article pouvait être invoqué par les agglomérations d'habitants non-seulement contre le propriétaire de la source, mais encore contre les riverains dont les fonds sont échelonnés le long du cours des eaux entre le point où elles prennent naissance et le centre de population auquel

1. C. C. 15 janvier 1849. Lohmeyer c. commune de la Vallée. Dalloz, 1849-1-57, 26 mars 1878, Bessière Ramejan c. commune de Maureilhan, Dalloz, 1879-1-351.

elles sont nécessaires (Picard, *Traité des Eaux*, tome 1, page 360).

La loi du 8 avril 1898 a légèrement modifié la disposition précitée ; elle dit « le propriétaire d'une source ne peut pas en user de manière à enlever aux habitants... ». Bien que le législateur ne sanctionne pas explicitement l'assimilation établie par la Cour de Cassation entre le propriétaire de la source et les riverains il semble que le texte en question modifié dans un sens favorable aux intérêts des centres habités, se prête d'autant mieux à l'interprétation extensive admise par le tribunal suprême.

Dans ce cas comme dans le précédent les riverains exerçant effectivement des droits d'usage lors de la main mise sur les eaux, peuvent seuls prétendre à une réparation pécuniaire (Picard, *ibid.*, page 361).

§ 3. — *Intervention des pouvoirs publics au sujet de l'exercice des droits appartenant aux riverains.*

Des indications qui ont été données dans les paragraphes précédents, il résulte que l'exercice des droits qui appartiennent aux riverains est subordonné au respect de deux sortes d'intérêts différents, d'une part l'intérêt des particuliers qui dans l'espèce est principalement celui des co-riverains, d'autre part l'intérêt général ou celui de la communauté des individus.

La défense du premier de ces intérêts est confiée à l'autorité judiciaire, l'autorité administrative est au contraire chargée de sauvegarder le second.

I. — POUVOIRS DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE.

Aux termes de l'article 645 du Code civil les tribunaux judiciaires sont chargés de régler les contestations qui peuvent se produire entre particuliers au sujet des droits à l'usage des eaux, ils doivent, en exerçant leurs pouvoirs, concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect de la propriété et les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler l'ambiguïté du mot *propriété* dans le présent cas, nous avons également fait observer que si le législateur de 1804 avait placé en première ligne l'intérêt de l'agriculture c'était par cette raison que les exploitations agricoles étaient alors les plus nombreuses et les plus importantes, nul doute qu'il n'ait eu également l'intention de sauvegarder les intérêts des industriels et que l'on ne puisse en résumé considérer notre article comme confiant aux magistrats la mission de concilier tous les intérêts légitimement en présence.

En remplissant cette mission les tribunaux doivent toutefois respecter les règlements particuliers, c'est-à-dire les arrangements conclus entre les riverains, auxquels on peut assimiler, croyons-nous, les droits acquis par destination du père de famille ou par l'effet de la prescription. Ils doivent aussi ne pas perdre de vue dans leurs décisions les règlements locaux, c'est-à-dire les règlements que, comme nous allons le voir, l'autorité administrative

peut édicter soit pour toute l'étendue d'une rivière, soit pour une certaine partie de son cours.

Nous considérons aussi comme consacrés par des règlements qui doivent être respectés les droits régulièrement acquis sous l'ancien régime des seigneurs ou des particuliers ou ceux qui sont établis par des usages locaux dûment constatés. Nous ne pouvons à cet égard que renvoyer aux explications précédemment données, au sujet des circonstances qui peuvent modifier les droits respectifs des riverains.

Il nous reste à faire remarquer que dans l'exercice des pouvoirs confiés aux tribunaux par l'article 645 du Code civil, l'autorité judiciaire reste soumise aux règles qui d'une façon générale président à son intervention et fixent la nature et les effets de ses décisions.

C'est ainsi que la juridiction civile ne peut jamais agir de son propre mouvement et doit nécessairement être saisie par les intéressés. C'est ainsi également que par application des dispositions de l'article 5 du Code civil les juges ne pourraient statuer au sujet du régime des eaux par voie de disposition générale et réglementaire, ils doivent se borner strictement à se prononcer sur la question qui leur est soumise et leurs sentences ne peuvent produire d'effets qu'entre les personnes parties au procès.

II. — POUVOIRS DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.

a. — Organe de la collectivité des individus, l'autorité administrative est chargée de la sauvegarde des intérêts

publics ; elle devait comme telle être investie de pouvoirs de police et de haute surveillance sur les rivières dont l'écoulement et le bon entretien touchent au plus haut point à la prospérité générale.

Il paraît presque inutile d'insister sur ce point, en effet, abandonnés à eux-mêmes les cours d'eau causeraient par leurs débordements de fréquents désordres, ils pourraient par la stagnation ou la contamination de leurs eaux mettre en danger l'alimentation et la salubrité publiques.

Il y a en outre un intérêt social de premier ordre à prévenir le gaspillage des eaux et à développer autant que possible leur bonne utilisation pour l'arrosage des terres et pour la mise en jeu des usines, en un mot pour toutes les entreprises susceptibles d'accroître la fortune publique.

Dans l'exercice de ses pouvoirs, l'administration ne juge pas mais elle gouverne. « Les actes faits par les échevins, disait déjà Loyseau, sont des actes de gouvernement et non de justice ».

Il résulte de ce principe que strictement limitée aux cas où l'intérêt général est en jeu, l'intervention administrative peut par contre se produire de son propre mouvement et sans aucune démarche de la part des intéressés.

L'Administration n'est en outre nullement astreinte à respecter les anciens règlements ou usages locaux, à maintenir les droits acquis par des conventions particulières ou par la prescription. Ses décisions sont obligatoires pour tous, elles peuvent être modifiées au gré des exigences variables de l'intérêt public.

Les pouvoirs de l'autorité administrative ne sont comme nous l'avons dit précédemment, nullement incompatibles avec les droits d'usage que notre législation reconnaît aux riverains sur les cours d'eau non-navigables, ils fixent seulement la manière de jouir de ces droits.

Ces pouvoirs ont en vue d'assurer l'écoulement des eaux, de répartir le débit des rivières entre les différents groupes d'intéressés et spécialement entre l'agriculture et l'industrie, enfin de veiller à la salubrité publique. Ils étaient avant la promulgation de la loi du 8 avril 1898 principalement déterminés par les textes suivants :

1° Lois des 22 décembre 1789-janvier 1790, qui confie aux administrations des départements le soin de veiller à la conservation des rivières et autres choses communes.

Loi des 12-20 août 1790 (Chapitre VI). Les assemblées administratives doivent aussi rechercher et indiquer les moyens de procurer le libre cours des eaux, d'empêcher que les prairies ne soient submergées par la trop grande élévation des écluses, des moulins et par les ouvrages d'art établis sur les rivières, de diriger autant qu'il sera possible toutes les eaux du territoire vers un but d'utilité générale.

Lois des 28 septembre, 6 octobre 1791 (Titre II, art. 16). Les propriétaires ou fermiers des moulins et usines construits ou à construire seront garants de tous dommages que les eaux pourraient causer aux chemins et aux propriétés voisines par la trop grande élévation du déversoir ou autrement. Il seront forcés de tenir les eaux à une hauteur qui ne nuise à personne et qui sera fixée par

le directoire du département, d'après l'avis du directoire du district.

En cas de contravention la peine sera une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement.

Arrêté du Gouvernement du 19 ventôse an VI (art. 9). Il est enjoint aux administrations centrales et municipales et aux commissaires du directoire exécutif établis près d'elles, de veiller avec la plus sévère exactitude à ce qu'il ne soit établi par la suite aucun pont, aucune chaussée permanente ou mobile, aucun batardeau, moulin, digue ou autre obstacle quelconque au libre cours des eaux dans les rivières navigables et flottables dans les canaux d'irrigation et de dessèchement généraux, sans en avoir préalablement obtenu la permission de l'Administration centrale qui ne pourra l'accorder que de l'autorisation expresse du directoire exécutif ».

Nous verrons dans la suite que bien qu'il ne soit parlé dans ce texte que des rivières navigables, la jurisprudence en considère les dispositions comme étant aussi applicables aux cours d'eau non-navigables.

Loi du 14 floréal an XI, dont nous ferons connaître le texte en étudiant les obligations des riverains relatives au curage des cours d'eau dont nous nous occupons.

Décret de décentralisation administrative du 25 mars 1852, modifié par le décret du 13 avril 1861, aux termes duquel sont placées dans les attributions des préfets.

1° L'autorisation sur les cours d'eau non-navigables de tout établissement nouveau, tels que moulin, usine, barrage... et la régularisation de l'existence desdits établissements lorsqu'ils ne sont pas encore pourvus d'autorisa-

tion régulière ou la modification des règlements existants.

2^o La répartition entre l'industrie et l'agriculture des eaux des cours d'eau non-navigables ni flottables de la manière prescrite par les anciens règlements ou les usages locaux ».

Loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, article 97. La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques. Elle comprend notamment... 6^o Le soin de prévenir par des précautions convenables les accidents et fléaux calamiteux tels que : les inondations, les maladies épidémiques ou contagieuses en provoquant, s'il y a lieu, l'intervention de l'Administration supérieure ».

A ces textes il faut maintenant ajouter les dispositions suivantes de la nouvelle loi qui pour les points sur lesquels elles se prononcent remplacent toutes prescriptions antérieures.

LOI DU 8 AVRIL 1898.

TITRE II.

CHAPITRE II. — *Police et conservation des eaux.*

Art. 8. — L'autorité administrative est chargée de la conservation et de la police des cours d'eau non navigables et non flottables.

Art. 9. — Des décrets rendus après enquête dans la forme des règlements d'administration publique fixent,

s'il y a lieu, le régime général de ces cours d'eau, de manière à concilier les intérêts de l'agriculture et de l'industrie avec le respect dû à la propriété et aux droits et usages antérieurement établis.

Art. 10. — Le propriétaire riverain d'un cours d'eau non navigable et non flottable ne peut exécuter des travaux au-dessus de ce cours d'eau ou le joignant qu'à la condition de ne pas préjudicier à l'écoulement et de ne causer aucun dommage aux propriétés voisines.

Art. 11. — Aucun barrage, aucun ouvrage destiné à l'établissement d'une prise d'eau, d'un moulin ou d'une usine ne peut être entrepris dans un cours d'eau non navigable et non flottable sans l'autorisation de l'administration.

Art. 12. — Les préfets statuent après enquête sur les demandes ayant pour objet :

1° L'établissement d'ouvrages intéressant le régime ou le mode d'écoulement des eaux ;

2° La régularisation de l'existence des usines et ouvrages établis sans permission et n'ayant pas de titre légal ;

3° La révocation ou la modification des permissions précédemment accordées.

La forme de l'instruction qui doit précéder les arrêtés des préfets est déterminée par un règlement d'administration publique.

Art. 13. — S'il y a réclamation des parties intéressées contre l'arrêté du préfet, il est statué par un décret rendu sur l'avis du Conseil d'Etat, sans préjudice du recours contentieux en cas d'excès de pouvoir.

Art. 14. — Les permissions peuvent être révoquées ou modifiées sans indemnité, soit dans l'intérêt de la salubrité publique, soit pour prévenir ou faire cesser les inondations, soit enfin dans le cas de la réglementation générale prévue par l'article 9.

Dans tous les autres cas, elles ne peuvent être révoquées ou modifiées que moyennant indemnité.

Art. 15. — Les propriétaires ou fermiers de moulins et usines, même autorisés ou ayant une existence légale, sont garants des dommages causés aux chemins et aux propriétés.

Art. 16. — Les maires peuvent, sous l'autorité des préfets, prendre toutes les mesures nécessaires pour la police des cours d'eau.

Art. 17. — Dans tous les cas, les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Les articles 18 à 25 abrogent en outre et remplacent les dispositions de la loi du 14 floréal an XI; nous donnerons le texte de ces articles comme celui de la dite loi dans la seconde partie de notre travail.

Constatons de plus que les infractions aux règlements administratifs, relatifs à la police des eaux sont considérées comme délits et punies comme telles dans les cas ainsi prévus par l'article 457 du Code pénal.

« Seront punis d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages intérêts, ni être au-dessous de cinquante francs, les propriétaires ou fermiers ou toute personne jouissant de moulins, usines ou étangs qui par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compé-

tente auront inondé les chemins ou les propriétés d'autrui. S'il est résulté du fait quelques dégradations la peine sera, outre l'amende, un emprisonnement de six jours à un mois ».

Ce texte est généralement regardé comme ayant abrogé la dernière disposition de l'article 16 précité de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791. Toutefois l'inobservation des règlements dont il s'agit quand elle ne rentre pas dans les prévisions de l'article 457 du Code pénal, tombe fréquemment sous l'application de l'article 15 de cette même loi de 1791, article dont les prescriptions sont encore en vigueur et aux termes duquel :

Art. 15. — « Personne ne pourra inonder l'héritage de son voisin, ni lui transmettre volontairement les eaux d'une manière nuisible, sous peine de payer le dommage et une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement ».

Enfin dans tous les cas, les infractions aux règlements administratifs sur le régime des eaux constituent des contraventions de police punissables aux termes de l'article 471-15° du Code pénal où il est dit que :

« Seront punis d'amende depuis un franc jusqu'à cinq francs : Ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative... Et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale en vertu des articles 3 et 4 titre XI de la loi des 16-24 août 1790 et de l'article 46, titre 1^{er} de la loi des 19-22 juillet 1791 ».

L'autorité administrative exerce de deux façons différentes les pouvoirs qu'elle tient des textes précités.

Tantôt elle édicte des règlements généraux applicables soit à tous les cours d'eau d'un département, soit à un ou plusieurs de ces cours d'eau, soit seulement à une section de cours d'eau, et qui obligatoires pour tous les intéressés, se substituent de plein droit à tous les modes de jouissance établis soit par titre, soit de toute autre manière.

Tantôt procédant par mesures individuelles, elle autorise l'installation d'établissements nouveaux ou régularise la situation d'ouvrages antérieurement existants; elle fixe dans cette dernière hypothèse les dispositions des appareils, au moyen desquels les eaux doivent être utilisées et qui sont de nature à exercer une influence sur l'écoulement de la rivière.

b. — Ainsi que nous l'avons vu précédemment c'était aux assemblées administratives dont les pouvoirs sont aujourd'hui exercés par les préfets que la loi des 12-20 août 1790 confiait une mission de police et de surveillance sur tous les cours d'eau.

Cette loi est toujours restée en vigueur et si comme nous aurons l'occasion de le remarquer dans la suite les tendances centralisatrices de l'administration supérieure sous le premier empire et sous les régimes qui lui ont succédé ont eu pour effet de réserver au chef de l'État un certain nombre de décisions relatives à la police des rivières, les Préfets sont néanmoins toujours restés en droit commun les dispensateurs des eaux du territoire.

Dans l'état actuel de la législation il appartient au chef de l'État de prendre à défaut d'anciens règlements ou d'usages locaux, les règlements généraux relatifs à la répar-

tition des eaux des rivières non navigables et à l'entretien de ces rivières.

Les préfets prennent ces mêmes règlements par application d'anciens règlements ou d'usages locaux, ils peuvent dans tous les cas édicter des dispositions générales au sujet de la police des cours d'eau non navigables ; le soin de réglementer les établissements particuliers sur ces mêmes cours d'eau leur incombe d'une façon exclusive (1).

Les maires peuvent aussi prendre des dispositions réglementaires au sujet du régime des eaux, mais seulement à titre exceptionnel, par délégation du préfet ou en exécution de l'article 97, précité de la loi du 5 avril 1884.

Dans ce dernier cas leur intervention ne peut se justifier que par une nécessité tout à fait absolue, celle par exemple d'écarter un danger imminent pour la sécurité publique, ils ne peuvent en aucun cas prendre des mesures ayant un caractère permanent. Chargés de la police du territoire de leur commune, les maires ont aussi qualité pour veiller à l'observation des règlements édictés par l'autorité administrative.

La surveillance des cours d'eau non navigables ni flottables qui appartenait antérieurement au Ministère des Travaux publics a été rattachée au Ministère de l'Agriculture par un décret du 14 novembre 1881 (2), lors de

1. Voir cependant la note page 156.

2. A titre exceptionnel la surveillance des opérations d'endiguement est restée dans les attributions du Ministre des Travaux publics.

la création de ce dernier ministère. Cette surveillance est exercée par le service de l'Hydraulique agricole (1).

Le ministre n'édicte pas lui-même de règlements, il prépare ceux qui sont présentés à la signature du chef de l'Etat, après avoir été soumis à l'examen du Conseil d'Etat. Supérieur hiérarchique du préfet, il est de plus investi d'un pouvoir de contrôle sur les actes de ce fonctionnaire dont il peut annuler ou réformer les décisions, soit de son propre mouvement, soit sur le recours des intéressés.

Comme nous venons de le voir, les règles relatives aux pouvoirs de l'Administration et à l'intervention des différents représentants de cette Administration dans la matière qui nous occupe étaient avant l'émission de la loi du 8 avril 1898 renfermées dans des lois pour la plupart antérieures à la promulgation du Code civil. Certaines questions spéciales avaient seulement été réglées par des textes plus récents et notamment par les décrets de décentralisation administrative des 25 mars 1852-13 avril 1861. Sur les points de détail, la pratique et la jurisprudence administrative avaient dû suppléer à l'insuffisance des dispositions existantes et interpréter des règles posées en termes trop généraux pour pouvoir être précis.

Un des principaux buts poursuivi par le législateur de

1. Un décret du 1^{er} juillet 1897, dont le mode d'application est encore actuellement à déterminer, a chargé l'Administration des Forêts de l'étude et de l'exécution des travaux d'utilisation agricole des eaux dans les régions forestières ou pastorales, le service de l'Hydraulique agricole restant chargé de la police et de l'entretien des cours d'eau non navigables situés dans ces régions.

1898 a été de remédier à cette situation, il a réuni dans les articles précités de la nouvelle loi l'ensemble des principes que nous venons d'exposer.

c. — Il résulte des indications que nous avons précédemment données que les règlements généraux édictés par l'Administration ont un triple objet, écoulement des eaux, répartition des eaux, salubrité et sécurité publiques. Une étude approfondie de ces différentes sortes de règlements généraux sortirait de notre sujet, il nous suffira pour l'instant de constater que les riverains, comme d'ailleurs tous les intéressés, ont d'une part le droit de provoquer l'émission de ces règlements et d'autre part l'obligation de se soumettre à leurs dispositions. Dans la seconde partie de ce travail, nous devons examiner les règles relatives à l'émission et aux prescriptions de certains règlements généraux qui ont pour effet de fixer la nature et l'étendue de différentes obligations incombant aux riverains.

L'étude des règlements particuliers étant au contraire intimement liée à celle des divers droits d'usage spécialement concédés aux riverains, puisque ces droits ne peuvent dans la plupart des cas être légitimement exercés sans une permission administrative, nous devons examiner ici la nature des formalités que l'Administration doit accomplir et celle des prescriptions qu'il lui appartient d'édicter, pour autoriser l'installation d'établissements hydrauliques sur les rivières non-navigables.

d. — Plusieurs des textes précités de la législation antérieure à la nouvelle loi prévoient explicitement la nécessité d'une autorisation administrative pour l'établissement

des ouvrages servant à la mise en jeu des usines, il a de même été toujours reconnu que l'Administration était en droit d'interdire par des règlements généraux l'installation d'ouvrages quelconques sur un cours d'eau non-navigable, à défaut d'une permission spéciale. Mais on s'était demandé si, en l'absence de semblables règlements, les riverains devaient toujours, sauf à se mettre en contravention, obtenir l'autorisation administrative pour l'exercice des droits d'usage de nature à modifier l'état de la rivière, par exemple pour pratiquer des dérivations en vue de l'irrigation ou de l'alimentation des pièces d'eau.

La question controversée était résolue dans le sens de l'affirmative par la jurisprudence qui, bien que ces textes n'édicte pas de prohibitions formelles, croyait pouvoir déduire des lois des 12 - 20 août 1790, 28 septembre-6 octobre 1791 et surtout des décrets de 1852-1861, l'interdiction absolue d'établir sans permission administrative des ouvrages quels qu'ils soient sur les rivières non-navigables.

Nous n'insisterons pas sur cette controverse qui est devenue sans objet depuis que, conformément aux indications d'une circulaire ministérielle du 21 juin 1878, tous les préfets de France ont édicté dans leurs départements respectifs un arrêté dont le texte préalablement approuvé par le Conseil d'État, s'applique à tous les cours d'eau du territoire et renferme notamment les dispositions suivantes :

Article 5. — Aucun barrage, aucune plantation, aucun ouvrage permanent ou temporaire de nature à modifier

le régime des eaux ne peut être établi ou réparé sur un cours d'eau sans l'autorisation du Préfet.

Article 6. — Il est interdit de pratiquer dans les berges des coupures ou autres moyens de dérivation sans avoir obtenu l'autorisation du Préfet.

Article 9. — Il est interdit de faire aucun dépôt dans le lit des cours d'eau...

Depuis l'émission de cet arrêté, aucun travail ne doit donc être exécuté sur les cours d'eau non-navigables sans avoir été préalablement autorisé par l'Administration.

Ce principe a été de nouveau consacré par l'article 11 de la loi du 8 avril 1898 dans les termes suivants :

Article 11. — Aucun barrage, aucun ouvrage destiné à l'établissement d'une prise d'eau, d'un moulin ou d'une usine ne peut être entrepris dans un cours d'eau non navigable et non flottable sans l'autorisation de l'Administration.

L'Administration n'a toutefois pas fait jusqu'à présent une application rigoureuse de la règle dont il s'agit. Dans la pratique elle tolère l'existence sur les rivières non navigables des ouvrages non autorisés qui ne motivent aucune plainte et ne présentent pas d'inconvénients au point de vue de l'intérêt général. Non seulement elle ne dresse pas de contraventions aux riverains qui ont établi ces ouvrages, mais elle ne procède même pas à la réglementation de leurs établissements, désireuse d'éviter des mesures qui, à défaut d'une utilité évidente, pourraient être considérées par les intéressés comme étant vexatoires.

Remarquons d'ailleurs que exercés dans l'intérêt géné-

ral, les pouvoirs de police appartenant à l'Administration sont imprescriptibles, elle est toujours en droit d'ordonner la suppression ou la modification d'ouvrages situés sur les rivières alors même que l'existence de ces ouvrages remonterait aux époques les plus reculées. Elle ne saurait par contre en vertu de l'article 640 du Code d'instruction criminelle, poursuivre après un délai d'un an la répression pénale de la contravention commise, cette contravention est en effet permanente et non successive, elle consiste à établir un ouvrage et non pas à le conserver. (1)

e. — Bien qu'une étude détaillée de cette question ne rentre pas dans le cadre de notre travail, il paraît utile de donner ici quelques indications sur les moyens de réformation offerts aux intéressés contre les règlements administratifs.

Dans nombre de cas les décisions de l'Administration en matière de police des eaux ne peuvent pas être attaquées par la voie contentieuse.

C'est ainsi que ces décisions ne pourraient être l'objet d'un recours pour excès de pouvoir parce qu'elles refusent l'autorisation sollicitée, parce qu'elles fixent le niveau d'une retenue à une hauteur insuffisante, ou parce qu'elles ordonnent une opération de curage inopportune.

L'Administration doit prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer le libre écoulement des eaux et de sauvegarder l'intérêt général, il lui appartient d'apprécier

1. Cassation 3 décembre 1891, Brenot. Sirey, 1892, 1.48.

souverainement quelles sont ces mesures et on ne peut discuter au contentieux les dispositions qu'elle a cru devoir prescrire, par exemple pour sauvegarder la salubrité publique.

Il en serait autrement toutefois et un recours pourrait être exercé devant le Conseil d'Etat contre les règlements administratifs entachés de certains vices qui sont de nature à compromettre leur validité : incompétence de l'autorité dont ils émanent, inobservation des formes réglementaires, violation de la loi, détournement de pouvoirs.

C'est ainsi que l'on serait fondé à attaquer au contentieux un règlement permanent édicté par un maire de sa propre initiative, un arrêté pris par un préfet qui détournant les pouvoirs à lui confiés dans un but d'intérêt général aurait statué en vue de donner exclusivement satisfaction à des intérêts privés.

Ces recours pourraient s'exercer pendant un délai de trois mois depuis la notification de la décision incriminée (Décret du 22 juillet 1806, article 11).

Rappelons d'ailleurs que les règlements émanant de l'autorité préfectorale peuvent dans tous les cas être l'objet d'un pourvoi hiérarchique devant le Ministre et ajoutons que, au sujet de toutes les décisions administratives, les intéressés sont en droit de recourir par la voie gracieuse de l'Administration mal informée, à l'Administration mieux informée ; ce recours s'exerce devant l'autorité qui a pris la décision dont la réformation est demandée.

Observons enfin que, poursuivis pour avoir enfreint les prescriptions administratives, les particuliers sont en

droit de discuter devant les tribunaux judiciaires la légalité de ces prescriptions.

La nouvelle loi n'apporte pas d'une façon générale de modifications à ces principes, elle consacre toutefois une innovation importante, en ce qui concerne les règlements édictés par les Préfets, au sujet de la police des cours d'eau non-navigables.

Aux termes de l'article 13 : « S'il y a réclamation des parties contre l'arrêté du Préfet, il est statué par un décret rendu sur l'avis du Conseil d'État, sans préjudice du recours contentieux en cas d'excès de pouvoir. »

Cette nouvelle disposition a pour effet de supprimer sinon théoriquement, au moins dans la pratique le recours hiérarchique formé devant le Ministre. Elle applique à la matière des règlements hydrauliques, une règle déjà posée par l'article 13 de la loi du 21 juin 1865, au sujet des réclamations que peuvent motiver les arrêtés préfectoraux constitutifs des Associations syndicales autorisées.

La même procédure sera vraisemblablement suivie dans les deux cas. Les réclamations déposées à la Préfecture seront transmises, avec les pièces de l'affaire, au Ministre qui, après s'être procuré tous les renseignements nécessaires, adressera le dossier au Conseil d'État avec son avis personnel et un projet de décret. L'examen de la question sera fait par la Section des Travaux publics, de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie et des Postes et Télégraphes qui approuvera ou fera modifier les dispositions du projet de décret, dont le texte sera ensuite soumis à la signature du Chef de l'État.

L'innovation dont il s'agit ne paraît pas avoir attiré

l'attention du rapporteur au Sénat qui se borne à dire au sujet de l'article 13, que les recours ouverts contre les arrêtés préfectoraux offrent aux intéressés toutes les garanties possibles d'une étude complète et d'une décision impartiale.

Il semble permis de se demander si ces garanties n'étaient pas suffisantes sous la législation antérieure et si l'institution du nouveau recours est bien justifiée.

Observons tout d'abord le caractère insolite d'une mesure qui aura en fait pour résultat d'une part d'attribuer la mission d'un tribunal d'appel à la section des Travaux publics et, d'autre part, de créer dans nombre de cas dualité de recours devant le Conseil d'Etat.

Remarquons ensuite qu'il paraît y avoir lieu d'examiner, si une disposition qui aura pour effet de permettre à tout intéressé de provoquer au sujet des règlements d'établissements hydrauliques, une décision émanant du chef de l'Etat, ne constitue pas en réalité un retour vers la pratique suivie antérieurement au décret de décentralisation du 25 mars 1852.

Il est même à constater que sous la législation antérieure à ce décret, l'intervention du gouvernement n'était exigée, comme nous allons le voir, que pour la réglementation des usines ; aujourd'hui elle devra se produire en cas de réclamations, pour l'installation d'ouvrages quelconques sur les cours d'eau non-navigables.

f. — L'importance des règlements hydrauliques est surtout considérable quand il s'agit d'autoriser la création des usines, c'est d'ailleurs spécialement en vue de cette sorte d'établissements qu'ont été fixées les règles

qui président à l'émission des arrêtés préfectoraux en la matière. Nous nous occuperons donc d'abord de la réglementation des usines et ensuite de celle des ouvrages qui servent à différents autres usages et notamment à l'irrigation.

SECTION 2. — *Des usines.*

§ I. — *Autorité compétente pour la réglementation des usines.*

Un des principaux avantages que l'on peut retirer du voisinage des rivières consiste à se servir de la pente des eaux pour la mise en jeu des usines.

« En général pour produire la force motrice nécessaire à cet usage, il faut établir un barrage en rivière; il en résulte à l'amont un gonflement des eaux que l'on désigne sous le nom de remous. La différence entre les niveaux à l'amont et à l'aval constitue la chute qu'on utilise pour la mise en jeu des engins moteurs. (Lévy Salvador *Hydraulique agricole*, Tome I, page 68).

La pente des cours d'eau et par suite la force motrice qui en résulte n'appartiennent à personne, c'est une conséquence nécessaire de ce fait que les eaux des rivières ne sont pas susceptibles d'appropriation privée.

Comme nous l'avons vu précédemment c'est à l'Administration qu'il appartient de disposer de la pente des cours d'eau en autorisant l'établissement des usines et en fixant la hauteur des eaux retenues par les barrages. Toutefois en prenant ces mesures l'autorité administrative

ne concède pas à titre gracieux un bien dont elle est propriétaire, elle n'intervient que pour régler dans l'intérêt commun des riverains, l'exercice d'un droit d'usage pré-existant et reconnu à chacun par l'article 644 du Code civil.

Les pouvoirs reconnus à l'Administration en cette matière sont d'ailleurs absolument conformes à l'intérêt général. Dans la plupart des cas la pente des eaux entre les limites d'amont et d'aval d'un fonds riverain serait trop faible pour fournir la force motrice nécessaire au fonctionnement d'une usine, même peu importante. On ne peut obtenir une chute suffisante qu'à la condition de disposer de la pente totale correspondant à un nombre plus ou moins grand d'héritages. Si les riverains étaient propriétaires de cette pente chacun au droit de soi, le fonctionnement des usines nécessiterait des arrangements et des concessions réciproques qui dans la pratique soulèveraient de très sérieuses difficultés, la résistance d'un seul suffirait pour stériliser des forces naturelles au grand détriment de l'intérêt public. (Picard, *Traité des eaux*, tome 1, page 250).

La loi des 12-20 août 1790, chargeait les Assemblées administratives de rechercher et indiquer les moyens de procurer le libre cours des eaux, d'empêcher que les prairies ne soient submergées par la trop grande élévation des écluses et des moulins. Celle du 6 octobre 1791 spécifiait que les usiniers seraient forcés de tenir les eaux à une hauteur fixée par le directoire du département, d'après l'avis du directoire du district.

Il n'existe dans ces textes aucune réserve même indirecte ou implicite des droits de l'Administration supé-

rieure, aussi croyons-nous que sous le régime de ces lois c'était aux seules assemblées départementales, dont les pouvoirs sont aujourd'hui exercés par les Préfets, qu'il appartenait de veiller à la police des cours d'eau et notamment de déterminer le niveau de la retenue des usines.

A la date du 19 ventôse an VI intervint un arrêté du Directoire exécutif contenant « des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables » (Titre officiel).

Basé uniquement sur des considérants relatifs à l'intérêt de la navigation, cet arrêté ne s'occupait explicitement que des cours d'eau navigables, il subordonnait notamment à une autorisation expresse du Directoire exécutif l'installation de tous établissements hydrauliques dans ces cours d'eau.

Il semblait que dans ces conditions l'arrêté de l'an VI avait laissé intacts les pouvoirs de l'autorité préfectorale au sujet de la police des cours d'eau non navigables.

Cependant l'usage contraire s'était accrédité dès les premiers temps de l'empire par suite du système de centralisation qui s'étendit à toutes les parties de l'Administration. On en était arrivé à poser, sans d'ailleurs le justifier autrement, ce principe que « l'établissement des moulins et usines même sur les cours d'eau qui ne sont ni navigables ni flottables, ne peut être autorisé que par le roi, sur le rapport du ministre de l'Intérieur et d'après l'avis du Préfet » (Daviel. *Des cours d'eau*, n° 560).

La pratique suivie ayant été critiquée sous la Restauration, le Ministre de l'Intérieur consulta le Conseil d'Etat qui dans un avis du 31 octobre 1817 exprima l'opinion

qu'il était à propos de consacrer par des ordonnances royales, l'établissement des moulins et usines sur les cours d'eau non navigables.

Il est d'ailleurs à remarquer que dans les considérants rédigés à l'appui de cet avis, la haute assemblée administrative se basait non pas sur des textes, mais seulement sur des précédents, des raisons d'analogie et des considérations de bonne administration.

Quoi qu'il en soit la jurisprudence du Conseil d'Etat a toujours été très ferme dans le sens de l'avis qu'il avait exprimé, de nombreux arrêts ont annulé des règlements d'usines qui n'avaient pas fait l'objet d'une décision du chef de l'Etat (1).

Les arrêtés des préfets relatifs à l'établissement des usines devaient donc être simplement rédigés sous forme de propositions et l'acte d'autorisation émanant du chef de l'Etat constituait le seul titre en règle. Observons, du reste, que cette pratique était spéciale aux usines, les ouvrages établis sur les cours d'eau non navigables pour les usages autres que l'industrie étaient autorisés et réglementés par les Préfets, il ne paraît jamais s'être élevé de difficulté sérieuse sur ce point. (Picard, *Traité des Eaux*, tome 2, page 41).

Telle était la situation lorsque le décret de décentralisation du 25 mars 1852, confirmé sur ce point par celui du 13 avril 1861, attribua de nouveau aux Préfets entière compétence pour prendre des règlements autorisant l'ins-

1. C. E. 8 juin 1831. Lucas-Lebon, 1831, 238 ; 18 juin 1846. Blanc-Lebon, 1846, 335. 17 février 1853. Piédevant-Lebon, 1853, 228.

tallation de tous établissements hydrauliques sur les rivières non navigables (1). On a même depuis lors reconnu sans difficulté à ces fonctionnaires le pouvoir de modifier les dispositions réglementaires qui antérieurement avaient été prises par décrets ou par ordonnances royales.

Nous avons vu que ces principes ont été consacrés par la loi du 8 avril 1898.

§ 2. — *Formalités qui doivent précéder l'émission des règlements d'usines.*

a. — Ces formalités une première fois fixées par l'Instruction générale du 19 thermidor an VI prise en vue de l'exécution de l'arrêté du 19 ventôse de la même année, et comme cet arrêté reconnu par la jurisprudence applicable aux cours d'eau non navigables, ont été depuis lors déterminées par la circulaire du Ministre des travaux publics du 23 octobre 1851, encore actuellement en vigueur mais complétée et modifiée sur divers points

1. Une récente circulaire du Ministre de l'Agriculture, en date du 2 mars 1898, a cependant voulu établir une distinction à cet égard en exigeant la sanction du chef de l'Etat quand il s'agit d'autoriser l'établissement de certains barrages dit barrages réservoirs qui ont une importance toute spéciale, et dont l'installation dans des conditions de sécurité insuffisantes pourrait constituer un danger public. Cette distinction justifiée au point de vue pratique par des considérations tirées d'un intérêt général de premier ordre, pourrait, semble-t-il être contestée au point de vue juridique, en présence des termes absolus des décrets de 1852-1861 reproduits par la nouvelle loi.

de détail par les circulaires du Ministre de l'Agriculture des 26 décembre 1884 et 2 mars 1898.

Le particulier qui veut se servir des eaux d'une rivière pour mettre en jeu une usine doit adresser au Préfet une demande en double expédition dont l'une sur papier timbré (1).

Cette demande indique la nature de l'usine, l'endroit où elle doit être établie, les modifications qu'elle apportera au niveau des eaux et la durée probable de l'exécution des travaux.

La demande ainsi régulièrement présentée doit être soumise à une enquête de vingt jours déjà prévue par l'Instruction générale du 19 thermidor an VI.

A l'effet de fixer l'époque de cette enquête, le Préfet prend un arrêté qui doit être affiché et publié dans la commune où seront exécutés les travaux. A la mairie de cette commune un registre est ouvert pendant la période fixée pour recevoir les observations des intéressés.

Si l'entreprise paraît de nature à étendre son effet en dehors du territoire de la commune, l'arrêté désigne les autres communes dans lesquelles l'enquête doit être annoncée.

1. Il peut arriver que deux ou plusieurs demandes soient en même temps soumises à l'Administration pour l'utilisation d'une même force motrice. Dans ce cas les demandes doivent être instruites simultanément et s'il ne peut être donné satisfaction aux divers pétitionnaires l'Administration reste libre d'autoriser celui qu'elle juge convenable, elle doit seulement se laisser guider dans son choix par des considérations tirées de l'intérêt général.

Si ces communes appartiennent à plusieurs départements, l'enquête est ordonnée par le Préfet du département où se trouve le siège principal de l'établissement et l'arrêté transmis aux Préfets des autres départements pour être publié dans toutes les communes intéressées.

A l'expiration du délai de vingt jours les pièces de l'enquête adressées au Préfet sont communiquées par cet administrateur à l'Ingénieur en chef du Service hydraulique qui les transmet à l'Ingénieur ordinaire. Ce dernier fonctionnaire procède ensuite à une visite des lieux à laquelle sont convoqués le pétitionnaire, les maires des communes et tous les intéressés. Les formalités que l'Ingénieur doit remplir et les détails de l'examen auquel il est tenu de se livrer sont très minutieusement indiqués par la circulaire du 23 octobre 1851.

L'Ingénieur dresse un procès-verbal de la visite des lieux, dont lecture est donnée aux intéressés qui sont invités à le signer. Mention doit être faite dans ce procès-verbal de toutes les observations qui ont été présentées et notamment des conventions amiables qui ont pu intervenir entre les parties. Cette constatation signée des parties, dit la circulaire de 1851, est régulière et le Comité des Travaux publics du conseil d'Etat a reconnu qu'elle suffit pour que l'Administration puisse statuer.

Après la visite des lieux, l'Ingénieur ordinaire rédige son rapport dans lequel il présente un exposé de l'affaire, décrit l'état des lieux, discute les oppositions et motive les prescriptions diverses qu'il estime devoir être imposées au pétitionnaire. Il résume ses propositions dans un projet de règlement séparé de son rapport. •

L'Ingénieur en chef transmet au Préfet tout le dossier de l'affaire avec ses observations et avis.

Le Préfet doit ensuite soumettre le projet de règlement préparé par le service hydraulique à une seconde enquête dans les mêmes formes que la précédente mais dont la durée est seulement de quinze jours. Les résultats de cette seconde enquête sont ensuite transmis aux Ingénieurs et sices fonctionnaires croient devoir apporter à leurs premières propositions, quelques changements de nature à pouvoir provoquer de nouvelles oppositions, il est procédé à une troisième enquête de quinze jours.

Après l'accomplissement de ces formalités, le Préfet prononce le rejet de la demande ou prend un arrêté d'autorisation.

L'Administration apprécie d'une façon souveraine le cas qu'elle doit faire des oppositions, tous droits étant d'ailleurs réservés. Dans la pratique lorsque l'opposition formulée soulève une question de la compétence des tribunaux ordinaires, le Préfet surseoit en général à statuer sur la demande en concession jusqu'à ce que l'autorité judiciaire se soit prononcée.

Les arrêtés portant règlement d'usines doivent être actuellement rédigés dans la forme indiquée au modèle n° 5 annexé à la circulaire du 26 décembre 1884, nous passerons en revue les dispositions prévues par ce modèle en examinant d'une façon spéciale celles qui présentent un intérêt au point de vue juridique.

Observons auparavant que la circulaire du 23 octobre 1851, prévoit l'accomplissement de formalités spéciales

devant précéder l'ouverture de la seconde enquête dans les trois cas suivants, où les travaux projetés intéressent un service autre que le service hydraulique.

1^{er} cas : L'usine à créer est une scierie. Dans ce cas il y a lieu de prendre l'avis du Conservateur des forêts chargé d'examiner si l'établissement projeté n'est pas soumis aux prohibitions déterminées par le code forestier.

2^e cas : L'usine à créer doit être située dans la zone forestière. Dans l'étendue du rayon douanier qui est en général de 2 myriamètres à vol d'oiseau et peut être porté à 2 myriamètres $1/2$, l'autorisation d'établir une usine ne peut être accordée que sur l'avis préalable du directeur des Douanes. Elle est toujours subordonnée à l'engagement pris par le permissionnaire de justifier l'origine des matières premières qu'il se propose d'employer.

3^e cas : L'usine à créer doit être située dans la zone des servitudes militaires. Les propriétés situées dans un certain rayon autour des places de guerre étant, aux termes, de la loi du 10 juillet 1791, grévées de servitudes spéciales, les ingénieurs doivent ouvrir une instruction spéciale de concert avec les officiers du génie militaire. Les règles de cette instruction sont actuellement fixées par les décrets des 16 août 1853, 8 septembre 1878, 12 décembre 1884.

La circulaire du 23 octobre 1851 prévoit aussi le cas où il s'agit non pas d'autoriser une usine, mais de modifier un règlement déjà existant. Elle constate le droit indiscutable qui appartient à l'Administration de revenir sur les autorisations accordées mais spécifie qu'il ne devra être usé de ce droit qu'avec une extrême réserve. Elle

soumet les révisions de règlements à la même procédure que les autorisations nouvelles, avec cette différence que les demandes tendant à obtenir de semblables révisions doivent être soumises à l'Administration supérieure, l'instruction ne doit être commencée que sur l'autorisation du Ministre.

Aux termes de l'article 12 de la nouvelle loi, « les Préfets statuent après enquête sur les demandes ayant pour objet :

1^o L'établissement d'ouvrages intéressant le régime ou le mode d'écoulement des eaux ;

2^o La régularisation de l'existence des usines et ouvrages établis sans permission et n'ayant pas de titre légal ;

3^o La révocation ou la modification des permissions précédemment accordées.

La forme de l'instruction qui doit précéder les arrêtés des Préfets est déterminée par un règlement d'Administration publique. »

Ce règlement n'a pas encore été émis, il consacrera vraisemblablement dans leur ensemble les règles posées par les instructions ministérielles, règles qui d'ailleurs continueront à être observées tant que la nouvelle procédure à suivre n'aura pas été fixée par le Chef de l'Etat.

Il est toutefois à remarquer que la nécessité d'une enquête précédant les décisions du Préfet en la matière est aujourd'hui constatée par la loi.

Observons encore que sanctionnant sur ce point la jurisprudence du Conseil d'Etat (1) la nouvelle loi tranche

1. C. E. 22 mars 1866. Fléchet-Lebon. 1866, 276.

20 juillet 1867. Trône, Lebon 1867, 689.

une question qui jusque-là n'était réglée par aucun texte, en soumettant la révocation des règlements d'usines aux mêmes formalités que l'émission et la modification de ces règlements.

b — On s'est demandé si et dans quelle mesure l'inexécution des formalités prescrites par les circulaires ministérielles précitées entachait la validité des règlements d'usines.

Comme nous l'avons indiqué, il est incontestable que la violation des formes réglementaires constitue en principe un excès de pouvoir de la part de l'autorité qui l'a commise. Une difficulté spéciale provient dans l'espèce de ce que ces formes ont été déterminées non par la loi ou par un règlement d'Administration publique mais par des *circulaires ministérielles*.

La jurisprudence du Conseil d'Etat est très ferme en ce qui concerne l'absolue nécessité de la première enquête de vingt jours prévue par l'instruction du 19 thermidor an VI, divers arrêts ont annulé des règlements intervenus sans qu'il ait été procédé à cette formalité (1).

Le principal motif invoqué à l'appui de ces décisions, et d'ailleurs universellement admis par la doctrine, repose sur ce fait que en l'an VI la compétence de chacun des pouvoirs publics n'était pas encore bien nettement délimitée. L'arrêté du Directoire exécutif du 19 ventôse peut, à cause de son importance et de la généralité de ses dis-

1. C. E. 15 juillet 1842. Oudot, Lebon, 1842-360.

26 novembre 1863. Rallier. Lebon, 1863-689.

15 juin 1864, Gaunard. Lebon, 1864-573.

20 juillet 1867. Trône Lebon, 1867-689.

positions, être assimilé à une loi. Il semble que l'Instruction du 19 thermidor prise pour déterminer les conditions dans lesquelles devaient être exécutées les prescriptions du dit arrêté, a dû également tirer des circonstances une valeur spéciale et peut être considérée comme ayant la force d'un règlement d'administration publique.

Les formalités supplémentaires prescrites par les différentes circulaires ministérielles relatives à la question sont-elles également obligatoires à peine de nullité ?

La question n'a pas été catégoriquement résolue par le Conseil d'Etat, il a cependant jugé que l'inobservation des formalités prescrites par la circulaire de 1851 dans la visite des lieux ne pouvait entraîner l'annulation d'un arrêté d'autorisation (1).

Il a également décidé que les prescriptions de cette même circulaire, depuis lors rappelées par celle du 26 décembre 1884 et interdisant aux Préfets de statuer sur une demande en révision d'ancien règlement sans avoir préalablement consulté l'Administration supérieure, constituaient simplement des instructions adressées par le Ministre à ses agents et ne pouvant être invoquées par des particuliers (2).

Ces décisions sont, semble-t-il, difficilement conciliables avec l'opinion d'après laquelle la suppression de la deuxième enquête et celle de la visite des lieux entacheraient d'illégalité un arrêté de règlement d'eau (de Passy. *Etude sur le service hydraulique*).

1. C. E. 19 juillet 1871. Neveu et autres. Lebon, 1871, 98.

2. C. E. 19 mars 1868. Champy. Lebon, 1868, 325.

Nous constaterons d'ailleurs que les circulaires ministérielles sur la question, notamment celles des 23 octobre 1851, 26 décembre 1884 et 2 mars 1898 ne sauraient avoir la même portée que celle de l'an VI, car elles n'ont point été édictées dans des circonstances analogues et n'ont même en aucune façon le caractère réglementaire, puisque le ministre n'avait point reçu de la loi la délégation explicite ou implicite nécessaire pour l'autoriser à édicter des règlements en la matière. (Picard. *Traité des Eaux*. Tome 2. Page 47).

Nous concluons de ces indications :

1° Que la suppression de la première enquête doit nécessairement entraîner l'annulation d'un arrêté de règlement d'eau.

2° Qu'il n'en saurait être de même de l'omission des autres formalités réglementaires, si d'ailleurs l'instruction a dans son ensemble présenté les garanties nécessaires pour sauvegarder les droits des différents intéressés.

Sur le premier point la doctrine que nous venons d'admettre ne paraît plus aujourd'hui devoir faire aucun doute pour les règlements postérieurs au 8 avril 1898 puisque une enquête est formellement prescrite par la nouvelle loi. On pourrait seulement soutenir que la durée de cette enquête ne doit pas nécessairement atteindre vingt jours. L'émission du règlement d'administration publique nous fixera sur ce point et aussi sur les effets pouvant résulter au sujet de la validité des règlements d'usine, de l'omission des autres formalités réglementaires.

Observons en terminant que si l'instruction ouverte en vue de l'émission d'un règlement d'usine vient à être in-

terrompue, les formalités déjà accomplies ne deviennent pas nécessairement caduques, il y a lieu d'apprécier dans chaque espèce si les circonstances permettent de considérer comme valables les opérations effectuées. Le Conseil d'Etat s'est refusé à annuler un arrêté par ce motif que la seconde enquête avait été séparée de la première par un délai de cinq ans (1).

§ 3. — *Dispositions des règlements d'usines.*

Comme nous l'avons précédemment indiqué, nous allons maintenant passer en revue les dispositions qui, suivant les indications du modèle n° 5 annexé à l'Instruction générale du 26 décembre 1884, doivent figurer dans les règlements d'usines. Cet examen nous fournira l'occasion d'étudier la plupart des questions intéressantes que soulève la réglementation des usines et de signaler divers articles de la nouvelle loi, qui se bornent en général à consacrer les formules adoptées par l'Administration.

Article 1^{er}. — « Est soumis aux conditions du présent règlement l'usage de la force motrice que M.... est autorisé à emprunter à la rivière de... pour la mise en jeu de.... »

D'après une note figurant au dit modèle :

« Dans le cas où il s'agira de réglementer une ancienne usine *fondée en titre* on remplacera les mots *est autorisée à emprunter* par le mot *emprunte* ».

Suivant le texte de la circulaire du 26 décembre 1884,

1. C. E. 4 mai 1883. Luynes de Chevreuse duc de Chaulnes. Lebon 1883-437.

on doit entendre sur les cours d'eau non-navigables ni flottables par *ancienne usine fondée en titre*, celle qui a été construite antérieurement aux lois abolitives du régime féodal et à la loi des 19-20 août 1790 ou celle qui a fait l'objet d'une vente nationale

Nous avons vu précédemment que les lois n'ayant pas d'effet rétroactif, les droits régulièrement acquis sous l'ancien régime, soit par les concessions des seigneurs, soit de toute autre façon, avaient été conservés. Le texte précité de la circulaire de 1884, fait application de ce principe aux usines qu'il qualifie d'anciennes usines fondées en titre et qui, comme les usines réglementées sous le droit actuel sont considérées comme *ayant une existence légale*. De même que les usines déjà réglementées, les anciennes usines fondées en titre restent soumises aux pouvoirs de l'Administration, qui dans un but d'intérêt général peut en faire modifier les dispositions ou même en ordonner la suppression. Mais quand il réglemente ces usines, le Préfet n'a pas besoin de les autoriser puisque leur existence est déjà régulière, il se borne à constater cette existence en soumettant à certaines conditions l'usage de la force motrice que l'usinier emprunte à la rivière.

Aux usines construites antérieurement à l'abolition de la féodalité, la circulaire de 1884 assimile celles qui ont été établies entre le décret du 4 août 1789, prononçant cette abolition et la loi des 12-20 août 1790, ainsi que celles qui ont fait l'objet d'une vente nationale. Cette assimilation pourrait peut-être être contestée, au moins dans le premier cas, mais elle est de nature à éviter dans la pratique de sérieuses difficultés et trouve d'ailleurs son application

dans des cas assez rares, les usines construites du 4 août 1789 au 20 août 1790 sont fort peu nombreuses et la plupart de celles qui ont été vendues nationalement avaient été construites sous le régime féodal. Nous aurons dans la suite l'occasion de signaler certains avantages qui sont reconnus aux usines fondées en titre.

Articles 2, 3, 4, 5 et 6. — Ces articles sont relatifs à la fixation du niveau légal de la retenue (1) et aux dispositions des divers ouvrages qui doivent assurer le fonctionnement de cette retenue dans les conditions réglementaires. Ces articles renferment seulement des prescriptions d'ordre technique et ne présentent que peu d'intérêt au point de vue qui nous occupe. Remarquons seulement que l'autorité administrative n'a pas en principe à s'immiscer dans la destination de l'usine non plus que dans les dispositions prises par l'usinier pour utiliser la force motrice, dès lors que ces dispositions ne peuvent influencer ni sur le libre écoulement des eaux ni sur leur répartition générale, ni sur la salubrité publique. (Picard. *Traité des Eaux*. T. 2, page 122). C'est ainsi que notamment les arrêtés réglementaires n'ont pas à fixer la pente et la largeur des canaux d'amenée et de fuite ainsi que le mode d'installation des roues hydrauliques et de leur coursiers.

1. Le niveau légal de la retenue, est, dit la circulaire de 1851, la hauteur à laquelle l'usinier doit, par une manœuvre convenable des vannes de décharge, maintenir les eaux en temps ordinaire et les ramener autant que possible en temps de crues.

Article 7. — « Il sera posé près de l'usine aux frais du permissionnaire, en un point qui sera désigné par l'ingénieur chargé de dresser le procès-verbal de récolement, un repère définitif et invariable du modèle adopté dans le département.

Ce repère, dont le zéro indiquera seul le niveau légal de la retenue devra toujours *rester accessible aux agents de l'Administration* qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux et *visible aux tiers intéressés*.

Le permissionnaire ou son fermier sera responsable de la conservation du repère définitif ainsi que de celle des repères provisoires jusqu'à la pose du repère définitif. »

Le fonds du permissionnaire est donc grevé d'une servitude d'accès en faveur des agents de l'Administration ; la légalité de cette servitude n'a jamais été contestée car elle est indispensable pour l'exercice des pouvoirs de police qui, dans l'intérêt général appartiennent à l'Administration. Il est de même équitable que les couseurs du cours d'eau puissent surveiller l'observation du niveau légal et constater, s'il y a lieu, les infractions aux prescriptions réglementaires commises par l'usinier. Les règlements d'usine reconnaissaient autrefois à cet effet le même droit d'accès sur les terrains du permissionnaire aux tiers intéressés qu'aux agents de l'Administration. Mais cette pratique fut à diverses reprises condamnée par le Conseil d'Etat (1) comme portant atteinte aux droits

1. C.E. 25 février 1864, Arson, Lebon, 1864-188. 18 décembre 1869. Colbert, du Causset, Lebon., 869-986, 21 juillet 1870, dame Guérard Lebon 1870 926.

de propriété de l'usinier. La formule a en conséquence été modifiée, elle stipule aujourd'hui simplement, comme il vient d'être dit, que le repère doit rester visible aux tiers intéressés.

Article 8. — « Dès que les eaux dépasseront le niveau légal de la retenue, le permissionnaire ou son fermier sera tenu de lever les vannes de décharge pour maintenir les eaux à ce niveau. Il sera responsable de la surélévation des eaux tant que les vannes ne seront pas levées à toute hauteur.

En cas de refus ou de négligence de sa part d'exécuter cette manœuvre en temps utile, il y sera pourvu d'office et à ses frais, à la diligence du maire de la commune, et ce sans préjudice de l'application des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et dommages résultant de ce refus ou de cette négligence. »

L'obligation pour l'usinier d'effectuer les manœuvres nécessaires pour assurer, s'il est possible, le maintien des eaux au niveau légal de la retenue ressort de la définition même que nous avons donnée de ce niveau. En cas de négligence dans l'accomplissement desdites manœuvres, notre article prévoit :

1° Leur exécution d'office et aux frais du contrevenant par les soins du maire de la commune. La légalité de cette exécution d'office a été plusieurs fois reconnue par le Conseil d'Etat (1).

1. C. E. 19 mars 1868. Champy Lebon, 1868-325.

12 mars 1875. Dame Etienne Lebon, 1875-247.

2° L'application des dispositions pénales encourues c'est-à-dire des articles 457 et 471, § 15, du Code pénal dont nous avons précédemment cité les dispositions.

3° L'exercice de toute action civile qui pourrait être intentée au permissionnaire à raison des pertes et dommages résultant de sa négligence. Il s'agit de la réparation de droit commun accordée par l'article 1382 du Code civil.

Article 9. — « Les eaux rendues à la rivière devront être dans un état de nature à ne pas apporter à la température ou à la pureté des eaux un trouble préjudiciable à la salubrité publique, à la santé des animaux qui s'abreuvent dans la rivière ou à la conservation du poisson.

Toute infraction à cette disposition, dûment constatée, pourra entraîner le retrait de l'autorisation, sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités encourues ».

Ces prescriptions seraient suffisamment justifiées par le caractère évident d'intérêt général qu'elles présentent. Elles le sont encore, en ce qui concerne la salubrité publique par la loi du 22 décembre 1789.-Janvier 1790 aux termes de laquelle les Administrations des départements sont chargées de toutes les parties de l'Administration générale notamment de celles qui sont relatives... 9° à la salubrité publique et en ce qui touche la conservation du poisson par la loi du 15 avril 1829, dont l'article 25 spécifie qu'il est interdit de jeter dans les eaux des matières susceptibles de détruire le poisson. Citons encore à ce sujet, l'article 19 du décret du 10 août 1875 sur la pêche fluviale aux termes duquel des arrêtés préfectoraux, rendus sur les avis des conseils de salubrité et des ingé-

nieurs, déterminent :... 2° Les mesures à observer pour l'évacuation dans les cours d'eau des matières et résidus susceptibles de nuire au poisson et provenant des fabriques et établissements industriels quelconques.

Article 10. — (spécial au cas où il y aurait lieu de favoriser la migration du poisson par application de la loi du 31 mai 1865 sur la pêche).

« Le permissionnaire sera tenu d'établir et d'entretenir dans le barrage une échelle à poissons ; il devra, en outre, placer et entretenir des grillages à l'amont de la prise d'eau et à l'aval du canal de fuite.

L'échelle à poissons et les grillages seront exécutés sur les emplacements et d'après les dispositions que prescriront les ingénieurs du service hydraulique ».

Certaines espèces de poissons naissent dans les eaux douces, vont se développer dans les eaux salées, puis remontent dans les rivières pour accomplir leurs fonctions reproductives.

Les barrages établis dans les cours d'eau empêchent ces poissons d'effectuer leurs doubles migrations. Dans le but de remédier à cet inconvénient, la loi du 31 mai 1865 stipule que :

Article 1^{er}. — Des décrets rendus en Conseil d'Etat après avis des Conseils généraux des départements détermineront les parties des fleuves, rivières, canaux et cours d'eau dans les barrages desquels il pourra être établi après enquête, un passage appelé échelle destiné à assurer la libre circulation du poisson.

Article 3. — Les indemnités auxquelles pourra donner lieu l'établissement d'échelles dans les barrages existants

seront réglées par le Conseil de Préfecture après expertise conformément à la loi du 16 septembre 1807.

Ces dispositions relatives à la création d'échelles dans les barrages existants ne prévoyaient pas le cas où il s'agirait d'établir de nouveaux ouvrages sur les sections de rivières classées en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 31 mai 1865.

Le ministre des Travaux publics a pensé avec raison croyons-nous, que l'Administration se conformerait à l'esprit de cette loi en insérant dans les règlements de semblables ouvrages, une clause en vertu de laquelle le permissionnaire serait tenu d'établir à ses frais une échelle à poissons (Circulaire du 26 juillet 1866).

Cette obligation est d'ailleurs peu dispendieuse et dans la pratique elle s'applique à un nombre de cours d'eau non navigables fort restreint.

Quant aux grillages prévus par notre article ils servent à empêcher le poisson de s'écarter du passage qui lui est offert, ils assurent ainsi l'utile fonctionnement de l'échelle et forment le complément nécessaire de cet ouvrage.

Article 11. — « Le permissionnaire sera tenu de se conformer aux lois et règlements du service des forêts et du service des douanes ».

Cette stipulation est formellement prévue par la circulaire du 23 octobre 1851 seulement pour les scieries, en ce qui concerne les lois forestières et pour les usines situées dans la zone frontière, en ce qui touche les règlements des douanes

Elle doit néanmoins, d'après le modèle de 1884 figurer

intégralement dans tous les règlements d'usines ; si d'ailleurs dans nombre de cas la réserve stipulée reste sans objet, elle ne saurait non plus présenter aucun inconvénient.

Article 12. — Les dispositions de cet article sont relatives au curage de la rivière dans le bief de la retenue. Nous laisserons pour l'instant ces dispositions dont l'étude trouvera naturellement sa place dans le chapitre où nous examinerons d'une façon générale la manière dont doivent être réparties les charges du curage et de l'entretien des cours d'eau non-navigables.

Article 13. — « Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux. »

Cet article rappelle aux usiniers qu'ils restent obligés de se conformer à toutes les règles du droit commun, il constate que, comme nous avons eu précédemment l'occasion de le signaler, l'Administration n'est jamais liée par les autorisations accordées, elle peut toujours dans un but d'intérêt général prendre des mesures ayant pour effet de restreindre les avantages accordés aux permissionnaires.

Il ne faudrait pas toutefois exagérer la portée de la disposition dont il s'agit et l'interpréter dans ce sens que les permissionnaires sont obligés de se soumettre à un règlement quelconque à eux notifié par l'autorité administrative, ils restent en droit d'attaquer les règlements à intervenir, dans le cas où ils seraient entachés d'excès de pouvoir (1).

1. C. E. 19 juillet 1860 Danzel. Lebon 1860-558.

Article 14. — « Les droits des tiers sont et demeureront expressément réservés ».

Les autorisations accordées par l'Administration en matière de police des eaux ne font, nous l'avons déjà dit, que consacrer un droit préexistant et régler la manière d'en jouir, elles ne créent jamais de nouveaux droits au profit des usagers qui les ont obtenues.

Elles ne peuvent davantage avoir pour effet de porter atteinte aux droits qui résultent pour les tiers de la loi, de conventions ou d'autorisations antérieures.

L'Administration constate que l'établissement d'un ouvrage ne présente aucun inconvénient au point de vue de l'intérêt général ; si cet établissement lèse des intérêts privés, les particuliers sont en droit de s'adresser à l'autorité judiciaire seule compétente pour statuer sur les contestations relatives à cette sorte d'intérêts. Les tribunaux ordinaires peuvent suivant les circonstances accorder une indemnité aux particuliers lésés et même prescrire la modification ou la suppression des ouvrages autorisés (1).

Ces principes comme d'ailleurs, ceux posés dans différents articles des règlements d'usines sont incontestables et ils ne devraient pas moins être appliqués si la clause

1. C. C. 18 avril 1866, veuve Bonnardon contre Marquis-Joyeux et Noble-Capitaine. Dalloz 1866-1-249.

22 janvier 1868, Crapon, c. Combaudon. Dalloz 1868-1-197.

10 avril 1883, commune de Muc c. Thères et Jaime. Dalloz, 1884, 1-322.

18 octobre 1886. Hamard c. Lamouette. Dalloz, 1887-1-173.

qui les rappelle ne figurait pas dans un arrêté d'autorisation.

Les articles en question ne sont néanmoins pas sans utilité, car il est avantageux que les autorisations administratives fassent nettement connaître aux intéressés l'étendue des droits qui leur sont concédés.

L'article 17 de la nouvelle loi reproduit exactement le texte que nous venons de commenter, il en étend l'application à tous les règlements administratifs édictés en matière de police des eaux.

« Dans tous les cas les droits des tiers sont et demeurent réservés. »

Dans le même ordre d'idées l'article 15 de cette même loi est ainsi libellé :

« Les propriétaires ou fermiers des moulins et usines mêmes autorisés ou ayant une existence légale, sont garants des dommages causés aux chemins et aux propriétés ».

Comme l'a fait observer le rapporteur au Sénat, cette disposition est la reproduction pure et simple d'une prescription édictée par la loi des 28 septembre — 6 octobre 1791.

On peut se demander, semble-t-il, si en présence du texte précité, de l'article 17, qui ne fait déjà lui-même que l'application des principes du droit commun, l'existence de l'article 15 est de nature à présenter une réelle utilité.

Article 15. — « Les travaux ci-dessus prescrits seront exécutés sous la surveillance des ingénieurs ; ils devront être terminés dans le délai de _____ à dater de la notification du présent arrêté.

A l'expiration du délai ci-dessus fixé, l'ingénieur rédigera un procès-verbal de récolement aux frais du permissionnaire en présence de l'autorité locale et des parties intéressées dûment convoquées. Si les travaux sont exécutés conformément à l'arrêté d'autorisation, ce procès-verbal sera dressé en trois expéditions. L'une de ces expéditions sera déposée aux archives de la préfecture ; la seconde à la mairie du lieu, la troisième sera transmise au Ministre de l'Agriculture. »

Les règlements d'usine fixent un délai qui dans la pratique est généralement d'un an pour l'exécution des travaux.

A l'expiration de ce délai l'Ingénieur ordinaire se présente sur les lieux pour procéder au récolement, c'est-à-dire à la vérification des travaux exécutés. Cette opération s'effectue en présence des mêmes personnes que la visite des lieux, les résultats en sont aussi mentionnés dans un procès-verbal.

Si ce procès-verbal constate la conformité des dispositions adoptées avec les prescriptions réglementaires, le Préfet en prononce l'homologation et cette formalité implique réception définitive des ouvrages établis, dont l'existence est ainsi légalement consacrée.

Si au contraire le permissionnaire ne s'est pas exactement conformé aux dispositions de son règlement, les différences signalées sont faibles ou importantes.

Dans le premier cas l'Administration est libre d'accorder quand même la réception des travaux, mais aux termes de la circulaire du 23 octobre 1851 le Préfet ne peut prendre cette mesure sans avoir obtenu l'autorisation du Ministre.

Dans le cas d'importantes irrégularités, le Préfet met le permissionnaire en demeure de se conformer dans un certain délai aux dispositions de son règlement d'usine et si cette injonction ne reçoit pas satisfaction, il a recours aux mesures de rigueur que nous allons étudier dans la suite.

Observons toutefois que l'usinier, ainsi mis en demeure peut, s'il désire conserver l'état de choses existant, demander la révision de son règlement ; dans cette hypothèse si le maintien de cet état de chose, ne paraît pas devoir se heurter à des difficultés insurmontables, le Préfet en réfère à l'administration supérieure qui peut autoriser l'ouverture immédiate d'une nouvelle instruction en vue de la révision du règlement précédemment édicté.

Ajoutons que au cas d'irrégularités relativement minimes et si les circonstances ne permettent pas de se rendre un compte exact des inconvénients que pourront présenter pour l'intérêt général les différences constatées, le Ministre est encore à même d'autoriser le Préfet à surseoir à toute décision définitive et à tolérer la situation existante en se réservant pour l'avenir la faculté soit de prononcer la réception définitive des travaux tels qu'ils ont été établis, soit d'exiger la stricte observation des dispositions réglementaires.

Article 16. — « Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'Administration pourra, selon les circonstances, prononcer la déchéance du permissionnaire ou mettre son usine en chômage et dans tous les cas elle prendra les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du per-

missionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau.

Il en sera de même dans le cas où après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par le présent règlement sans y être préalablement autorisé.

Le permissionnaire pourra d'ailleurs sans autorisation nouvelle changer la destination de son usine, ainsi que les dispositions des ouvrages utilisant la force motrice, sauf l'application des règlements spéciaux, auxquels pourrait être soumise, en raison de sa nature, la nouvelle usine. »

Dans une note il est dit que : « s'il s'agit d'une ancienne usine fondée en titre, on supprimera au premier paragraphe de cet article les mots *pourra selon les circonstances prononcer la déchéance du permissionnaire ou mettre son usine en chômage et dans tous les cas elle* ».

L'article 16 est relatif à la sanction des obligations qui sont imposées aux usiniers par leurs règlements et aux moyens de coercition dont disposent les pouvoirs publics pour assurer en tout état de cause le libre écoulement des eaux.

Les deux principales mesures de rigueur auxquelles peut recourir l'Administration sont la déchéance c'est-à-dire le retrait pur et simple de l'autorisation accordée et la mise en chômage, c'est-à-dire la suspension du fonctionnement de l'usine.

L'Administration peut en outre faire disparaître aux

frais du permissionnaire tout danger provenant de son fait, elle est par suite en droit d'exécuter d'office tous travaux nécessaires pour la disparition d'un état de choses nuisible à l'intérêt général.

Le premier cas de déchéance à prévoir est celui où le permissionnaire, négligeant de se conformer à l'obligation indiquée dans le précédent article, n'a pas exécuté les travaux dans le délai fixé. Observons toutefois que l'Administration peut seulement suivant les circonstances prononcer la déchéance, ce n'est nullement pour elle une obligation; dans la pratique elle accordera souvent de nouveaux délais et ne retirera généralement l'autorisation accordée qu'après avoir mis le permissionnaire en demeure de lui faire connaître, s'il entend profiter de cette autorisation dans les conditions réglementaires.

Ajoutons que même si dans l'arrêté d'autorisation aucun délai n'avait été imparti au permissionnaire, l'Administration serait en droit de le déclarer déchu s'il négligeait trop longtemps d'entreprendre ou d'achever les travaux (1).

Cette solution est très exacte car en autorisant un particulier à se servir de la pente d'un cours d'eau pour la mise en jeu d'une usine, l'Administration dispose, afin de diriger les eaux vers un but d'intérêt général, d'une puissance motrice qui ne peut rester inutilisée sans qu'il en résulte un préjudice pour la richesse publique. La plupart du temps le permissionnaire n'est pas propriétaire des parcelles riveraines sur toute l'étendue de la pente qu'il peut em-

1. C. E. 18 nov. 1852 Magnier, Lebon 1852, 452.

ployer et s'il ne profite pas du droit de préférence qui lui a été accordé, il est conforme à l'équité et en même temps à l'intérêt général, que d'autres riverains, dont les droits sont en principe les mêmes, puissent utiliser une force qui sans cela resterait improductive pour tous.

Dans le cas où il résulte des constatations faites lors du récolement que les travaux exécutés diffèrent notablement des dispositions prescrites et si la révision du règlement de l'usine n'est pas demandée ou ne peut être obtenue, nous avons vu que le préfet met tout d'abord le permissionnaire en demeure de se conformer dans un certain délai aux prescriptions réglementaires. S'il n'est pas tenu compte de cette injonction en temps utile, l'Administration prononce la mise en chômage de l'usine jusqu'à sa modification, elle fait prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cette mise en chômage (1).

Si malgré la mise en chômage le permissionnaire ne se décidait pas à rendre les dispositions de son usine conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation, l'Administration serait naturellement à même de prononcer la déchéance au bout d'un temps moralement suffisant comme dans le cas d'inexécution complète des travaux. Elle pourrait immédiatement prendre cette mesure à la suite d'infractions graves à ses prescriptions, si par exemple brisant les entraves le permissionnaire remettait son usine en activité.

1. En général les vannes de décharge du barrage de prise d'eau sont levées entièrement et cadénassées à leurs montants, les vannes motrices sont exactement fermées et calénassées de façon à ce que tout roulement soit rendu impossible.

Après la prononciation de la déchéance l'Administration peut démolir d'office les ouvrages existants si l'usinier ne supprime pas de lui-même sa retenue, elle peut d'ailleurs en tout état de cause faire détruire aux frais de l'ayant-droit tout ouvrage dangereux pour la sécurité publique.

Il va de soi que les mêmes mesures de rigueur pourraient être prises si le permissionnaire après s'être conformé aux dispositions réglementaires changeait l'état des lieux. L'Administration est à toute époque en droit de faire opérer par ses agents de nouveaux récolements et de donner à ces récolements les suites qui ont été prédemment indiquées.

Ces différentes mesures de rigueur s'appliquent sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau.

Il est en effet à remarquer que la clause des règlements d'usine relative aux mesures de rigueur dont il vient d'être parlé ne doit pas être entendue en ce sens que l'Administration veut substituer son autorité à celle des juges compétents pour constater et réprimer les contraventions commises par les usiniers, elle a seulement en vue de rappeler les pouvoirs de police qui lui appartiennent et en vertu desquels elle peut s'opposer à tout empêchement porté au libre écoulement des eaux par des ouvrages non autorisés (1).

Observons même à ce sujet que dans la pratique et pour bien faire constater la réalité des infractions commi-

1. C. E., 18 août 1871, Couillaud, Lebon, 1871, 125.

ses, l'Administration avant de prendre un arrêté de déchéance pour refus d'obtempérer à ses injonctions provoque en général l'émission d'une décision judiciaire, condamnant l'usinier pour ne pas s'être conformé aux prescriptions de son règlement.

Nous avons vu que, s'il s'agit d'une usine fondée en titre, on ne doit pas prévoir la déchéance du permissionnaire ou la mise en chômage de son usine. En effet quand elle prononce une déchéance ou une mise en chômage, l'Administration ne tire ou suspend une autorisation qu'elle a accordée, de semblables mesures ne sauraient s'appliquer aux usines fondées en titre qui ont une existence légale indépendamment de toute permission administrative.

Remarquons du reste que l'Administration peut toujours faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, bien entendu dans un but d'intérêt général; elle peut donc prescrire la destruction ou la modification d'ouvrages dépendant d'une usine fondée en titre, elle peut même faire exécuter d'office les travaux nécessaires. Par suite elle serait fondée dans la pratique à mettre cette usine en chômage, car sans cela il lui serait impossible de faire modifier les ouvrages régulateurs de la retenue.

On voit en fait qu'au point de vue qui nous occupe la différence entre les usines fondées en titre et les usines autorisées dans notre droit actuel est plus théorique que pratique. Si l'Administration ne peut prendre des arrêtés de déchéance et de mise en chômage pour les usines fondées en titre, elle est toujours à même dans un but d'in-

térêt public d'empêcher le fonctionnement de ces usines et même de les faire disparaître.

Constatons enfin que l'Administration ne devant pas comme nous l'avons dit, s'inquiéter de la destination de l'usine ni des dispositions servant à l'emploi de la force motrice, le permissionnaire reste toujours en droit de modifier cette destination et ces dispositions, sauf bien entendu l'application des règlements spéciaux auxquels pourrait être soumise en raison de sa nature la nouvelle usine.

Article 17. — « Le permissionnaire ou son fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque, si à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement, tous droits antérieurs réservés. »

Cette clause dite clause de précarité ou de non-indemnité est peut-être de toutes les clauses des règlements d'usines celle qui a subi le plus de transformations et a donné lieu aux plus sérieuses difficultés. Elle stipulait autrefois que les permissionnaires ne pourraient prétendre à aucune indemnité dans les cas où un préjudice leur aurait été causé par l'exécution de travaux *dont l'utilité publique aurait été légalement constatée*.

Cette disposition avait été fréquemment déférée au Conseil d'Etat qui s'était toujours refusé à la condamner quand par un arrêt du 15 juin 1860 (1) revenant sur sa

1. C. E., 13 juin 1860 duc de Clermont-Tonnerre, Lebon 1860, 460

jurisprudence antérieure la haute juridiction administrative annula pour excès de pouvoir la formule révocatoire adoptée par l'Administration. Cette décision ayant été suivie de plusieurs autres rendues dans le même sens, le Ministre des Travaux publics prescrivit par une circulaire du 20 avril 1865, de modifier la clause en question et d'y prévoir comme ne pouvant donner lieu à indemnité, non pas tous les travaux déclarés d'utilité publique mais seulement les mesures prises dans l'intérêt de la police et de la répartition des eaux. A ces mesures, dans le modèle annexé à l'instruction générale du 26 décembre 1884, le Ministre de l'Agriculture ajouta celles qui ont pour but de sauvegarder la salubrité publique. Cette assimilation était parfaitement justifiée. La légalité de la clause de précarité telle qu'elle figure aujourd'hui dans les règlements d'eau est universellement admise, nous avons vu en effet que les pouvoirs de police dont l'administration est investie dans un but d'intérêt général sont imprescriptibles, leur exercice ne saurait être entravé par la nécessité de payer des indemnités. Tout autre est au contraire le cas où il s'agit de mesures prises pour l'exécution de travaux publics quelconques, nous ne voulons pas revenir à ce sujet sur une controverse aujourd'hui épuisée, mais il nous suffira de rappeler que les droits à l'usage des eaux appartenant aux riverains ne résultent pas pour eux de l'autorisation administrative qui leur est accordée, ce sont des droits préexistants à eux reconnus par la loi, si donc ils sont dépossédés de ces droits pour une raison d'utilité publique, basée sur un autre intérêt que l'intérêt général proprement dit, il est à la fois conforme à l'équité

et à la logique que ces riverains reçoivent une indemnité (1).

Les principes que nous venons d'exposer ne faisaient depuis longtemps aucun doute, ils ont été consacrés dans les termes suivants par l'article 14 de la loi du 8 avril 1898 :

« Les permissions peuvent être révoquées ou modifiées sans indemnité soit dans l'intérêt de la salubrité publique, soit pour prévenir ou faire cesser les inondations soit enfin dans le cas de la réglementation générale prévue par l'article 9.

Dans tous les autres cas elles ne peuvent être révoquées ou modifiées que moyennant indemnité. »

Il est admis sans difficulté que la clause condamnée par le Conseil d'Etat doit être aujourd'hui considérée comme non écrite dans les nombreux arrêtés où elle avait été insérée.

Notre article se termine par la mention suivante : « Tous droits antérieurs réservés » mention qui semble prévoir l'existence de droits antérieurs à l'autorisation administrative, dont la privation donnerait lieu à une indemnité, même si elle était motivée par l'intérêt de la

1. Observons que en cas de suppression de force motrice par suite de l'exécution de travaux publics, le montant de l'indemnité est fixé non par le jury d'expropriation mais par le Conseil de préfecture.

C. E. 17 mai 1844. Société du moulin d'Albaredez à Montauban, Lebon 1844, 278.

C. E. 13 août 1851 héritiers Rouxel, Lebon 1851, 635.

Tribunal des conflits, 28 novembre, 1850 héritiers Ser, Lebon, 1850, 872.

salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux. Cette réserve de droits antérieurs semble peu justifiée : nous avons vu en effet que toutes les usines ayant une existence légale, même celles qui ont été établies avant 1789 sont uniformément soumises au pouvoir qui permet à l'Administration de faire modifier dans un but d'intérêt général les dispositions existantes. On ne voit donc pas qu'il y ait lieu d'établir en cas d'exercice de ce pouvoir, une distinction entre les droits nouveaux et des droits anciens pouvant conférer des prérogatives spéciales. L'Administration ne paraît pas du reste avoir eu l'occasion de s'expliquer sur la portée qu'elle entend donner à la réserve en question, cette réserve devrait vraisemblablement dans la pratique être considérée comme non-avenue.

Il est à peine besoin d'ajouter que les propriétaires d'usines qui n'ont pas d'existence légale ne peuvent au contraire avoir dans aucun cas droit à une indemnité, s'ils sont dépossédés dans l'intérêt général des avantages que leur procure l'usage des eaux. L'Administration a toujours plein pouvoir pour faire supprimer des établissements installés en contravention des règlements existants et il ne pourrait être conféré aucun droit aux propriétaires de ces établissements même par une tolérance pratiquée pendant de longues années.

Il est un cas où tous les usiniers comme d'ailleurs les autres usagers des cours d'eau pouvaient avant l'émission de la loi nouvelle être privés, sans avoir droit à aucune indemnité, des avantages qui résultaient pour eux du voisinage de la rivière. C'est le cas où le propriétaire

du fonds où se trouve la source d'un cours d'eau aurait aveuglé cette source ou détourné le cours de la rivière. Le droit de disposition de ce propriétaire n'était en effet limité que dans les deux cas prévus par les anciens articles 641 et 643 du Code civil, en faveur du propriétaire du fonds inférieur ou des habitants d'un village auxquels l'eau de la source est nécessaire.

Tous les autres usagers pouvaient donc se trouver ainsi dépossédés sans aucune compensation d'avantages qui leur appartenaient de temps immémorial. Observons toutefois que dans la pratique de semblables événements se produisaient fort rarement. Il n'est facile à un particulier ni d'aveugler une source d'une certaine importance, ni de modifier les cours de la rivière que forme cette source. Si une semblable éventualité s'était produite elle eût été la plupart du temps nuisible à l'intérêt général et l'Administration aurait eu le devoir de provoquer pour cause d'utilité publique l'expropriation du propriétaire de la source et de rétablir l'ancien état de choses.

Dans la pratique on ne voit dériver des sources de quelque importance, que quand il s'agit d'assurer l'alimentation de centres de population et dans cette hypothèse, c'est la dérivation elle-même qui est reconnue d'utilité publique, les riverains étaient donc bien en principe privés sans dédommagement de tous les bénéfices que leur procurait le passage des eaux.

Cette situation avait depuis longtemps préoccupé le Gouvernement, et depuis 1864, toutes les fois que des communes demandaient l'autorisation d'exproprier des

terrains renfermant des sources, la déclaration d'utilité publique était subordonnée à l'engagement pris par le Conseil municipal d'indemniser les riverains. Cette pratique avait été récemment consacrée par le législateur lorsqu'il s'est agi d'exécuter le captage des eaux de source de la Vigne pour les besoins de la ville de Paris.

Remarquons même que dans ce dernier cas les termes des engagements pris par les Conseils municipaux étant généraux, les propriétaires d'établissements qui n'avaient pas d'existence légale pouvaient obtenir une indemnité pour la suppression de ces établissements.

La question que nous venons d'étudier ne se pose plus aujourd'hui en présence du nouveau texte de l'article 643 du Code civil :

« Si dès la sortie du fonds où elles surgissent, les eaux de source forment un cours d'eau offrant le caractère d'eaux publiques et courantes, le propriétaire ne peut les détourner de leurs cours naturel au préjudice des usagers inférieurs. »

Article 18. — Ainsi que le spécifie en général un dernier article des arrêtés portant règlement d'usines, ces arrêtés doivent être notifiés aux permissionnaires. Cette notification nécessaire pour rendre exécutoires les dispositions édictées se fait au moyen d'une expédition établie sur papier timbré. (Loi du 13 Brumaire an VII).

Il va de soi d'ailleurs que l'autorisation accordée ne présente aucun caractère de personnalité, les avantages et les obligations résultant de la permission administrative, passent de plein droit, à quiconque devient possesseur de l'ouvrage réglementé.

Des ampliatiions de chaque règlement d'usine doivent également être transmises au Ministre de l'Agriculture et au Maire de la commune, afin de les mettre à même d'exercer le premier la mission de contrôle qui lui est confiée et le second le pouvoir de surveillance dont il est investi.

Le Ministre et le Maire doivent également recevoir une ampliatiion de chaque procès-verbal de récolement homologué par le Préfet. Il est donné acte à l'intéressé de la réception définitive des travaux qu'il a exécutés.

§ 4. — *Observations diverses.*

I. — Les dépenses nécessitées par l'instruction de la demande en autorisation et la vérification des travaux sont à la charge de l'usinier. Les dépenses peuvent être divisées en deux catégories, d'une part les frais proprement dits appelés frais d'opérations et d'épreuves comme par exemple ceux qui sont faits pour déterminer le niveau légal de la retenue et d'autre part les indemnités dues aux ingénieurs et agents du service hydraulique. Ces indemnités qui doivent être calculées d'après les indications du décret du 8 mai 1854, comprennent les frais de séjour et de voyage desdits fonctionnaires lorsqu'ils sont obligés pour la réglementation des usines de procéder à certaines opérations telles que visite des lieux ou récolement, en dehors des limites de la commune de leur résidence.

Le recouvrement de toutes les dépenses en question se fait dans les mêmes formes que celui des contributions

directes, suivant une disposition de la loi qui chaque année porte fixation du budget.

II. — Certains cours d'eau ont un débit faible et fournissent par suite une force motrice insuffisante pour le fonctionnement des usines qu'ils alimentent. Les usiniers y pourvoient en adoptant la marche par éclusées, c'est-à-dire en faisant alterner les périodes de fonctionnement avec des périodes d'arrêt, pendant lesquelles ils emmagasinent tout ou partie des eaux en amont de leurs barrages de retenue. (Picard, *Traité des Eaux*, tome I, page 385).

Cette façon de procéder est-elle licite ?

Daviel enseigne la négative, il expose qu'aux termes de l'article 644 les eaux doivent être rendues à leur cours ordinaire et en conclut que l'écoulement de ces eaux doit être rétabli avec sa continuité naturelle et non pas avec une intermittence dommageable pour l'intérêt public. D'après ce même auteur la marche par éclusées ne pourrait être légitimement exercée qu'avec le secours de la prescription ou le consentement formel des riverains inférieurs. (Daviel, *Traité des cours d'eau*, n° 636).

Cette doctrine nous paraît vouloir donner à l'article 644 une portée qu'il n'a pas, elle aurait de plus le grave inconvénient de compromettre l'utilisation industrielle des cours d'eau à faible débit.

La véritable solution de la question a été donnée croyons-nous, par la Cour de Cassation dans un arrêt (1), où il est dit qu'aucune disposition de loi n'interdit la marche par

1. C. C. 19 janvier 1871. Abadie Vergé et Fontan contre Cazenave. Sirey 1874. 1.252.

éclusées, que la seule obligation de l'usinier est en pareil cas de ménager dans une juste mesure les droits des riverains inférieurs et que si des réclamations se produisent il appartient aux tribunaux de concilier les intérêts en présence.

Les inconvénients de la marche par éclusées sont d'ailleurs en général beaucoup moindres qu'on ne pourrait le supposer.

Les usines échelonnées sur le même cours d'eau ont le plus souvent des besoins similaires et trouvent avantage à bénéficier du même régime. Quant aux autres intérêts à satisfaire ils peuvent être facilement sauvegardés par des dispositions assurant l'écoulement des eaux nécessaires, pendant les intervalles qui se produisent dans le fonctionnement des usines.

III. — Avant de terminer notre étude relative à la réglementation des usines, il nous reste à examiner deux hypothèses qui bien qu'étant de nature à se présenter fréquemment dans la pratique ne sont réglées par aucun texte et sur lesquelles la jurisprudence ne paraît pas avoir eu l'occasion de se fixer avec précision.

a. — Première hypothèse. — Les ouvrages régulateurs d'une usine régulièrement autorisée viennent à être détruits par la violence des eaux ou tout autre cas de force majeure. Sous quelles conditions l'usinier est-il en droit de rétablir ces ouvrages ?

Aux termes de l'article 6 de l'arrêté pris par les Préfets, conformément aux indications de la Circulaire du 21 juin 1878, aucun ouvrage permanent ou temporaire ne peut être établi ou *réparé* sur un cours d'eau non navi-

gable sans l'autorisation du Préfet. Il résulte de ce texte que dans tous les cas l'usinier doit pour réinstaller sa retenue adresser une demande à l'autorité préfectorale. Toutefois il est hors de doute que si l'intéressé forme cette demande peu de temps après la destruction des ouvrages autorisés, les droits à lui conférés par son règlement d'usine subsistent en principe.

La question soumise à l'Administration consiste à savoir, si dans le moment présent le rétablissement de l'ancien état de choses ne paraît pas devoir présenter d'inconvénients au point de vue de l'intérêt général, s'il n'y a pas lieu de prescrire certaines précautions spéciales pour l'exécution des travaux. La plupart du temps ce sera un cas où, suivant l'opinion que nous allons indiquer, le Préfet pourra accorder la permission demandée sans qu'il ait été procédé à aucune nouvelle formalité d'instruction.

Si au contraire le propriétaire des ouvrages démolis laissait passer un long espace de temps sans demander à rétablir sa retenue, nous pensons que sa situation ne serait plus aussi favorable.

D'une part des modifications s'étant produites dans l'état des lieux pourraient exiger qu'il soit procédé à une nouvelle instruction et à l'émission d'un nouveau règlement. D'autre part, nous croyons que, au bout d'un temps moralement suffisant pour permettre de le considérer comme ayant tacitement renoncé à ses droits antérieurs, le propriétaire de la retenue détruite pourrait être déclaré déchu des avantages résultant pour lui de son règlement d'eau. Il y a, semble-t-il, même raison de décider en ce

sens, que dans le cas précédemment examiné du permissionnaire nouvellement autorisé qui négligerait pendant un temps trop considérable d'entreprendre ou d'achever ses travaux. Nous avons dit à ce sujet que l'Administration pourrait prononcer la déchéance de ce permissionnaire même si aucun délai ne lui avait été imparti dans son règlement d'eau.

b. Deuxième hypothèse. — Le propriétaire d'une usine régulièrement autorisée peut-il supprimer sa retenue à sa volonté et sans être obligé d'accomplir aucune formalité préalable ?

Cette question présente un intérêt tout particulier, dans le cas où un usinier est astreint à cause de l'existence de sa retenue à des obligations spéciales pour l'entretien d'un cours d'eau. Pourrait-il se soustraire à ces obligations en supprimant de sa propre autorité tous les ouvrages qui constituent sa retenue ?

Le Conseil d'Etat dans un arrêt du 23 juillet 1886 (1), s'est prononcé dans le sens de l'affirmative. Nous croyons cependant que cet arrêt pris en envisageant la question à un point de vue tout spécial n'est pas de nature à fixer la jurisprudence, en ce sens que la suppression des retenues sur les cours d'eau non navigables peut être opérée librement. Cette suppression étant le plus souvent de nature à causer des perturbations dans le régime des eaux, nous paraît au contraire être en principe soumise à l'autorisation administrative. (En ce sens : Boulé et Lescuyer *Code des cours d'eau*, n° 155). On peut, semble-t-il, invo-

1. C. E. 23 juillet 1886. Nau-Lebon, 1886-649.

quer à l'appui de cette opinion un arrêt du Conseil d'Etat du 30 mars 1855(1) par lequel la haute juridiction administrative s'est refusée à prononcer l'annulation d'un arrêté pris par un Préfet dans le but de prescrire le rétablissement de barrages détruits par leur propriétaire.

Nous pensons d'ailleurs que dans son intérêt même et pour échapper à toute obligation et à toute responsabilité dans l'avenir, le permissionnaire qui veut supprimer sa retenue a avantage à adresser une demande à l'autorité préfectorale. Cette demande ne sera pas soumise à l'instruction prévue par la circulaire du 23 octobre 1851, car il n'y a pas lieu de rechercher si elle doit être favorablement accueillie, on ne peut évidemment obliger un particulier à conserver des ouvrages qui lui appartiennent. Mais le Préfet, après s'être procuré tous les renseignements nécessaires prescrira s'il y a lieu en accordant l'autorisation demandée, l'adoption de dispositions spéciales dans les opérations à effectuer. Après l'achèvement de ces opérations les Ingénieurs du service hydraulique dresseront un procès verbal de récolement constatant que la retenue a été supprimée et que tous les travaux nécessaires ont été exécutés. Enfin le préfet rapportera l'arrêté réglementant la retenue.

Cette procédure adoptée à diverses reprises pendant ces dernières années nous paraît de tous points recommandable. Elle coupe court à toute difficulté, car l'Administration ayant formellement pris acte de la renonciation

1. C. E. 30 mars 1855. Delettre. Dalloz, 1855-3-34.

du permissionnaire au bénéfice de son règlement, les droits conférés par ce règlement sont définitivement éteints et personne ne peut plus exiger l'accomplissement des obligations correspondant à ces droits.

SECTION 3. — *Des prises d'eau servant à des usages autres que l'industrie et notamment à l'irrigation.*

En dehors des usages industriels les riverains des cours d'eau non-navigables ont le droit de pratiquer des prises d'eau et des dérivations pour l'irrigation (1), et pour l'alimentation d'établissements divers, abreuvoirs, lavoirs, routoirs, pièces d'eau d'agrément, etc.

Ces prises et ces dérivations nécessitent l'installation d'ouvrages plus ou moins importants, nous allons dans un premier paragraphe indiquer les formalités relatives à l'établissement de ces ouvrages.

Dans un second paragraphe nous compléterons notre étude sur la nature et l'étendue des droits des riverains, en examinant différentes questions qui se posent spécialement au sujet de l'irrigation.

§ 1. — *Réglementation. Observations générales*

Nous avons vu que dans l'état actuel de notre droit il ne peut être établi aucun ouvrage permanent ou tempo-

1. A l'irrigation il convient d'assimiler la submersion pratiquée en hiver pour la défense des vignes contre le phylloxéra.

raire dans les cours d'eau, il ne peut être pratiqué aucune coupure ou prise d'eau dans les berges sans une autorisation administrative.

Quelles sont les formalités qui dans chaque espèce, doivent précéder la décision de l'Administration ?

Comme nous l'avons déjà constaté les règles qui ont été exposées dans la section précédente en ce qui concerne tant les mesures d'instruction que les dispositions des règlements administratifs ont été spécialement prévues pour les usines. La circulaire de 1851 notamment, qui est le texte principal en la matière ne s'occupe d'une façon explicite que de cette sorte d'établissements ; les dispositions de l'instruction générale du 19 thermidor an VI s'appliquent au contraire à tous les ouvrages formant obstacle au libre cours des eaux, usines, écluses, batardeaux, digues etc.

L'enquête de vingt jours prévue par cette instruction générale est donc nécessaire toutes les fois qu'il s'agit d'autoriser une œuvre susceptible d'exercer une sérieuse influence sur le régime d'un cours d'eau. En est-il de même des formalités supplémentaires prescrites par la circulaire de 1851 ? Ce serait peut-être aller trop loin que de donner une solution aussi générale mais toutes les fois qu'une entreprise paraît devoir produire sur l'écoulement des eaux des effets analogues à ceux qu'entraîne le fonctionnement d'une usine, il paraît rationnel de recourir avant d'autoriser cette entreprise à toutes les mesures d'information qui ont été précédemment indiquées.

C'est ainsi que lorsque la demande soumise à l'Administration prévoit l'installation d'un barrage dans le cours

d'eau, on ne verrait pas de raison de ne pas instruire cette demande dans la forme fixée pour les usines spécialement à cause des barrages que comportent presque toujours ces établissements. L'Administration fait de ce principe une application rigoureuse, elle soumet aux deux enquêtes et à la visite des lieux, toutes les demandes ayant pour objet la création de retenues devant servir à l'irrigation, à la submersion des vignes, ou à l'alimentation d'établissements quelconques.

Toutes les fois qu'il s'agit au contraire d'entreprises qui ne doivent pas influencer beaucoup sur l'écoulement des eaux comme par exemple des dérivations peu considérables à établir sans barrages, les formalités d'instruction peuvent être considérablement simplifiées. Il appartient à l'Administration d'apprécier dans quelles proportions, mais dans beaucoup d'espèces l'enquête de vingt jours prescrite par l'instruction générale de l'an VI est suffisante. Si les résultats de cette enquête sont favorables, le Préfet prend un arrêté d'autorisation dans une forme très simple, il n'est même pas obligé de soumettre cet arrêté au contrôle de l'administration supérieure.

Dans les cas même où les travaux à exécuter sont trop peu importants pour pouvoir modifier sensiblement le régime de la rivière, dans ceux par exemple où il s'agirait de l'installation d'ouvrages temporaires incapables de nuire sérieusement à l'intérêt général, nous croyons que le Préfet pourrait, après avoir pris l'avis des ingénieurs du service hydraulique, accorder l'autorisation demandée sans qu'il ait été procédé à aucune formalité d'instruction.

Ces principes ne nous semblent pas avoir été modifiés par la nouvelle loi dont l'article 12 ne nous paraît viser que les ouvrages établis en lit de rivière et susceptibles d'exercer une notable influence sur le régime ou le mode d'écoulement des eaux.

Au point de vue de la forme des autorisations administratives, il est constaté dans la circulaire du 26 décembre 1884 que dans son ensemble le modèle de règlement d'usine annexé à cette circulaire convient également à la rédaction des arrêtés concernant les autres prises d'eau. Il est en conséquence recommandé aux ingénieurs de se conformer dans la préparation de ces arrêtés aux dispositions dudit modèle sauf à y apporter les modifications nécessitées par chaque espèce.

Il est à peine besoin de rappeler à cet égard que, quand il s'agit de dérivations à établir sans barrages, la forme des arrêtés d'autorisation peut être considérablement simplifiée.

Mais même quand il s'agit de prises d'eau comportant une retenue et surtout en matière d'irrigations, les dispositions réglementaires peuvent s'écarter assez sensiblement des termes fixés pour les arrêtés autorisant des usines.

Les retenues opérées en vue de l'arrosage se pratiquent en effet le plus souvent au moyen de barrages qui ne sont placés dans les cours d'eau qu'à certaines époques de l'année et d'une façon intermittente. Ces circonstances et le désir de favoriser les irrigations ont amené l'Administration à insérer dans la Circulaire de 1884 certaines dispositions ayant pour but de simplifier les instal-

lations et de réduire les dépenses imposées aux permissionnaires. D'après cette même circulaire, le niveau des retenues peut être sensiblement relevé pour faciliter les arrosages à la condition que ces arrosages n'aient pas lieu pendant plus de 48 heures chaque semaine (1).

Rappelons en terminant que dans les règlements particuliers l'autorité préfectorale doit observer et rappeler, s'il y a lieu, les dispositions des règlements généraux qui répartissent entre les divers groupes d'intéressés les eaux de certaines rivières. Ces dispositions présentent pour les irrigations une importance toute particulière.

Les prises d'eau d'alimentation soumises aux règles générales que nous avons précédemment exposées comme présidant à l'exercice des facultés reconnues aux riverains par l'article 644 du Code civil, ne donnent lieu à aucune autre observation intéressante au point de vue juridique. Au sujet de l'irrigation il nous reste au contraire plusieurs questions à examiner.

§ 2. — *Observations spéciales à la matière des irrigations.*

L'irrigation déjà très pratiquée à la fin du siècle dernier, surtout dans le midi de la France, était comme nous avons déjà eu l'occasion de le remarquer le mode prin-

1. Dans la pratique l'Administration fait fréquemment bénéficier des mêmes avantages, des barrages servant à des usages autres que l'arrosage, mais devant fonctionner dans les mêmes conditions que les barrages d'irrigation.

principal d'utilisation des eaux à l'époque de la promulgation du Code civil.

Si depuis lors les usines se sont multipliées sur les cours d'eau de façon à placer à peu près sur une même ligne les intérêts industriels et les intérêts agricoles, la fertilisation des terres par l'arrosage n'a rien perdu pour cela de son importance, elle constitue toujours un élément essentiel de la richesse publique, et il y a un avantage de premier ordre à faciliter l'exercice des irrigations sur tous les points du territoire.

Bien que lors de la rédaction de l'article 644 l'irrigation ait évidemment tenu la première place dans la préoccupation du législateur, on peut se demander si le système consacré par cet article est le mieux de nature à favoriser l'intérêt général.

Quelle que soit la solution de cette question, sur laquelle nous reviendrons dans la suite, l'insuffisance des droits concédés par le Code aux riverains eux-mêmes a été depuis longtemps reconnue et les deux lois des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847 sont venues notablement augmenter ces droits pour développer la pratique des arrosages.

I. — Dans notre étude d'ensemble des droits des riverains à l'usage des eaux des rivières non-navigables, nous avons examiné les limites apportées dans l'intérêt des couseurs à l'exercice de ces droits. Il nous reste à étudier au sujet de l'étendue de ces mêmes droits deux questions qui intéressent spécialement la pratique des irrigations.

Première question. — Un propriétaire riverain peut-

il arroser des terres qui sont séparées de son fonds riverain par d'autres fonds intermédiaires ?

Mettons tout d'abord de côté le cas où tous les fonds dont il s'agit appartiennent au même propriétaire qui possédant par exemple une prairie riveraine, des terres arables et une prairie non-riveraine, veut opérer l'irrigation de cette dernière prairie. Dans cette hypothèse il n'y a aucune difficulté et tout le monde est d'accord pour reconnaître la légalité de l'entreprise projetée.

Notre question ne présente d'intérêt que quand le fonds riverain et le fonds à irriguer d'une part, les fonds intermédiaires d'autre part appartiennent à des propriétaires différents.

Certains auteurs ont soutenu que dans ce cas l'irrigation n'était pas possible, ils se basent sur ce que le droit qui appartient au riverain est attaché à la situation de son héritage. « Celui dont la propriété borde une eau courante dit l'article 644 ». Comme propriétaire d'un fonds éloigné de la rivière le riverain ne peut avoir plus de droit à l'usage des eaux que n'en aurait un possesseur quelconque de ce dernier fonds. On ajoute que le bénéfice de l'emploi des eaux est accordé en compensation des inconvénients résultant du voisinage de la rivière, or ces inconvénients ne peuvent s'appliquer à des propriétés distantes des cours d'eau.

L'opinion contraire, favorable à l'irrigation des fonds non riverains, a rallié un plus grand nombre de suffrages (Daviel, *Des cours d'eau* n° 286. Demolombe, Code civil, Tome 11, n°s 150 et 210) et a été sanctionnée par la ju-

risprudence (1). Pour défendre cette opinion on invoque aussi les termes de l'article 644 du Code civil qui permet au riverain d'employer les eaux courantes pour l'arrosage de ses propriétés sans établir aucune distinction entre ces propriétés. On se base sur ce que l'extension des irrigations est de nature à assurer une plus complète utilisation des eaux et par suite à favoriser l'intérêt général. On prétend enfin trouver un argument concluant dans les termes de la loi du 29 avril 1845 qui permet au propriétaire voulant se servir pour l'irrigation des eaux dont il a le droit de disposer, d'obtenir le passage de ces eaux sur les fonds qui les séparent de son domaine. (Demolombe, Code civil, Tome 11, n° 150).

Ce dernier argument ne nous paraît pas concluant car comme nous avons déjà eu l'occasion de le constater, il a été spécifié au cours de la discussion qui a précédé l'émission de la loi de 1845, que cette loi ne devait en aucune façon porter atteinte aux principes posés dans le Code civil. Le texte précité trouve d'ailleurs son application, comme nous aurons l'occasion de le voir, dans de nombreuses hypothèses autres que celle qui nous occupe.

Nous nous rallierons néanmoins au second des systèmes que nous avons exposés, influencés surtout par les avantages que présente l'application de ce système au point de vue de l'intérêt général. Nous ne nous arrêterons même pas aux scrupules qui ont amené certains auteurs à penser que sur ses deux fonds le riverain ne pouvait dans tous

1. C. C.-17 janvier 1888, Challeton et Canoville c. Thirouin et Cie Sirey, 1888, I. 149.

les cas utiliser plus d'eau que n'en nécessiterait l'irrigation du seul fonds riverain ; une semblable limitation serait de nature à provoquer de nombreuses contestations, elle apporterait semble-t-il une entrave à la complète utilisation des eaux, aussi croyons-nous qu'il est préférable de laisser à l'autorité judiciaire le soin de fixer en cas de réclamation la quantité d'eau qui peut être dérivée. Cette solution paraît constituer la meilleure manière de concilier, suivant les principes du droit commun, tous les intérêts, en présence. (En ce sens Picard, *Traité des Eaux*. Tome I, page 360. Boulé et Lescuyer, *Code des cours d'eau*, n° 90).

2^e Question. — En cas de réunion au fonds riverain de terres non riveraines, ces terres doivent-elles profiter du bénéfice de l'irrigation ?

Observons tout d'abord que cette situation peut se produire dans deux cas distincts, celui de l'acquisition du fonds riverain par un non riverain et réciproquement celui de l'acquisition des terres éloignées du cours d'eau par le propriétaire riverain.

Pour soutenir la négative sur la question qui nous occupe, on fait observer qu'une servitude existant sur un fonds déterminé ne saurait être aggravée par suite de l'accroissement du fonds dominant. On prétend que l'extension du bénéfice de l'irrigation, si elle était admise, serait illimitée et que par suite d'acquisitions successives un riverain pourrait absorber des quantités d'eau de plus en plus considérables au détriment des autres usagers de la rivière.

En réponse au premier de ces arguments, il nous suffi-

ra de rappeler que, comme nous avons déjà eu l'occasion de le constater, les droits d'usage reconnus par l'article 644 du Code civil ne peuvent être assimilés à de véritables servitudes. Ce sont bien plutôt, comme le dit Demolombe des attributs de la propriété riveraine qui doivent être réglés d'après les principes particuliers sur lesquels repose la loi qui les a créés (Code civil-10, n° 139). Or le texte dudit article 644 attribue le droit à l'usage des eaux, à celui dont la rivière borde ou traverse l'héritage sans renfermer aucune restriction au point de vue de l'étendue des propriétés riveraines ou de l'époque à laquelle elles ont été acquises. Il est d'autant plus rationnel de s'en tenir aux termes précis de cet article qu'on ne verrait pas le moyen d'appliquer le système inverse. Comment pourrait-on en effet fixer la surface à laquelle devrait rester limitée chaque propriété riveraine ? A quelle époque faudrait-il se placer pour déterminer cette surface ? Vouloir se référer au moment où les droits de chaque propriétaire ont été constitués, ce serait, suivant l'expression de Daviel, remonter au déluge, il serait également à peu près impossible de dresser un état des domaines riverains lors de la promulgation du Code et d'ailleurs en l'absence de texte, le choix de cette époque comme celui de tout autre date serait arbitraire.

Quant aux craintes qui ont été exprimées au sujet des abus pouvant résulter d'acquisitions successives faites par les riverains, elles ne paraissent pas fondées, en présence des pouvoirs de l'autorité judiciaire. Il n'est pas douteux notamment que, si en accroissant son domaine un riverain venait à priver les autres usagers du cours d'eau, de la

faculté d'exercer des droits dont ils jouissaient auparavant, ces usagers auraient la ressource de s'adresser aux tribunaux civils pour faire régler l'usage des eaux en vertu de l'article 645 du Code civil.

Les deux questions que nous venons d'examiner font bien ressortir, semble-t-il, les nombreux inconvénients présentés par le système adopté par notre législation au sujet des irrigations, elles montrent les controverses que ce système a fait naître, les multiples contestations qu'il peut engendrer.

En présence de ces divers inconvénients, il est permis de se demander s'il n'eût pas été préférable, comme l'ont fait certaines législations étrangères soit de laisser à l'Administration le soin de disposer des eaux d'une façon absolue, soit de permettre l'arrosage des terres riveraines jusqu'à une certaine distance du cours d'eau uniformément fixée sur chaque bord. Cette distance pourrait d'ailleurs varier pour les différentes rivières suivant le débit de chacune d'entre elles.

De semblables systèmes seraient, semble-t-il, la source de moins de difficultés dans leur application, ils seraient en même temps plus conformes à l'équité et plus favorables au bon emploi des eaux dont l'utilisation plus ou moins complète ne serait plus subordonnée aux circonstances fortuites résultant de l'étendue des propriétés riveraines.

II. — Il nous reste à étudier au sujet des irrigations les deux lois des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847 dont nous avons précédemment parlé, et qui ont eu pour but de faciliter aux riverains l'exercice du droit d'irrigation à eux reconnu par le Code civil.

A. — *Loi du 29 avril 1845 sur les irrigations.*

Cette loi aussi connue sous le nom de loi d'Angeville, du nom du député qui en a proposé l'adoption, n'a pas comme le constate Daviel, l'importance que son titre officiel pourrait faire supposer, il eut été plus conforme à la réalité de l'appeler « Loi sur la conduite des eaux en cas d'enclave ». Ce titre aurait eu de plus l'avantage de s'appliquer aux dispositions de l'article 3 qui ne concerne pas les irrigations.

TEXTE.

Article 1^{er}. — Tout propriétaire qui voudra se servir pour l'irrigation de ses propriétés des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer, pourra obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires, à la charge d'une juste et préalable indemnité.

Sont exceptés de cette servitude les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenant aux habitations.

Article 2. — Les propriétaires des fonds inférieurs devront recevoir les eaux qui s'écoulent des terrains ainsi arrosés sauf l'indemnité qui pourra leur être due.

Seront également exceptés de cette servitude les maisons cours, jardins, parcs et enclos attenant aux habitations.

Article 3. — La même faculté de passage sur les fonds intermédiaires pourra être accordée au propriétaire d'un

terrain submergé en tout ou en partie, à l'effet de procurer aux eaux nuisibles leur écoulement.

Article 4. — Les contestations auxquelles pourront donner lieu l'établissement de la servitude, la fixation du parcours de la conduite d'eau, de ses dimensions, et de sa forme et les indemnités dues soit au propriétaire du fonds traversé, soit à celui du fonds qui recevra l'écoulement des eaux seront portées devant les tribunaux qui en prononçant, devront concilier l'intérêt de l'opération avec le respect dû à la propriété. Il sera procédé devant les tribunaux comme en matière sommaire, et s'il y a lieu à expertise il pourra n'être nommé qu'un seul expert.

Article 5. — Il n'est aucunement dérogé par les présentes dispositions aux lois qui règlent la police des eaux.

ARTICLE 1^{er}

L'article 1^{er} crée une servitude d'aqueduc pour le passage des eaux servant à l'irrigation (1).

Le texte de cet article donne lieu aux observations suivantes :

1° Tout *propriétaire* qui voudra se servir *pour l'irrigation* de ses *propriétés*.

a. La servitude en question est bien stipulée spéciale-

1. L'idée de cette disposition n'est pas nouvelle, la servitude d'aqueduc existait au 13^e siècle dans la législation de l'Italie méridionale, elle était reconnue en France par un édit de Henri II du 26 mai 1547 (Demolombe, Code civil, tome 11, n° 202).

ment en faveur de l'irrigation, elle ne saurait s'appliquer aux usages industriels ou d'agrément. Elle s'applique par contre à toutes les natures d'irrigation et peut être demandée pour arroser non seulement des prairies mais aussi des jardins, terres arables, bois, etc.

Il était de plus rationnel d'assimiler à l'irrigation la submersion des vignes, opération comme nous l'avons dit, tout à fait analogue. Une loi du 15 décembre 1888 a levé toute difficulté sur ce point en étendant formellement aux entreprises de submersion la servitude d'aqueduc créée par la loi de 1845.

b. Des mots *propriétaire* et *propriétés* employés dans le dit article il résulte que la servitude appartient seulement au propriétaire, du fonds à irriguer, et par suite à l'usufruitier qui jouit en principe de tous les droits appartenant au propriétaire mais non pas au fermier ou à tout autre détenteur précaire de ce fonds (Demolombe, Code civil, tome 11, n° 205).

2° Des eaux naturelles et artificielles dont il a le droit de disposer.

La servitude en question s'applique donc à toutes sortes d'eaux sans exception, eaux pluviales, eaux de sources, eaux des cours d'eau non-navigables, eaux obtenues par le creusement d'un puits artésien et il est seulement nécessaire que l'intéressé aie le droit de disposer de ces eaux quelles qu'elles soient. Nous avons déjà fait observer à cet égard qu'il avait été stipulé, lors de l'émission de la loi de 1845 que cette loi n'apportait aucune modification aux principes admis par le Code civil en la matière. Nous en avons conclu que c'était à tort que l'on

avait voulu invoquer les dispositions de cette même loi pour trancher des controverses qui s'étaient élevées sous la législation antérieure.

3° *Pourra obtenir le passage* de ces eaux sur les fonds intermédiaires.

a. Il s'agit ici d'une simple servitude de passage, la proposition originaire de M. d'Angeville prévoyait l'expropriation forcée des terrains nécessaires à la conduite des eaux.

Mais la Commission de la Chambre des députés rejeta cette disposition, par ce motif que l'expropriation ne peut être prononcée que pour un motif d'utilité publique bien constaté et non pour servir l'intérêt des particuliers.

b. Bien plus notre texte dit *pourra obtenir* et non *pourra réclamer* comme le portait le projet primitif, il ne s'agit donc pas d'une servitude légale proprement dite qui existe de plein droit au profit de l'intéressé, la servitude d'aqueduc prévue par la loi de 1845 doit être demandée aux tribunaux, qui sont en droit de la refuser si son exercice semble devoir présenter plus d'inconvénients que d'avantages.

4° A la charge d'une *juste et préalable* indemnité.

a. — L'indemnité doit être *juste* c'est-à-dire être la représentation exacte de tout le préjudice actuel ou éventuel que l'établissement de l'aqueduc peut causer au propriétaire grévé de la servitude. « Dans cette appréciation, disait M. Dalloz, rapporteur à la Chambre des Députés, doit entrer non seulement la valeur du terrain en lui-même, dont il se trouve privé par le canal et ses dépendances, mais encore l'évaluation du préjudice que lui cau-

sent la confection et l'existence du canal et la séparation de sa propriété en deux ou plusieurs parties ».

b. — L'indemnité doit être *préalable*. Elle ne pourrait donc pas être payée sous la forme d'une redevance annuelle.

5° Sont exceptés de cette servitude les maisons, cours, jardins, parcs et enclos, attenant aux habitations.

On a pensé que dans de semblables circonstances les avantages procurés au propriétaire de l'héritage arrosé ne pourraient justifier la gêne considérable qui serait causée au détenteur du fonds servant.

Il va de soi d'ailleurs que les terrains faisant partie du domaine public échappent à la servitude en question comme ils échappent aux servitudes de tout autre nature par leur caractère même. C'est seulement en vertu d'autorisations administratives précaires et révocables que des aqueducs peuvent être établis sous les routes, chemins, canaux ou sur leurs dépendances (1) (Picard. *Traité des Eaux*. Tome 4, page 18).

6° Celui qui obtient l'usage de la servitude a naturellement le droit d'exécuter tous les travaux nécessaires pour établir la conduite des eaux. Il a de plus, conformément à la règle générale en matière de servitude, le droit de circuler sur le fonds servant pour y assurer l'entretien de cette conduite.

7° On s'est demandé si le propriétaire d'un fonds riverain, qui par suite de l'escarpement des berges ou pour toute autre raison ne pourrait pratiquer de dérivation en

1. C. E. 8 mars 1860. Sillé. Lebon, 1860-197.

regard de son héritage serait en droit d'invoquer l'article 1^{er} de la loi de 1845 pour établir une prise d'eau sur le fonds d'autrui. Nous croyons qu'il faut répondre à cette question négativement, en effet l'établissement d'une dérivation entraîne presque toujours la construction de divers ouvrages. à son origine, il est de plus nécessaire d'effectuer d'assez fréquentes manœuvres pour ouvrir et fermer la prise d'eau qui doit rester close en dehors des périodes d'irrigation. Ces travaux et ces manœuvres constitueraient une notable aggravation de la servitude prévue par la dite loi de 1845 qui n'impose au propriétaire du fonds servant que le passage d'un aqueduc et dont les dispositions ne sauraient être interprétées d'une façon extensive. (En ce sens, Demolombe, Code civil, tome 11, n° 212. Picard. *Traité des eaux*. Tome 4, page 16).

Il est toutefois certain que si un riverain consentait à l'établissement dans ces conditions d'une prise d'eau, sur son héritage, la servitude d'aqueduc s'appliquerait sans difficulté aux propriétés intermédiaires qui pourraient séparer le fonds riverain du fonds à arroser.

8° Ajoutons que le propriétaire de l'héritage dans lequel passe l'aqueduc, établi en vertu de l'article 645 ne peut réclamer l'usage des eaux à leur passage. Une proposition faite en 1845 sur la demande de plusieurs conseils généraux et tendant à reconnaître ce droit d'usage, a été rejetée par la Chambre des Députés. Il est cependant sans difficulté que le propriétaire du fonds servant pourrait exercer, à la seule condition de ne pas porter préjudice au possesseur des terrains arrosés, les droits que nous avons indiqués comme appartenant à tous sur

les eaux courantes, par exemple puiser de l'eau pour les besoins domestiques, abreuver les bestiaux etc.

ARTICLE 2.

1^o Les propriétaires des fonds inférieurs *devront recevoir* les eaux qui s'écoulent des fonds ainsi arrosés.

a. — Ce texte institue une servitude d'écoulement des eaux d'irrigation qui est une conséquence forcée de la servitude d'aqueduc. Si en effet le propriétaire qui profite de cette dernière servitude n'avait pas le droit de déverser sur les fonds inférieurs, le trop plein de ses eaux d'irrigation, il se trouverait fréquemment dans l'impossibilité de profiter des avantages qui lui sont conférés par l'article 1^{er} de la loi de 1845. Il ne pourrait en effet invoquer dans une semblable espèce l'article 640 du Code civil, car cet article ne concerne que le passage des eaux qui descendent des fonds supérieurs sans que la main de l'homme y ait contribué. La nécessité de la servitude d'écoulement est même toute spéciale quand il s'agit des eaux d'une rivière non-navigable puisque ces eaux doivent aux termes de l'article 644 êtres rendues à leur cours naturel.

b. — Remarquons que le texte dont il s'agit, ne prévoit pas seulement, comme celui de l'article 1^{er}, la possibilité d'obtenir une servitude, il dit les propriétaires des fonds inférieurs *devront recevoir*. La servitude d'écoulement des eaux existe donc de plein droit et n'a pas besoin d'être expressément concédée, dès lors que celle d'aqueduc a été accordée par l'autorité judiciaire.

2° Sauf l'indemnité qui *pourra* leur être due.

Observons que le législateur ne subordonne plus ici l'exercice de la servitude au paiement d'une juste et préalable indemnité, il dit simplement qu'une indemnité *pourra* être due.

Cette différence se justifie facilement. En effet au cas de servitude d'aqueduc le propriétaire du fonds traversé est toujours privé de la jouissance d'une partie de son fonds par l'établissement d'une conduite, il ne reçoit aucune compensation appréciable, puisqu'il n'a pas en principe le droit de se servir des eaux. La servitude d'écoulement des eaux à l'inverse, s'exerce souvent sans nécessiter l'installation d'aucun ouvrage et par le simple déversement d'eaux de colature (1) dont le passage a pour seul effet de fertiliser les terres. Dans tous les cas le propriétaire du fonds servant a le droit d'utiliser les eaux à leur passage. Il y aura donc matière à apprécier dans chaque espèce si les inconvénients résultant de l'exercice de la servitude l'emportent sur les avantages procurés à l'héritage grevé ; en cas de contestation les tribunaux civils auront à se prononcer sur ce point.

3° Seront également exceptés de cette servitude les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations.

Bien que la servitude d'écoulement des eaux soit moins onéreuse que celle d'aqueduc, ses inconvénients ont paru

1. On désigne sous le nom d'eaux de colature, la surabondance des eaux employées à l'irrigation (Lévy Salvador *Hydraulique agricole*, tome II page 452).

suffisants pour justifier l'admission des mêmes exceptions.

4° En terminant notre étude de l'article 2, il est à peine besoin d'ajouter que dans les cas où l'écoulement des eaux nécessite l'établissement d'ouvrages spéciaux ces ouvrages doivent, suivant le droit commun en matière de servitudes, être établis aux frais du propriétaire du fonds dominant.

ARTICLE 3.

Cet article ne concerne pas les eaux des cours d'eau non-navigables nous aurons seulement l'occasion d'en rappeler les dispositions en étudiant les obligations des riverains de ces cours d'eau.

ARTICLE 4.

Cet article ne fait qu'appliquer les principes consacrés par l'article 645 du Code civil, en confiant aux tribunaux ordinaires un pouvoir discrétionnaire pour la conciliation de tous les intérêts en présence. Les tribunaux peuvent notamment fixer le parcours de la conduite d'eau, ses dimensions et sa forme, il leur appartient donc de décider quels sont parmi les fonds inférieurs ceux sur lesquels les eaux doivent s'écouler. Ce ne sera pas toujours ceux vers lesquels la pente du sol dirigerait naturellement ces eaux ; des considérations tirées notamment de la valeur des terrains à employer ou de difficultés matérielles s'opposant à l'exécution des travaux, peuvent motiver le choix d'un autre passage.

ARTICLE 5.

Cet article réserve les droits supérieurs de l'Administration qui doit, suivant la règle générale, exercer ses pouvoirs de police sur la dérivation à établir, autoriser notamment tous ouvrages à installer dans la rivière et surveiller la restitution des eaux à leur cours naturel.

B. — *Loi du 11 juillet 1847*

TEXTE

Article 1^{er}. — Tout propriétaire qui voudra se servir pour l'irrigation des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer pourra obtenir la faculté d'appuyer sur la propriété du riverain opposé les ouvrages d'art nécessaires à sa prise d'eau, à la charge d'une juste et préalable indemnité. Sont exceptés de cette servitude les bâtiments cours et jardins attenant aux habitations.

Article 2. — Le riverain sur le fonds duquel l'appui sera réclamé pourra toujours demander l'usage commun du barrage en contribuant pour moitié aux frais d'établissement et d'entretien ; aucune indemnité ne sera respectivement due dans ce cas et celle qui aurait été payée devra être rendue. Lorsque cet usage commun ne sera réclamé qu'après le commencement ou la confection des travaux, celui qui le demandera devra supporter seul l'excédent de dépense auquel donneront lieu les change-

ments à faire au barrage pour le rendre propre à l'irrigation des deux rives.

Article 3. — Les contestations auxquelles pourra donner lieu l'application des deux articles ci-dessus seront portées devant les tribunaux. Il sera procédé comme en matière sommaire et s'il y a lieu à expertise le tribunal pourra ne nommer qu'un seul expert.

Article 4. — Il n'est nullement dérogé par les présentes dispositions aux lois qui règlent la police des eaux.

La loi du 11 juillet 1847 constitue en quelque sorte le complément de celle que nous venons d'étudier, une proposition avait même été faite en 1845 dans le but de faire consacrer par la loi du 29 avril la faculté d'appui des barrages d'irrigation. Cette proposition alors écartée fut reprise avec succès deux ans plus tard.

ARTICLE 1^{er}

L'article 1^{er} crée une servitude d'appui en faveur de celui qui, ayant le droit d'installer un barrage sur une rive, ne pourrait, d'après les principes du Code civil, appuyer ce barrage sur l'autre bord du cours d'eau.

1^o Nous retrouvons au commencement de cet article exactement les termes de l'article 1^{er} de la loi de 1845, aussi nous ne pouvons que rappeler les considérations développées au sujet de la servitude d'aqueduc en ce qui concerne les usagers qui peuvent bénéficier de cette servitude, la nature des eaux auxquelles elle s'applique, le droit qui appartient au seul propriétaire ou usufruitier d'en profiter, le pouvoir discrétionnaire dont dispose le

tribunal pour admettre ou rejeter la demande tendant à obtenir la faculté d'appui.

2° Notre article dit appuyer *sur la propriété du riverain opposé*, il s'ensuit que la servitude ne peut être demandée que sur une seule rive par un propriétaire ayant la faculté d'établir sa prise d'eau sur l'autre rive, une personne, même étant en droit à un titre quelconque de disposer des eaux d'une rivière ne pourrait demander à appuyer son barrage sur les deux bords à la fois, en vertu de la loi de 1847.

Il ne faudrait pas toutefois interpréter les mots *propriété du riverain opposé*, comme exigeant que le fonds sur lequel le barrage doit être appuyé soit situé exactement en face de l'endroit où se pratique la prise d'eau, rien n'empêche d'autoriser l'enracinement du barrage à un point situé en amont ou en aval, si l'état des lieux rend cette disposition plus avantageuse (En ce sens Garnier *Commentaire sur la loi du 11 juillet 1847*, pages 4 et 5. Demolombe, Code civil, tome 11, n° 230. Picard, *Traité des eaux*, tome I, page 372).

3° L'exercice de la servitude d'appui est comme celui de la servitude d'aqueduc subordonné au paiement d'une juste au préalable indemnité. Cette indemnité, dit Demolombe, doit être adæquate au dommage actuel direct et défini que la loi de 1847 permet de causer au propriétaire de la rive opposée, le dommage en général très minime est uniquement celui qui résulte de l'appui même du barrage (Code civil, Tome 11, n° 231 *bis*).

Nous croyons avec M. Picard qu'il faudrait aussi tenir

compte de la servitude d'accès du barrage (*Traité des cours d'eau*. Tome I, page 372).

Mais il est hors de doute qu'il y a pas lieu de s'occuper aussi des dommages futurs et éventuels qui pourraient résulter du fonctionnement de la retenue après l'établissement du barrage.

4° Observons enfin que l'article 1^{er} de la loi de 1847, soustrait à l'exercice de la servitude d'appui les bâtiments, cours et jardins attenant aux habitations et ne parle pas des parcs et enclos également dispensés de la servitude d'aqueduc.

Cette différence s'explique facilement en présence de la gêne, sensiblement moins grande qu'apporte à la propriété la servitude d'appui, qui n'occupe qu'un seul point tandis que l'autre a besoin, pour s'exercer, d'une notable étendue de terrain.

ARTICLE 2.

Dans un but d'économie générale, le législateur a été amené à appliquer aux barrages établis entre des terrains appartenant à des particuliers différents des règles analogues à celle de la mitoyenneté. Ces règles se comprennent d'elles-mêmes et ne nécessitent aucune explication, il convient cependant de faire observer que le riverain qui profite des dispositions de l'article 2 acquiert non-seulement l'usage commun mais aussi la propriété indivise du barrage.

Ajoutons que les exceptions prévues par l'article 1^{er} en faveur des bâtiments, cours et jardins ne s'appliquent pas aux cas réglés par l'article 2, ces exceptions ont en effet

été admises à cause de la gêne que causerait dans des circonstances spéciales l'établissement d'ouvrages nouveaux, elles ne sauraient se justifier quand il s'agit de la cession de droits sur des ouvrages préexistants.

Constatons enfin que ledit article 2, n'est pas dans la pratique susceptible de fréquentes applications, en effet rien ne peut empêcher un riverain de profiter de la surélévation des eaux résultant d'un barrage construit par le riverain de face, il n'a nullement besoin pour cela de réclamer l'usage commun de la retenue et comme il bénéficie d'une situation existante, à laquelle il n'apporte aucune modification dans son intérêt, on ne peut lui réclamer aucune indemnité. Il est toutefois à remarquer que le riverain qui profite dans ces conditions de l'existence d'une retenue n'a pas une situation aussi avantageuse que s'il avait acquis la copropriété du barrage, en effet l'usage qu'il exerce ne constituant aucun empiétement sur les droits de son riverain ne peut fonder aucune prescription, il n'acquiert donc aucun droit sur la retenue dont la suppression peut être opérée à toute époque sans qu'il puisse en aucune façon réclamer.

ARTICLES 3 ET 4.

Les articles 3 et 4 ne font que reproduire au sujet de l'intervention des pouvoirs judiciaires et administratifs, les principes consacrés par le Code civil et la loi de 1845.

CHAPITRE III

Droits divers appartenant aux riverains.

SECTION 1. — *Droit de pêche (1).*

a. — Avant la révolution le droit de pêche dans les rivières non navigables était un attribut de la puissance féodale. Un avis du Conseil d'Etat du 30 pluviôse an XIII a constaté que depuis l'abolition de la féodalité ce droit appartenait aux riverains et la loi du 15 avril 1829 a confirmé cette déclaration en édictant un ensemble de prescriptions destinées à protéger et réglementer l'exercice du droit reconnu aux riverains.

Nous n'aurons pas à examiner en détail ces prescriptions non plus que celles de la loi du 31 mai 1865 et du décret du 10 août 1875 modifié par celui du 18 mai 1878 qui régissent actuellement la jouissance du droit de pêche sur les cours d'eau non navigables. La plupart des dispositions de ces textes ont pour but d'empêcher la destruction du poisson et d'assurer la répression des contra-

1. Pour ces droits, comme pour ceux qui ont été étudiés dans le chapitre précédent, nous nous bornerons à signaler au fur et à mesure de notre travail les quelques rares modifications apportées à la législation antérieure par la loi du 8 avril 1898.

ventions commises en matière de pêche, elles ne sauraient rentrer dans le cadre de notre étude.

Nous nous bornerons à rechercher la véritable portée de l'article 2 de la dite loi de 1829 ainsi libellé :

« Dans tous les rivières et canaux autres que ceux qui sont désignés dans l'article précédent (1) les propriétaires riverains auront chacun de son côté le droit de pêche jusqu'au milieu du cours de l'eau sans préjudice des droits contraires établis par possession ou titres », et à donner quelques indications générales sur les limitations apportées dans l'intérêt public au droit absolu de pêcher sur les cours d'eau non-navigables, appartenant en principe aux riverains de ces cours d'eau.

b. — Les propriétaires riverains dit l'article précité auront le droit de pêche jusqu'au milieu du cours de l'eau.

Ce droit rentre dans la catégorie des droits d'usage que nous avons reconnu aux riverains des cours d'eau non navigables et qui leur sont accordés en compensation des charges inhérentes au voisinage de la rivière. Il appartient à chaque riverain jusqu'au milieu du cours d'eau c'est-à-dire suivant la règle que nous avons déjà posée en étudiant l'article 3 de la loi du 8 avril 1898, jusqu'à une ligne imaginaire que l'on suppose tracée au milieu même de la rivière et que l'on établirait en prenant le point central des perpendiculaires élevées d'un bord à l'autre. Il faut d'ailleurs remarquer que c'est le milieu du cours de

1. Il s'agissait dans l'article précédent des cours d'eau et canaux navigables.

l'eau et non pas le milieu du lit qu'on doit prendre en considération, d'où il suit que la ligne médiane varie quand l'eau se retire d'une partie de son lit pour se reporter vers l'autre.

c. — L'article 2 ajoute sans préjudice des droits contraires établis *par possession ou titres*.

Cette partie de notre article a donné lieu à de sérieuses difficultés, d'après certains auteurs il faut la comprendre en ce sens que le droit de pêche peut se trouver séparé pour toujours de la propriété riveraine soit par convention soit par prescription. Cette solution ne nous paraît pas exacte, nous croyons que le droit de pêche est un accessoire de la propriété riveraine, qui incorporé à cette propriété ne peut en être complètement détaché. Le Conseil d'Etat s'est prononcé en ce sens par un avis du 19 octobre 1811 (Commune d'Ibon) basé notamment sur le considérant suivant : « Considérant que le droit de pêche appartenant à la commune sur la rivière d'Iton résulte pour elle de la propriété des terrains communaux et en est une dépendance indivisible ».

Le droit de pêche est toutefois susceptible de faire l'objet de cessions temporaires ; même à des non-riverains à titre d'usage, d'usufruit ou de bail, il pourrait être prescrit par un riverain en ayant usé à l'exclusion des autres ayants-droit pendant le temps nécessaire à la prescription et sous la condition que ce riverain ait créé, quelque établissement permanent de pêcherie (1).

Ce sont ces dernières hypothèses que prévoit, cro-

1. Grenoble, 17 août 1842 ; Dalloz, 1844, 2. 161.

yons-nous, la mention « sans préjudice des droits contraires établis par possession ou titres ».

d. — Il résulte de ces principes, que le droit de pêche suit dans tous les cas le droit de propriété. Doit-il aussi être considéré comme compris dans le bail du fonds riverain auquel il est attaché ? La question est controversée, un grand nombre d'auteurs pensent qu'il y a lieu de distinguer selon que les produits de la pêche ont ou n'ont pas le caractère de fruits, ce caractère résultant de l'abondance du poisson et de l'exploitation régulière de la pêche. (En ce sens Troplong *Louage*, n° 163. Dalloz, *Pêche fluviale*, n° 14).

Nous inclinons à penser que dans le silence du contrat, il est plus rationnel de considérer la pêche comme appartenant de droit au fermier. En ce sens, (Duvergier, *Louage*, n° 75. Garnier, *Régime des Eaux*, n° 856).

e. — Le droit de pêche appartenant aux riverains est en principe absolu et exclusif; la pêche à la ligne flottante elle-même permise à tous sur les cours d'eau non-navigables est prohibée au public sur les cours d'eau non-navigables. Toutefois, comme nous l'avons dit précédemment, de nombreuses prescriptions sont venues limiter dans l'intérêt général de la conservation du poisson, l'exercice de ce droit absolu.

Nous avons, en traitant de la réglementation des usines, donné quelques indications au sujet des dispositions de la loi du 31 mai 1865 relatives à l'établissement dans certains cours d'eau d'échelles à poissons. Cette même loi prévoit pour le repeuplement des rivières l'interdiction de la pêche pendant des périodes pouvant s'éle-

ver jusqu'à cinq années. Elle accorde aux riverains pour cette interdiction qui peut d'ailleurs être renouvelée, des indemnités qui doivent être réglées par le Conseil de Préfecture après expertise, conformément à la loi du 16 septembre 1807.

Les autres mesures restrictives imposées aux riverains, sont relatives à l'interdiction de la pêche pendant certaines périodes chaque année, à l'interdiction de la vente du poisson pendant ces mêmes périodes, à la prohibition de certains engins et procédés de pêche et à celle de certains barrages.

f. — Des pénalités spéciales sont édictées pour la répression des délits de pêche, les poursuites exercées en la matière sont portées devant les tribunaux correctionnels.

g. — Observons en terminant que la police de la pêche fluviale, autrefois confiée à l'Administration des Eaux et Forêts, attribuée au service des Ponts-et-chaussées par un décret du 29 avril 1862 a été rendue à l'Administration des Forêts par un décret du 7 novembre 1896.

SECTION 2. — *Droit de chasse.*

Aucun texte ne parle du droit de chasse sur les cours d'eau non navigables, sans doute à cause du peu d'importance offert par la question.

Comme le droit de pêche, le droit de chasse était autrefois un droit féodal, nous croyons qu'il y a encore aujourd'hui toutes raisons d'assimiler les deux droits dans l'es-

pèce qui nous occupe et d'attribuer le droit de chasse aux riverains chacun jusqu'à la moitié du cours d'eau, comme compensation des inconvénients résultant du voisinage de la rivière. (En ce sens Boulé et Lescuyer, *Code des cours d'eaux*, n° 190, Girardeau, *La chasse*, n° 187).

Il est à peine besoin d'ajouter que sur les cours d'eau non navigables comme partout ailleurs l'exercice du droit de chasse est subordonné à l'observation des dispositions de la loi du 3 mai 1844 ; que nul ne peut notamment y chasser sans permis et en temps prohibé. La chasse du gibier d'eau peut d'ailleurs être l'objet de dispositions spéciales. (Loi du 22 janvier 1874).

SECTION 3. — *Droit d'extraire du lit, des matériaux des herbages et autres produits naturels.*

§ 1. — *Avant la loi du 8 avril 1898.*

a. — Les riverains doivent comme nous le verrons, procéder au curage ou en supporter la dépense au moins en partie, ils sont obligés de recevoir sur leurs terres les matériaux extraits du cours d'eau, lorsque cette opération est effectuée et ont évidemment la faculté de disposer de ces matériaux.

On s'était toutefois demandé si en dehors de ce cas spécial les riverains avaient le droit de procéder à des extractions de limon, sable et graviers, si ce droit était exclusif et ne pouvait appartenir à des non-riverains.

La question autrefois controversée était résolue dans le

sens de l'affirmative par la majorité des auteurs (Daviel, *Traité des cours d'eau*, n° 546. Demolombe, Code civil. Tome 10, n° 152), elle avait été tranchée de la même façon par la Cour de Cassation dans un arrêt du 22 février 1888 (1) qui paraissait avoir fixé définitivement la jurisprudence et qui semblait très bien justifié par les attendus suivants :

« Attendu que, si les cours d'eau non navigables ni flottables rentrent dans la classe des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous, cet usage a pour limite les droits, spécialement accordés par la loi aux riverains. Attendu que dans l'esprit de la loi les riverains étant exposés aux inconvénients et soumis aux charges résultant du voisinage des rivières non navigable ni flottables doivent en général en avoir les bénéfices ; que spécialement la loi du 14 floréal an XI en mettant à leur charge le curage et l'entretien de ces cours d'eau leur a virtuellement attribué le produit du curage et conféré le droit exclusif d'extraire le limon, les sables et les graviers. Attendu que si la faculté d'extraction était accordée à des tiers elle serait en opposition avec les droits expressément réservés par la loi aux riverains, notamment avec leurs droits sur la formation des alluvions (art. 556 du Code civil) sur les relais (art. 557) sur les îlots (art. 561) sur la pêche (Loi du 15 avril 1829) et qu'elle contrarierait même l'accomplissement des obligations qui leur sont imposées pour le curage et l'entretien des rivières, que c'est donc avec raison que l'arrêt atta-

1. C. C. 22 février 1888. Russe contre Martin. Dalloz, 1888-4-262.

qué a reconnu aux défendeurs éventuels, en tant que riverains d'un cours d'eau non navigable, le droit d'en extraire les sables et graviers et a refusé le même droit aux demandeurs en cassation parce qu'il n'étaient pas riverains du cours d'eau. »

b. — Le faucardement, c'est-à-dire l'enlèvement des végétaux existant dans les rivières est une des opérations que comporte le curage. Il était par suite impossible, dès lors que l'on reconnaissait aux riverains, pour les motifs qui viennent d'être indiqués un droit exclusif à l'extraction des matériaux, de leur refuser un droit semblable pour la récolte des herbes, roseaux et autres produits naturels du lit des cours d'eau non navigables.

§ 2. — *Sous le régime de la loi du 8 avril 1898.*

La propriété du lit des cours d'eau non navigables étant reconnue aux riverains, la question que nous venons de traiter ne pouvait plus présenter aucune difficulté sous le régime de la nouvelle loi.

Aux termes de l'article 547 du Code civil les fruits naturels de la terre appartiennent au propriétaire par droit d'accession.

L'article 3 de la nouvelle loi a fait l'application de ce principe dans les termes suivants.

« Chaque riverain a le droit de prendre dans la partie du lit qui lui appartient tous les produits naturels et d'en extraire de la vase, du sable et des pierres à la condition de ne pas modifier le régime des eaux et d'en exécuter

le curage conformément aux règles établies par le chapitre 3 du présent titre ».

SECTION 4. — *Droit d'avoir une barque sur la rivière.*

Les riverains peuvent avoir une barque sur la rivière et nous croyons qu'ils n'ont besoin de solliciter à ce sujet aucune autorisation.

D'après les indications du tableau annexé aux décrets des 25 mars 1852-13 avril 1861, le Préfet est compétent pour l'autorisation et l'établissement de bateaux particuliers. Malgré la généralité de cette disposition nous pensons qu'elle s'applique seulement aux cours d'eau navigables (En ce sens, Demolombe, Code civil. Tome 10, n. 161).

SECTION 5. — *Droit de prendre des mesures de défense contre la rivière.*

a. — Les riverains ont le droit d'établir tous ouvrages de défense nécessaires contre l'action des eaux, c'est le droit naturel de conservation, ce droit est toutefois soumis à la double condition de ne pas empiéter sur le lit du cours d'eau et de n'apporter au régime de la rivière aucun changement préjudiciable à l'intérêt général.

Le droit d'établir des endiguements se transforme le plus souvent en obligation pour les riverains quand il s'agit d'opérations importantes, aussi nous remettrons l'examen détaillé de cette matière à la dernière partie de

notre étude, où nous allons traiter des obligations des riverains.

b. — Constatons toutefois que pour protéger les berges, les riverains ont la faculté de planter sur les bords du cours d'eau des saules, des oseraies ou tous autres végétaux. Aucun texte n'a limité leurs droits sur ce point et n'a fixé de distance à observer.

Les riverains sont seulement tenus de récolter et d'enlever tous les arbres buissons et souches qui forment saillie sur les berges des cours d'eau et toutes les branches qui en baignant dans les eaux nuiraient à leur écoulement. (Arrêtés préfectoraux pris en exécution de la circulaire du 21 juin 1878-article 1^{er}).

Il va d'ailleurs de soi que dans aucun cas des arbres ne pourraient être plantés sur une rive à une distance de l'héritage opposé inférieure à celles prévues par les articles 671 et 672 du Code civil. Cette restriction trouvera désormais plus fréquemment l'occasion de s'appliquer dans la pratique, puisque chaque fonds riverain s'étend jusqu'au milieu du cours d'eau.

DEUXIÈME PARTIE

Des obligations des riverains des cours d'eau non-navigables ni flottables.

Les obligations qui incombent aux riverains des cours d'eau non-navigables ont deux buts principaux assurer la salubrité publique et empêcher les inondations. D'où la double nécessité d'une part de curer le cours d'eau afin de prévenir l'encombrement et la stagnation de la rivière et d'autre part d'élever des digues sur les rives pour obvier aux dangers résultant de la violence des eaux.

Nous allons donc avoir à étudier dans deux chapitres différents les règles qui président aux travaux de curage et celles qui régissent les entreprises d'endiguements.

Dans un troisième chapitre, nous signalerons plusieurs obligations secondaires qui résultent pour les riverains de différents textes législatifs et sur lesquels nous n'aurons pas eu l'occasion de nous expliquer précédemment.

CHAPITRE I

DES CURAGES (1).

Le curage a pour objet de faire disparaître tous les obstacles qui s'opposent au libre cours des eaux et par suite de rétablir le lit d'une rivière dans sa largeur et dans sa profondeur naturelles.

En cas de difficulté, ces largeur et profondeur sont reconnues et constatées par l'autorité préfectorale après une enquête de quinze jours ouverte dans les communes intéressées et sur les rapports des ingénieurs du Service hydraulique.

Le curage comprend différentes opérations parmi lesquelles on peut citer notamment l'enlèvement de la vase et des déblais de toutes sortes, le recépage des arbres et buissons formant saillie sur le cours d'eau, le faucardement ou la coupe des herbes très nombreuses dans certaines rivières.

Cette dernière opération est souvent indépendante du curage proprement dit et se fait à des époques différentes et plus rapprochées.

1. Nous dirons dans ce chapitre quelques mots des travaux d'amélioration qui forment souvent le complément nécessaire des opérations de curage.

Nous n'entreprendrons pas d'exposer d'une façon complète la législation relative à l'exécution des curages. Ce travail nécessiterait des développements en dehors du cadre de notre étude, il entraînerait notamment un examen détaillé des règles qui concernent la constitution et le fonctionnement des Associations syndicales.

Nous nous bornerons à indiquer les principes de cette législation en faisant autant que possible ressortir la nature et l'étendue des obligations qu'elle impose aux riverains.

Dans un premier titre en examinant le régime antérieur à la nouvelle loi, nous indiquerons dans son ensemble la législation encore actuellement à suivre en matière de curages ; dans un second titre nous étudierons les prescriptions de cette nouvelle loi qui tout en substituant de nouvelles dispositions aux anciens textes sur la matière, s'est bornée à consacrer sauf, sur quelques points de détail, les prescriptions de ces anciens textes et les pratiques adoptées par l'Administration.

TITRE I

LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 8 AVRIL 1898

Textes de loi relatifs aux opérations de curage.

Le texte fondamental en la matière était la loi du 14 floréal an XI dont voici les dispositions :

Article 1^{er}. — Il sera pourvu au curage des canaux et

rivières non-navigables et à l'entretien des digues et ouvrages d'art qui y correspondent de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux.

Article 2. — Lorsque l'application des règlements ou du mode consacré par l'usage éprouvera des difficultés, ou lorsque des changements survenus exigeront des dispositions nouvelles il y sera pourvu par le Gouvernement dans un règlement d'administration publique rendu sur la proposition du préfet du département, de manière que la contribution de chaque imposé soit toujours relative au degré d'intérêt qu'il aura aux travaux qui devront s'effectuer.

Article 3. — Les rôles de répartition des sommes nécessaires au payement des travaux d'entretien, de réparation ou de reconstruction seront dressés sous la surveillance du Préfet, rendus exécutoires par lui et le recouvrement s'en opérera de la même manière que celui des contributions publiques.

Article 4. — Toutes les contestations relatives au recouvrement de ces rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection des travaux, seront portées devant le Conseil de Préfecture sauf recours au Conseil d'Etat.

A ce texte il y a lieu d'ajouter les dispositions suivantes :

Loi des 12-20 août 1790, chapitre 6.

Les assemblées administratives doivent rechercher et indiquer les moyens de procurer le libre cours des eaux.

Décret du 13 avril 1861 modifiant celui du 25 mars

1852 sur la centralisation administrative et mettant dans les attributions du Préfet (Tableau D. art. 6), les dispositions pour assurer le curage et le bon entretien des cours d'eau non navigables, ni flottables de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux ; la réunion s'il y a lieu des propriétaires intéressés en Associations syndicales.

Loi du 21 juin 1865 (1) sur les Associations syndicales.

Article 1^{er}. — Peuvent être l'objet d'une association syndicale entre propriétaires intéressés, l'exécution et l'entretien des travaux. 1^o 2^o de curage approfondissement, redressement et régularisation des canaux et cours d'eau non-navigables ni flottables.

Article 26. — La loi du 16 septembre 1807 et celle du 14 floréal an XI continueront à recevoir leur exécution, à défaut de formation d'association libres ou autorisées lorsqu'il s'agira de travaux spécifiés aux numéros 1, 2 et 3 de l'article 1^{er} de la présente loi.

Loi du 5 avril 1884.

Article 91. — Le maire est chargé, sous la surveillance de l'administration supérieure de la police municipale, de la police rurale.

Article 97. — La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques.

1. Cette loi a été modifiée et complétée sur divers points par la loi du 22 décembre 1888.

SECTION 1. — *Etude des différentes hypothèses prévues par les textes sur la matière.*

I. — LOI DU 14 FLORÉAL AN XI.

Comme nous venons de le dire la loi du 14 Floréal an XI était la loi fondamentale en la matière. Elle prévoyait dans ses deux premiers articles deux hypothèses différentes.

Première hypothèse. — Il existe pour le curage du cours d'eau d'*anciens règlements* ou des *usages locaux* dont l'application ne soulève pas de sérieuses difficultés.

On entend par *anciens règlements*, les arrêts du Conseil du Roi, les Ordonnances royales, les arrêts de règlement des parlements ou des maîtrises, les ordonnances des assemblées d'Etat ou des Intendants, les dispositions des coutumes locales ainsi que les décrets, arrêtés préfectoraux ou autres actes de l'autorité publique antérieurs à la loi du 14 Floréal an XI (1).

La portée de l'expression *usages locaux* est moins bien déterminée. Ces usages doivent être constatés par des documents authentiques et des précédents assez nombreux. Ils ne peuvent être établis par une opération unique même antérieure à la loi de l'an XI (2), mais nous

1. C. C. 20 janvier 1843, rivière d'Orge, Lebon, 1843-30.

17 février 1848, Dupuis-Lebon, 1848-109.

5 août 1854, Guilbert-Lebon, 1854-763.

2. C. C. 15 mai 1857, Robert-Lebon, 1857-40.

croions par contre qu'ils résulteraient d'une pratique postérieure à cette loi suivie pendant un certain nombre d'années et n'ayant pas motivé d'opposition sérieuse de la part des intéressés.

L'Administration a d'ailleurs toute liberté de recourir au mode qui lui paraît le mieux de nature à établir ces usages.

Dans le cas où il existe, avons-nous dit, d'anciens règlements ou usages locaux l'Administration doit se conformer à ces règlements ou usages pour faire exécuter les curages. C'est aux Préfets qu'il appartient suivant les indications du tableau D annexé au Décret du 13 avril 1861 de prendre des arrêtés qui peuvent, soit avoir un caractère général et permanent, soit ordonner des opérations isolées de curage.

Dans les deux cas aucun texte législatif n'exige l'ouverture d'une enquête avant l'émission de la décision préfectorale, à moins que la nécessité de cette enquête ne résulte des anciens règlements ou usages locaux, toutefois quand il s'agit d'un arrêté offrant un caractère permanent l'importance de la mesure à intervenir et la nécessité de mettre les intéressés à même de formuler leurs observations en temps utile, ont amené l'Administration supérieure à prescrire l'ouverture d'une enquête dans la forme indiquée par la circulaire du 23 octobre 1851 pour l'enquête n° 2 sur les règlements d'usines (Circulaire du Ministre des Travaux publics du 13 décembre 1878).

Deuxième hypothèse. — Il n'existe pas d'anciens règlements ou d'usages locaux ou s'il en existe leur application donne lieu à des difficultés.

C'est au chef de l'Etat qu'il appartient de pourvoir à l'exécution du curage et de répartir les charges de cette opération par un décret en forme de règlement d'Administration publique rendu sur la proposition du Préfet.

Cette procédure pourrait, semble-t-il, s'appliquer au cas où il s'agit de prescrire une opération de curage isolée mais dans la pratique elle est réservée à l'émission des règlements permanents. Nous allons voir comment par application de la loi des 10-20 août 1790 l'autorité préfectorale peut, dans l'hypothèse qui nous occupe, prescrire l'exécution de curages par voie de mesures spéciales et temporaires. Nous verrons aussi en traitant de la loi du 21 juin 1865 que l'intervention des règlements généraux de curage pris par le chef de l'Etat doit être précédée d'une tentative en vue de la constitution d'une association syndicale.

Observons dès maintenant que bien qu'une première enquête ait nécessairement eu lieu au cours de cette tentative, le projet de décret doit être soumis à une seconde enquête qui peut aussi avoir lieu dans les formes prescrites par la circulaire du 23 octobre 1851, pour l'enquête n° 2 sur les règlements d'usines (avis du Conseil d'Etat du 24 février 1880 sur la réglementation du curage de la Basse-Seugne).

II. — LOI DES 12-20 AOUT 1790.

La jurisprudence du Conseil d'Etat a toujours reconnu aux Préfets le droit de prescrire des opérations isolées de curage par application de la disposition précitée de la loi des 12-20 août 1790, toutes les fois que ces opérations

sont rendues nécessaires par l'intérêt de la sécurité ou de la salubrité publique et qu'elles ne peuvent être effectuées par application d'anciens règlements ou d'usages locaux (1).

On ne saurait en effet faire subir à des travaux d'une nécessité urgente les délais inévitables qu'entraîne l'émission d'un règlement d'administration publique.

Une enquête n'est même pas obligatoire elle causerait un retard dommageable à l'intérêt public.

III. — LOI DU 5 AVRIL 1884. INTERVENTION DU MAIRE.

Le Maire n'est en principe jamais compétent pour prendre de sa propre autorité des arrêtés de curage, toutefois chargé par l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 de la mission d'assurer la sûreté et la salubrité publiques il peut dans l'exercice de cette mission faire retirer d'un cours d'eau des matières dangereuses pour la salubrité publique ou des objets de nature à compromettre la sécurité générale (2).

Le Maire pourrait aussi, dans les cas où le Préfet a qualité pour intervenir, agir par délégation expresse de ce fonctionnaire et comme agent d'exécution des ordres émanés de l'autorité préfectorale (3). Il est toutefois re-

1. C. E. 12 avril 1866 Corbière-Lebon-1866-369. 27 mai 1868. Rouyer-Lebon-1868-580. 15 mai 1869. Griset et consorts, Lebon-1869-483.

2. C. E. 13 août 1867, Guillet-Lebon-1857-713.

5 janvier 1883. Thélohan-Lebon-1883-2.

3. C. C. 1^{er} octobre. 1846 Heulhard-Dalloz-1846-4-441.

17 mai 1862. Ortolu Sirey-1862-1-1007.

commandé aux Préfets de n'user que très modérément de cette pratique et de ne donner en aucun cas à leur délégation le caractère de *délégation générale*. (Circulaire du Ministre de l'Agriculture du 9 juin 1896 rappelant un arrêt du Conseil d'Etat du 14 février précédent (1) ayant déclaré nulle une délégation générale donnée par le Préfet des Bouches-du-Rhône aux maires de son département).

LOI DU 21 JUIN 1865.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1865 les opérations de curages peuvent être effectuées par les soins des associations syndicales.

Ces associations sont de deux sortes, les associations libres et les associations autorisées.

Les associations libres se forment par le consentement unanime des intéressés sans aucune intervention de l'Administration.

La constitution des associations autorisées est au contraire soumise aux formalités d'une instruction administrative et sanctionnée par l'approbation du Préfet. Elle ne nécessite pas l'adhésion de tous les intéressés et peut avoir lieu sous certaines conditions de majorité fixées par la loi de 1865 et modifiées par celle du 23 décembre 1888.

La dite loi de 1865 prévoit le cas où la formation d'aucune association syndicale ne peut être réalisée ; elle spécifie pour cette hypothèse que la loi du 16 septembre 1807 et celle du 14 Floréal an XI continuent à recevoir leur exécution lorsqu'il s'agit de travaux de curage.

1. C. E. 14 février 1893-Jullien et consorts-Lebon-1896-153.

La loi du 21 juin 1865 n'abrogeait donc pas celle du 14 Floréal an XI mais il paraît résulter du texte qui vient d'être cité que dans tous les cas l'Administration doit avant d'appliquer les dispositions de cette dernière loi tenter la constitution d'une association syndicale autorisée.

Il ne faudrait pas toutefois considérer cette règle comme absolue, il est certain que lorsque le curage peut-être effectué conformément à d'anciens règlements ou usages locaux, il n'y a pas lieu d'essayer la formation d'une Association syndicale. Il n'a pas pu entrer dans la pensée du législateur d'exiger l'accomplissement de formalités superflues et même susceptibles de créer des complications alors que les opérations nécessaires peuvent être effectuées sans difficulté.

Il est à peine besoin d'ajouter que dans le cas où pour cause de nécessité urgente le Préfet prescrit l'opération en vertu de la loi des 10-20 août 1790, il n'y a pas lieu davantage de tenter la constitution d'une Association syndicale.

La nécessité de cette tentative ne s'applique donc que dans l'hypothèse où le chef de l'Etat devrait édicter un règlement général de curage, au cas prévu par l'article 2 de la loi de l'an XI.

SECTION 2. — *Exécution des travaux.*

1. — *Procédure à suivre pour assurer cette exécution.*

1^{er} cas. — Opération isolée de curage prescrite par le Préfet en application de la loi de 1790.

L'arrêté préfectoral prescrit l'exécution des travaux suivant un projet dressé par les Ingénieurs du Service hydraulique et à la charge des propriétaires intéressés. Il donne aux riverains la faculté d'effectuer les opérations chacun au droit de soi et sur la moitié du cours d'eau qui touche à sa propriété.

A l'expiration du délai fixé il est procédé par les Ingénieurs, en présence du Maire et des intéressés ou eux dûment convoqués, au récolement c'est-à-dire à la vérification des travaux exécutés.

Un procès-verbal constate l'importance des travaux accomplis par chaque riverain et évalue ces travaux en argent.

A la suite du récolement les propriétaires qui n'ont pas effectué le curage sont mis en demeure de se conformer aux prescriptions réglementaires dans un certain délai.

La nécessité de cette formalité a été à diverses reprises reconnue par le Conseil d'Etat (1) toutefois la mise en demeure n'est pas toujours adressée individuellement à chaque riverain, elle peut être collective. (2)

Si cette mise en demeure reste sans résultat, les travaux restant à faire sont exécutés d'office sous la direction des Ingénieurs, soit par un entrepreneur adjudicataire, soit en régie.

Les travaux sont ensuite de nouveau vérifiés et reçus, s'il y a lieu, par les Ingénieurs, le décompte en est dres-

1. C. E. 6 mars 1869. Jacquemet, Lebon, 1869-209.

6 août 1870. Commune d'Orange, Lebon, 1870-1034,

2. C. E. 24 décembre 1886. Romand-Lebon, 1886, 927.

11 février 1887. Beau, Lebon, 1887-133.

sé, le total des dépenses à recouvrer est établi et le dossier complet est soumis à l'approbation du Préfet.

Nous verrons dans la suite que la marche qui vient d'être indiquée pour l'exécution des travaux s'applique dans son ensemble à toutes les autres hypothèses que nous allons examiner, sous réserve des exceptions pouvant résulter d'anciens règlements ou d'usages locaux. Les différences de procédure existant entre ces hypothèses concernent principalement les autorités chargées de prescrire les curages et les agents auxquels il appartient d'en assurer l'exécution.

2^e Cas. — Opérations de curage prescrites par le Préfet conformément à d'anciens règlements ou usages locaux. (Art. 1 de la loi de l'an XI).

Dans ce cas les travaux s'effectuent naturellement suivant les conditions fixées par les anciens règlements ou usages locaux, toutefois la procédure qui vient d'être indiquée est suivie en tant qu'elle se concilie avec l'observation des dits règlements ou usages.

3^e Cas. — Il existe une Association syndicale libre.

Aucun texte ne s'explique sur cette hypothèse qui se présente fort rarement dans la pratique (les intéressés ayant tout avantage à recourir à la forme d'une Association syndicale autorisée), et sur laquelle la jurisprudence administrative n'a pas eu l'occasion de se fixer.

Nous croyons qu'il appartient au Préfet de déterminer les époques auxquelles seront effectués les curages, suivant un projet des travaux dressé par les Ingénieurs du Service hydraulique. L'Association syndicale doit assurer l'exécution de ces curages en laissant aux riverains

suivant le droit commun et à moins de convention contraire, la faculté d'accomplir eux-mêmes les travaux.

A l'expiration du délai fixé pour l'achèvement des opérations, les Ingénieurs procèdent au récolement et si le curage n'est pas entièrement effectué, le Préfet adresse une mise en demeure aux représentants de l'Association syndicale. Si enfin au bout du laps de temps déterminé par cette mise en demeure les travaux ne sont pas terminés, le Préfet fait exécuter les opérations comme s'il n'existait pas d'Association syndicale.

Les règles que nous indiquerons dans la suite ne concernent pas les curages accomplis par les soins des Associations syndicales libres. Instituées en dehors de toute intervention administrative, ces Associations ne sont pas soumises à d'autres règles que celles fixées par les statuts de chacune d'elles. Toutes les contestations qui s'élèveraient au sujet de leur fonctionnement seraient de la compétence des tribunaux civils.

4^e Cas. — Il existe une Association syndicale autorisée.

Dans cette hypothèse la réunion des Syndics élus par les intéressés ou Commission syndicale (1) qui forme en quelque sorte le Conseil d'Administration de l'Association syndicale fixe les époques périodiques auxquels doivent être effectués des curages.

Le préfet reste toutefois à même d'ordonner des curages extraordinaires et de prendre toutes mesures urgentes, après avoir entendu la Commission syndicale et pris l'avis des Ingénieurs.

Pour chaque opération le projet des travaux est rédigé par des agents désignés par le syndicat, ce projet est

1. On désigne parfois cette commission sous le nom de syndicat.

toutefois soumis à l'examen des Ingénieurs et à l'approbation du Préfet.

La procédure que nous avons indiquée pour l'exécution des travaux de curage effectués sous l'empire de la loi de 1790, est ensuite suivie avec cette différence que l'intervention de la Commission Syndicale et de ses agents est substituée à celle du Préfet et des Ingénieurs du Service hydraulique. Un agent de ce service intervient seulement pour assister aux constatations qui doivent précéder la réception des travaux. Cette réception est prononcée par deux membres de la dite commission.

5^e cas. — Il n'a pas pu être constitué d'Association syndicale et le chef de l'Etat a pris un règlement d'Administration publique suivant les dispositions de l'article 2 de la loi du 14 Floréal an XI.

Dans cette hypothèse aucun texte ne s'opposerait à ce que les travaux ne fussent exécutés, comme pour les curages accomplis en exécution de la loi de 1790, soit par les riverains, soit par un entrepreneur adjudicataire ou en régie sous la surveillance directe de l'Administration.

Mais dans la pratique cette façon d'agir n'est pas adoptée.

L'Administration croit préférable de laisser à des représentants des intéressés le soin de préparer et de surveiller l'exécution des travaux et de répartir les taxes.

Cette procédure a pour effet de dégager la responsabilité de l'Administration ; des intéressés sont d'autre part plus à même que des fonctionnaires publics de mener à bien les opérations, d'aplanir les difficultés, d'éviter ou de restreindre les réclamations.

Pour justifier cette pratique l'Administration se basant sur des raisons d'analogie, applique la loi du 16 septembre 1807 qui pour les travaux de dessèchements de marais et d'endiguements ordonnés par un décret en forme de règlement d'administration publique, prévoit la création par l'Administration de Syndicats représentant les propriétaires intéressés. Ces syndicats, désignés sous le nom de Syndicats forcés, peuvent être constitués sous la seule condition que leur existence soit prévue dans le décret et sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'assentiment des intéressés, ni même de procéder à aucune formalité d'instruction.

L'institution de semblables syndicats en matière de curages déjà reconnue autrefois comme légale par la jurisprudence du Conseil d'Etat (1) a été formellement consacrée par le texte précité de la loi de 1865.

« La loi du 16 septembre 1807 et celle du 14 floréal an XI continueront à recevoir leur exécution, à défaut de formation d'associations libres ou autorisées. »

Dans ces dernières années toutefois l'Administration avait hésité à faire pour les opérations de curage une stricte application de la loi de 1807, en laissant aux Préfets le soin de nommer les membres des syndicats forcés. Elle avait tenté de constituer ces syndicats par voie d'élection dans des conditions se rapprochant autant que possible de celles qui président à la désignation des Commissions syndicales formées par application de la loi du 21 juin 1865.

1. C. E. 20 janvier 1843. Rivière d'Orge-Lebon, 1843, 30.

Mais les difficultés que soulevait nécessairement l'élection des syndic après l'insuccès de la tentative faite en vue de réunir les intéressés en association syndicale autorisée ont déterminé l'Administration, conformément d'ailleurs à l'avis de la section des travaux publics du Conseil d'Etat, à adopter presque toujours la forme des syndicats constitués d'office par le Préfet.

Ces Syndicats ont reçu la dénomination de Commissions exécutives. Ils sont composés d'un nombre de membres variables, nommés pour une période de neuf années et renouvelables par tiers, la présidence appartient à un directeur nommé par le Préfet et chargé de la surveillance générale des intérêts que la Commission exécutive a pour mission de sauvegarder.

Dans l'hypothèse qui nous occupe, les époques des curages sont fixés par le Préfet sur la proposition de la Commission exécutive et l'avis des Ingénieurs du service hydraulique.

Les projets de curages sont rédigés par ces derniers fonctionnaires, ils sont soumis à la Commission exécutive et approuvés par le Préfet.

Les travaux sont effectués dans les conditions ordinaires avec faculté d'exécution par les riverains et sous la surveillance de la Commission exécutive et la direction des Ingénieurs du service hydraulique.

Ils sont reçus par deux membres de la Commission exécutive en présence d'un ingénieur ou de son délégué,

§ 2. — *Obligations spéciales incombant aux riverains.*

Sous quelque régime qu'elle soit accomplie l'exécution des travaux de curage impose aux riverains quelques obligations spéciales. Nous allons passer en revue ces obligations qui stipulées dans les arrêtés pris par les Préfets en exécution de la circulaire du 21 juin 1878 sur la police des cours d'eau, sont rappelées dans tous les règlements relatifs au curage.

1° « Les riverains sont tenus de récuper et d'enlever tous les arbres, buissons et souches qui forment saillie sur les berges des cours d'eau et toutes les branches qui en baignant dans les eaux nuiraient à leur écoulement. »

Cette disposition présente un caractère permanent, elle doit être observée par les riverains non-seulement pendant la durée des curages mais aussi en temps ordinaire.

2° « Les riverains doivent supporter le dépôt et l'emploi sur leurs terrains des matières provenant du curage dans les conditions prévues aux projets approuvés ».

L'emploi dont il s'agit consiste dans l'établissement avec les matières retirées du cours d'eau de cordons de rive formant des digues protectrices contre les débordements.

3° « Les riverains sont tenus de livrer passage sur leurs terrains depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux fonctionnaires et agents dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'aux entrepreneurs et ouvriers chargés du curage.

Ces personnes ne pourront toutefois user du droit de passage sur les terrains clos qu'après avoir préalablement prévenu les riverains.

En cas de refus, elles requerront l'assistance du Maire

de la commune. Elles seront d'ailleurs responsables de tous les dommages et délits commis par elles ou par leurs ouvriers.

Le droit de passage devra s'exercer, autant que possible, en suivant la rive des cours d'eau ».

Ces dispositions se comprennent d'elles-mêmes et font bien comprendre l'étendue des obligations qui incombent aux riverains. Observons seulement que la servitude de passage dont il s'agit n'entraîne pas l'obligation de maintenir un marchepied le long des berges.

4° « Les propriétaires et usagers des établissements hydrauliques doivent tenir leurs vannes ouvertes, tant pour l'exécution que pour la réception des travaux de curage, pendant les jours et heures qui sont fixés par des arrêtés préfectoraux pris sur l'avis des ingénieurs ».

Les dits propriétaires et usagers ne peuvent obtenir aucune indemnité pour les chômages qui résultent de cette obligation. Ils doivent en effet profiter de l'exécution des travaux qu'ils ont d'ailleurs plus que tous autres contribué à rendre nécessaires par suite des dépôts que provoque l'existence des barrages.

§ 3. — *Contentieux de l'exécution des travaux.*

Les contestations relatives à la confection des travaux sont de la compétence du Conseil de Préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat (Lois des 28 pluviôse, an VIII, 14 floréal, an XI, art. 4 (1), 21 juin 1865, art. 16). La

1. Aujourd'hui remplacé par l'article 24 de la loi du 8 avril 1898.

procédure à suivre est la procédure de droit commun.

Si toutefois au cours des opérations l'Administration ou les Associations syndicales s'étaient emparées indûment de propriétés privées, si des ouvriers avaient porté préjudice aux riverains par suite d'entreprises non prévues dans le projet des travaux, ce serait aux tribunaux civils de fixer le montant des indemnités de dépossession ou de dédommagement. (Picard. *Traité des Eaux*. Tome 2, pages 267 et 271).

SECTION 3. — Répartition des dépenses.

a. — Les dépenses à répartir entre les intéressés comprennent non seulement les dépenses proprement dites d'exécution des travaux mais encore tous les frais accessoires qui s'y rattachent. Nous citerons spécialement les frais généraux des commissions syndicales et exécutives, les frais et honoraires pour l'étude des projets, la surveillance des travaux et leur réception, les indemnités de dommages, le salaire des gardes, les frais occasionnés par les procès auxquels peuvent donner lieu l'exécution des travaux ou le recouvrement des taxes, etc. (Picard. *Traité des Eaux*. Tome 2, page 228).

Le montant des dépenses est arrêté et réparti entre les intéressés, soit par les commissions syndicale ou exécutive, soit par les Ingénieurs chargés de la surveillance de l'entreprise. Ces opérations sont soumises à l'approbation du Préfet.

b. — La répartition doit, comme le prescrivait l'article

2 de la loi du 14 floréal an XI, se faire « de manière que la contribution de chaque imposé soit toujours relative au degré d'intérêt qu'il aura aux travaux qui devront s'effectuer. »

Cette base de répartition conforme à l'équité a été reconnue applicable à toutes les opérations de curage (1) à l'exception bien entendu de celles qui ont lieu conformément à d'anciens règlements ou usages locaux qui sanctionnent une pratique différente.

On ne doit pas toutefois prendre dans l'espèce le mot *intéressé* dans un sens étroit et le considérer comme s'appliquant exclusivement aux propriétaires appelés à bénéficier de l'entreprise.

Il est certainement conforme au vœu de la loi de faire participer aux dépenses les tiers qui, par des dépôts ou des déversements liquides, ont contribué à rendre le curage nécessaire et onéreux. Ces derniers au lieu d'être taxés d'après le bénéfice qu'ils doivent retirer de l'opération sont imposés suivant l'importance du trouble par eux apporté à l'écoulement des eaux.

Cette acception large étant donnée au mot *intéressés*, l'intérêt de chacun spécialement évalué, doit dans chaque espèce être la seule base d'appréciation. On a souvent cherché à écarter les difficultés de cette évaluation en disant que chaque propriétaire serait imposé d'après sa contribution foncière, l'étendue de son domaine, leur va

1. C. E., 17 novembre 1849. Lebon-1849-608.

24 novembre 1882. Boyenval-Lebon-1882-929.

10 juillet 1885. Clerc-Lebon-1885-662.

leur locative etc. Le Conseil d'Etat très ferme dans sa jurisprudence a condamné toutes ces pratiques dès lors qu'elles n'avaient pas eu pour effet d'établir une répartition rigoureusement proportionnelle à l'intérêt de chaque contribuable (1).

c.— Il nous reste à examiner quelles sont en général les principales catégories d'intéressés étant bien entendu spécifié que notre énumération ne peut être limitative.

1° Riverains du cours d'eau.

Les propriétaires riverains étant directement menacés par l'encombrement des eaux sont plus que tous autres intéressés au bon entretien de la rivière. Ils doivent être considérés comme *intéressés* alors même que leurs propriétés seraient séparées du cours d'eau par un mur de clôture (2).

2° Propriétaires de fonds non riverains mais susceptible d'être inondés.

A ces propriétaires on doit assimiler ceux dont les terrains, situés hors du champ d'inondation devraient néanmoins en cas de débordement du cours d'eau, souffrir d'une humidité excessive et nuisible à la culture.

3° Usiniers.

Les usiniers doivent, parmi les riverains, être considérés comme figurant au premier rang des intéressés ; l'encombrement du lit est en effet des plus préjudiciable au fonctionnement de leurs ouvrages régulateurs, il résulte

1. C. E. 22 décembre 1863. Andriot, 1863, Lebon, 862,

12 juillet 1864. Desgrottes, Lebon, 1864, 624,

2. C. E. 28 novembre, 1848. Chauvet, Lebon, 1848-636.

généralement en grande partie de l'existence de ces mêmes ouvrages.

Ces raisons avaient autrefois amené l'Administration à mettre exclusivement à la charge des usiniers les frais du curage des cours d'eau dans toute l'amplitude du remous de leurs barrages, sauf l'application des usages locaux, mais sans qu'il soit tenu compte de l'intérêt que des tiers pouvaient avoir à l'entreprise. Une clause de style insérée dans les règlements d'usine consacrait cette pratique.

Le Conseil d'Etat s'étant prononcé à diverses reprises contre la validité d'une semblable clause, le Ministre des Travaux publics par une circulaire du 24 avril 1865 prescrivit d'y substituer la disposition suivante reproduite à l'article 12 du modèle de règlement annexé à la Circulaire du 26 décembre 1884 :

« Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par l'autorité administrative, le permissionnaire ou son fermier sera tenu d'effectuer le curage à vif fonds et vieux bords du bief de la retenue dans toute l'amplitude du remous, sauf l'application des règlements ou usages locaux et sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains, suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Les dits riverains pourront d'ailleurs, lorsque le bief ne sera pas la propriété exclusive du permissionnaire opérer s'ils le préfèrent le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun au droit de soi et dans la moitié du lit du cours d'eau. »

Ce texte dont nous avons remis l'étude au présent cha-

pitre en traitant des règlements d'usines ne présente aucune difficulté après les explications que nous venons de donner. Il ne fait que consacrer les principes de notre législation en matière de curages et rappeler aux usiniers les obligations qui leur incombent à cet égard en prévoyant le cas le plus ordinaire, celui où ils doivent assurer d'une façon exclusive l'entretien du bief de leur retenue.

Il est d'ailleurs à peine besoin de faire observer que si la clause en question avait été omise dans un règlement d'usine les charges qui incombent au propriétaire de cette usine n'en seraient nullement modifiées. Il va également de soi que les mêmes obligations incombent aux possesseurs d'établissements hydrauliques comportant des ouvrages analogues à ceux des usines.

4° Villes déversant leurs égouts dans les cours d'eau.

5° Industriels jetant dans les cours d'eau des résidus de fabrication.

Ces deux dernières catégories sont imposées comme ayant contribué à rendre les opérations nécessaires.

Il a été jugé que l'on ne pouvait imposer une ville à raison de l'avantage qu'elle retirait des travaux de curage au point de vue de la salubrité publique (1).

Observons que l'Etat, les départements ou les communes accordent fréquemment des subventions pour l'exécution des travaux de curage, ces subventions diminuent proportionnellement à leur importance, les charges qui incombent aux divers intéressés.

1. C. E. 5 mars 1863. Syndicat de l'Yévrette. Lebon. 1863. 220.

d. — Comme nous l'avons vu en traitant de l'exécution des curages, il est de principe que si une pratique inverse n'est pas établie par d'anciens règlements ou usages locaux, les riverains ont toujours la faculté de procéder eux-mêmes au curage en regard de leurs propriétés. Cette faculté doit être considérée comme un attribut de la riveraineté auquel les autres intéressés ne sauraient aucunement prétendre mais qui ne peut par contre leur causer de préjudice pour les raisons suivantes.

Comme nous l'avons dit précédemment, on évalue lors du récolement le travail effectué par chaque riverain.

Si l'estimation de ce travail est inférieure à la quote-part qui devait incomber à son auteur en tant qu'intéressé, ce dernier est astreint à payer une somme égale à la moins-value constatée.

Si au contraire la différence vient à se produire en sens opposé, il n'est rien remboursé au riverain ayant dépassé ses obligations, il est à supposer qu'en optant pour la prestation en nature ce riverain a choisi en connaissance de cause la combinaison qui lui était avantageuse, on ne peut par surcroît le faire bénéficier d'une remise en argent.

Si cependant des circonstances exceptionnelles nécessitaient que l'exécution du curage constituât une opération d'ensemble, les riverains pourraient être privés de la faculté d'effectuer eux-mêmes les travaux, mais ces circonstances devraient être bien constatées et feraient utilement l'objet d'un considérant de l'arrêté prescrivant le curage.

e. — Remarquons enfin que l'obligation du curage est attachée au fonds et non à la personne qui le possède, elle a un caractère immobilier et non personnel.

Elle frappe le propriétaire de l'immeuble sauf le recours que celui-ci peut exercer suivant les circonstances contre les tiers fermiers, locataires ou autres.

En cas de transmission de propriété, le paiement de la taxe incombe à celui qui possédait le fonds lors de l'exécution des travaux (1) (Picard. *Traité des Eaux*. Tome 2, page 234).

SECTION 4. — *Recouvrement des taxes*

I. — Pour les curages exécutés conformément à la loi de l'an XI et à celle du 21 juin 1865, les rôles des taxes à recouvrer établis sous la surveillance du Préfet d'après les règles qui viennent d'être indiquées sont rendus exécutoires par cet Administrateur. Le recouvrement de ces taxes est opéré de la même manière que celui des contributions directes.

Toutefois alors que les contributions directes sont payables par douzième, on ne voit aucune raison d'étendre cette pratique aux taxes de curage qui ne peuvent logiquement être considérées comme se répartissant sur les différents mois de l'année. Le recouvrement de ces dernières taxes est donc effectué en une seule fois sauf disposition contraire, figurant dans le règlement de curage ou adoptée par le Préfet.

1. C. E. 25 mars 1846. Lemoine. Lebon, 1846, 169.

On doit par contre admettre que les propriétaires imposés pour taxes de curage sont soumis aux mesures coercitives destinées à assurer le paiement des contributions directes et peuvent se prévaloir de la prescription triennale instituée pour ces contributions par la loi du 3 Frimaire an VII.

Les mêmes règles président au recouvrement des taxes relatives aux curages accomplis en application de la loi des 12-20 août 1790, mais pour ces taxes l'assimilation avec les contributions directes résulte d'une disposition insérée chaque année dans la loi relative aux contributions directes et aux taxes assimilées à ces contributions, disposition qui comprend parmi ces dernières taxes : « Celles perçues pour le recouvrement des dépenses faites d'office au compte des riverains et usagers des cours d'eau non-navigables et de leurs dérivations dans l'intérêt de la police et de la répartition générale des eaux (Loi des 12-20 août 1790).

II. — *a.* — Si l'Administration a fait directement effectuer les travaux de curage, les taxes sont encaissées par les percepteurs pour le compte du département chargé des opérations de trésorerie relatives au curage.

b. — S'il existe une commission syndicale ou une commission exécutive, cette commission a son budget propre et son agent comptable chargé de payer les dépenses et de recouvrer les taxes.

Cet agent comptable est soit un receveur spécial choisi par la Commission et agréé par le Préfet, soit un percepteur des Contributions directes nommé par le Préfet sur la proposition de la Commission, le Trésorier payeur entendu.

SECTION 5. — *Contentieux des taxes.*

a. — Les taxes de curages étant assimilées aux Contributions directes toutes les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'assiette et le recouvrement de ces taxes sont portées devant le Conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat. (Loi du 14 floréal an XI art. 4 (1). Loi du 21 juin 1865 art. 10 et 26).

Les règles de procédure à suivre sont fixées par les lois des 21 avril 1832, 4 août 1844, et 22 juillet 1889.

La demande doit être formée dans les trois mois de la publication des rôles, elle doit être déposée au Greffe du Conseil de Préfecture.

Les réclamations pour des taxes égales ou supérieures à 30 francs, doivent être formulées sur papier timbré. Les réclamants ne sont pas obligés de joindre à leur demande en décharge une quittance de paiement, sauf au cas où les taxes de curage auraient été déclarées payables par fractions dont certaines seraient échues. Toutefois cette demande ne peut suspendre l'obligation de paiement et les réclamants sont obligés de verser leur part contributive en même temps que les autres redevables.

Lorsque la contestation soulève des questions de fait, le Conseil de Préfecture peut ordonner une expertise, il doit même le faire si le réclamant le demande. La loi du 21 avril 1832, le prévoyait formellement, elle ne paraît

1. Aujourd'hui remplacé par l'article 24 de la loi du 8 avril 1898.

pas avoir été abrogée sur ce point par celle du 22 juillet 1889.

Les frais de cette expertise ne restent à la charge du réclamant que si sa demande est rejetée.

Le Conseil de Préfecture peut accorder une réduction ou une décharge de taxe.

Dans ce cas, le montant de cette réduction ou décharge est remboursé au propriétaire indûment imposé, sans qu'il puisse réclamer les intérêts des sommes qui lui sont ainsi restituées (1).

b. — Les décisions du Conseil de Préfecture sont susceptibles d'appel devant le Coseil d'Etat. Les recours ont lieu sans frais et sans l'intervention d'un avocat au Conseil d'Etat, ils doivent être déposés dans un délai de deux mois à partir de la notification de l'arrêté attaqué soit à la sous-préfecture, soit la préfecture, soit au secrétariat général du Conseil d'Etat. (Articles 57, 59, 61, de la loi du 22 juillet 1889).

Le Conseil d'Etat peut annuler la décision du Conseil de Préfecture et accorder lui-même décharge ou réduction des taxes.

c. — Reste à examiner la question suivante : si un contribuable obtient décharge de la taxe qui lui était imposée, à qui incombera le soin de payer cette taxe ?

Si l'Etat, le Département ou la Commune ont accordé une subvention pour l'exécution des travaux ce sont eux qui doivent supporter cette dépense. Par leur intervention pécuniaire ils sont supposés avoir pris à leur compte les

1. C. E. 15 mai 1857. Robert. Lebon, 1857, 406.

frais de l'opération, s'il est reconnu que certains imposés n'étaient pas tenus de contribuer aux travaux (1).

Si aucun pouvoir public n'est intervenu il semble rationnel d'établir un nouveau rôle répartissant entre les intéressés la ou les taxes dont il a été obtenu décharge. (En ce sens, Boulé et Lescuyer, *Code des cours d'eau*, n° 268).

SECTION 6. — *Travaux d'amélioration.*

Avec les travaux de curage proprement dit il ne faut pas confondre les travaux d'amélioration tels que ceux d'élargissement, de redressement et d'approfondissement. Ces travaux qui forment souvent le complément des opérations de curage et constituent parfois le meilleur moyen d'assurer le libre écoulement d'une rivière, exigeaient généralement des expropriations avant l'émission de la nouvelle loi. Ils peuvent en outre exercer une influence sensible sur le régime des eaux de la région.

Aussi sous l'empire de la loi de l'an XI les Préfets n'avaient-ils pas qualité pour faire exécuter les entreprises tendant à l'amélioration des cours d'eau non-navigables. Ces entreprises devaient toujours être prescrites par décrets et déclarées d'utilité publique s'il y avait lieu d'empiéter sur les fonds riverains pour l'agrandissement

1. C. E., 13 décembre 1872, département d'Ille-et-Vilaine, Lebon, 1872, 710.

du lit. (Avis du Conseil d'Etat du 8 décembre 1859. Loi du 21 juin 1865 art. 18.)

Sous réserve de cette différence capitale les règles prédisant à l'exécution des travaux de curage s'appliquaient également aux travaux d'amélioration.

Les expropriations nécessaires étaient poursuivies par les Commissions syndicales ou exécutives il y était procédé conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836. Le montant des indemnités était donc évalué par un jury de quatre membres. (Lois des 21 juin, 1865-22 décembre 1888, art. 18 et 26).

Remarquons cependant que théoriquement la règle générale aurait purement recevoir une exception si les terrains nécessaires avaient été cédés à l'amiable et s'il y avait eu accord complet des intéressés tant pour l'exécution que pour le paiement des travaux d'amélioration, la déclaration d'utilité publique de l'entreprise et même une intervention quelconque de l'Administration n'aurait pas été nécessaire.

Observons aussi que en cas d'extrême urgence, un préfet aurait pu faire accomplir certains travaux rangés dans la catégorie des travaux d'amélioration, sous la condition toutefois de s'en tenir aux travaux strictement nécessaires pour écarter un péril imminent (1).

1. C. E. 25 mars 1846 Coudenat et autres. Lebon-1816-171.

TITRE II

DISPOSITIONS DE LA LOI DU 8 AVRIL 1898 RELATIVES AUX TRAVAUX DE CURAGE ET D'AMÉLIORATION.

Texte.

CHAPITRE III

CURAGES, ÉLARGISSEMENTS ET REDRESSEMENTS.

Article 18. — Le curage comprend tous les travaux nécessaires pour rétablir un cours d'eau dans sa largeur et profondeur naturelles, sans préjudice de ce qui est réglé à l'égard des alluvions par les articles 556 et 557 du Code civil.

Article 19. — Il est pourvu au curage des cours d'eau non-navigables et non-flottables et à l'entretien des ouvrages qui s'y rattachent de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux.

Les Préfets sont chargés sous l'autorité du ministre compétent, de prendre les dispositions nécessaires pour l'exécution de ces règlements et usages.

Article 20. — A défaut d'anciens règlements ou usa-

ges locaux ou si l'application des règlements et l'exécution du mode de curage consacré par l'usage présentent des difficultés ou bien encore si les changements survenus exigent des dispositions nouvelles, il est procédé en conformité de la loi des 21 juin 1865-22 décembre 1888 sur les associations syndicales.

Article 21. — Dans le cas où les tentatives faites en vue d'arriver à la constitution d'une association syndicale libre ou autorisée n'aboutiraient pas, il est statué par un décret délibéré en Conseil d'Etat ; chaque décret est précédé d'une enquête et d'une instruction dont les formes sont déterminées par un règlement d'administration publique.

Article 22. — Le décret règle le mode d'exécution des travaux, détermine la zone dans laquelle les propriétaires intéressés, riverains ou non-riverains et usiniers peuvent être appelés à y contribuer et arrête s'il y a lieu, les bases générales de la répartition de la dépense d'après le degré de l'intérêt de chacun à l'exécution des travaux.

Article 23. — Dans tous les cas les rôles de répartition des sommes nécessaires au payement des travaux de curage et d'entretien des ouvrages sont dressés sous la surveillance du Préfet et rendus exécutoires par lui.

Le recouvrement est fait dans les mêmes formes et avec les mêmes garanties qu'en matière de contributions directes.

Le privilège ainsi créé prendra rang immédiatement après celui du Trésor public.

Article 24. — Toutes les contestations relatives à l'exé-

cution des travaux ; à la répartition de la dépense et aux demandes en réduction ou décharge formées par les imposés sont portées devant le Conseil de Préfecture sauf recours au Conseil d'Etat.

Article 25. — Les travaux d'élargissement, de régularisation et de redressement des cours d'eau non-navigables et non flottables qui seront jugés nécessaires pour compléter les travaux de curage sont assimilés à ces derniers et leur exécution est poursuivie en vertu des articles précédents.

Article 26. — S'il s'agit de terrains exceptés de la servitude de passage et si, à défaut d'accord, il est nécessaire de recourir à l'expropriation, il est procédé à cette expropriation et au règlement des indemnités conformément aux dispositions combinées de la loi du 3 mai 1841 et des paragraphes 2 et suivants de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836.

Article 27. — Pendant la durée des travaux les propriétaires sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, ainsi que les entrepreneurs et ouvriers. Ce droit devra s'exercer autant que possible en suivant la rive du cours d'eau.

Article 28. — Si les travaux de curage, d'élargissement, de régularisation et de redressement intéressent la salubrité publique, le décret ou l'arrêté qui les ordonne peut après avis du Conseil général et des conseils municipaux intéressés, mettre une partie de la dépense à la charge des communes dont le territoire est assaini.

Dans ce cas le décret ou l'arrêté détermine quelles sont

les communes intéressées et fixe la part que chacune d'elles doit supporter dans la dépense.

Article 29. — La loi du 14 floréal an XI est abrogée.

Ainsi que nous l'avons déjà constaté la majeure partie de ces textes ne fait que reproduire les règles précédemment exposées.

L'article 18 définit l'expression *curage* suivant la formule antérieurement adoptée dans les règlements administratifs en constatant formellement que cette opération ne doit jamais porter atteinte aux droits régulièrement acquis par l'effet des alluvions et réglés par les articles 556 et 557 du Code civil.

Les articles 19 à 24 maintiennent les principes posés dans les lois du 14 floréal an XI et 21 juin 1865-22 décembre 1888, ils consacrent l'interprétation de l'article 26 de cette dernière loi admise par l'Administration en spécifiant d'une façon explicite la nécessité de tenter la constitution d'une association syndicale avant de provoquer l'intervention du chef de l'Etat.

L'article 21 stipule que les décrets seront à l'avenir précédés par une enquête et une instruction dont les formes seront déterminées par un règlement d'administration publique. Nous avons dit qu'aucun texte n'avait jusqu'ici posé de règles à cet égard ; le règlement en question n'a pas encore été édicté.

L'article 23 rend complète l'assimilation établie entre les taxes de curage et les contributions directes, en créant pour le recouvrement de ces taxes un privilège qui prendra rang immédiatement après celui du trésor.

C'est dans l'article 25 assimilant aux travaux de curage proprement dits ceux d'élargissement de régularisation et de redressement que réside la principale innovation de la nouvelle loi en la matière. Cette innovation se justifie logiquement dans le système consacré par cette loi, en effet les riverains étant propriétaire du lit, les terrains qui se trouvent englobés dans le cours d'eau ne leur sont plus enlevés ils sont simplement grevés de la servitude de passage prévue par l'article 6, au cas d'exécution de travaux légalement ordonnés. Il n'y a donc plus lieu à expropriation mais seulement au paiement d'une indemnité dont le montant est fixé par le juge de paix.

Toutefois en présence des modifications profondes que comme nous l'avons précédemment exposé les travaux d'amélioration d'une rivière peuvent apporter au régime des eaux d'une vallée entière, il semble permis de se demander s'il n'eût pas été préférable de maintenir les garanties qu'offrait aux intéressés sous l'ancienne législation, l'émission d'un décret pour prescrire l'exécution de semblables travaux. L'expérience seule pourra démontrer si nos craintes à cet égard se trouvent justifiées.

Nous avons vu que aux termes dudit article 6 les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations sont exemptés de la servitude de passage des eaux. Suivant l'article 26 les terrains bénéficiant de cette exemption ne peuvent être occupés pour l'accomplissement des travaux d'amélioration que moyennant une acquisition amiable ou une expropriation. Il doit être procédé à cette expropriation et au règlement des indemnités conformément aux dispositions combinées de la loi du 3 mai 1841 et des para-

graphes 2 et suivants de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836. C'était comme nous l'avons indiqué la procédure antérieurement suivie en pareil cas.

L'article 27 impose aux riverains l'obligation que nous avons précédemment étudiée de laisser pendant la durée des opérations de curage ou d'amélioration un passage aux fonctionnaires ou agents chargés de l'exécution des travaux.

Enfin l'article 28 s'inspirant, dit le rapporteur au Sénat, d'un principe consacré en matière d'endiguements par les articles 35 et 36 de la loi du 16 septembre 1807 (1), autorise une mesure qui, comme nous l'avons vu avait été antérieurement condamnée par la jurisprudence du Conseil d'Etat. Il stipule que si les travaux de curage ou d'amélioration intéressent la salubrité publique, les communes dont le territoire est assaini peuvent être comprises au nombre des intéressés entre lesquels sont répartis les frais des opérations.

Cette innovation évidemment équitable en théorie, est entourée dans la pratique de toutes les garanties nécessaires pour les communes intéressées, puisque la part contributive de chacune d'elles devra être fixée dans le décret ou l'arrêté prescrivant le curage, après avis du Conseil général et des Conseils municipaux des dites communes.

L'article 29 se borne à constater que la loi du 14 floréal an XI est maintenant abrogée.

1. Nous aurons l'occasion d'étudier ces articles en traitant des endiguements.

CHAPITRE II

ENDIGUEMENTS (1).

Ainsi que nous l'avons précédemment constaté les riverains des cours d'eau non navigables ont le droit d'établir des digues pour défendre leurs domaines, c'est là un droit de conservation, accessoire essentiel du droit de propriété.

Toutefois les opérations d'endiguement présentent fréquemment une importance capitale pour des régions entières, elles nécessitent souvent des dépenses considérables et des entreprises d'ensemble qui exigeraient entre des particuliers une entente le plus souvent difficile à réaliser. Aussi l'initiative des riverains serait-elle la plupart du temps impuissante à assurer la construction des ouvrages qu'il est indispensable d'établir contre la violence de certains cours d'eau.

Cette situation a de bonne heure préoccupé le législateur et la loi du 16 septembre 1807, intitulée loi sur le dessèchement des marais, mais qui concerne plusieurs autres sortes de travaux prévoit dans les termes suivants l'intervention des pouvoirs publics en matière d'endiguements.

Article 33. — Lorsqu'il s'agira de construire des digues

1. La nouvelle loi ne renferme aucune innovation relative aux travaux d'endiguement des cours d'eau non navigables ni flottables.

à la mer ou contre les fleuves, rivières, et torrents navigables ou non navigables la nécessité en sera constatée par le Gouvernement et la dépense supportée par les propriétés protégées, dans la proportion de leur intérêt aux travaux ; sauf les cas où le gouvernement croirait utile et juste d'accorder des secours sur les fonds publics.

Article 34. — Les formes précédemment établies et l'intervention d'une commission seront appliquées à l'exécution du précédent article. Lorsqu'il y aura lieu de pourvoir aux dépenses d'entretien ou de réparation des mêmes travaux... il sera fait des règlements d'Administration publique qui fixeront la part contributive du Gouvernement et des propriétaires. »

De plus aux termes de la loi des 21 juin 1865, 22 décembre 1888.

« Article 1^{er}. — Peuvent être l'objet d'une Association syndicale, entre propriétaires intéressés l'exécution et l'entretien des travaux :

1^o De défense contre la mer, les fleuves, les torrents et les rivières navigables ou non navigables.

Article 26. — La loi du 16 septembre 1807 et celle du 14 Floréal an XI continueront à recevoir leur exécution à défaut de formation d'associations libres ou autorisées lorsqu'il s'agira de travaux spécifiés aux numéros 1, 2 et 3 de l'article 1^{er} de la présente loi.

Toutefois il sera statué à l'avenir par le Conseil de Préfecture sur les contestations qui d'après la loi du 16 septembre 1807 devaient être jugées par une commission spéciale. »

Citons en outre comme susceptibles de s'appliquer à l'endiguement des cours d'eau non-navigables, les articles

30 et 31 de la loi du 16 septembre 1807 et la loi du 28 mai 1858 pour l'exécution des travaux de défense des villes contre les inondations. Il paraît inutile de reproduire intégralement les dispositions de ces textes au sujet desquels nous n'aurons que quelques indications à donner dans la suite.

Ajoutons qu'il était formellement spécifié dans l'article 1^{er} de la loi du 14 floréal an XI, que les dispositions de cette loi régissaient « l'entretien des digues et ouvrages d'art qui y correspondent », établis sur des cours d'eau non-navigables. Comme nous le ferons remarquer, il paraît bien résulter des termes de l'article 19 de la nouvelle loi, que cette loi n'a entendu apporter sur ce point aucun changement à la législation antérieure.

SECTION 1. — *Etude des différentes hypothèses prévues par les textes sur les matières.*

Des indications qui précèdent il résulte que sur les cours d'eau non-navigables les travaux d'endiguement peuvent être effectués avec ou sans l'intervention de l'Administration.

§ 1. — *Travaux exécutés sans intervention de l'Administration.*

Nous mettrons tout d'abord de côté la première hypothèse qui ne présente pas de difficultés et offre peu d'intérêt dans la pratique. Elle comprend les travaux exécu-

tés par les particuliers ou par des associations syndicales libres.

Nous avons vu que les droits des particuliers sur ce point n'étaient soumis à d'autres conditions que celles de ne pas empiéter sur le lit du cours d'eau, et de n'apporter au régime de la rivière aucun changement préjudiciable à l'intérêt général.

Au sujet des associations syndicales libres, qui d'ailleurs ne sont pas usitées dans la pratique, nous ne pouvons que rappeler les indications données en matière de curages.

§ 2. — *Travaux exécutés par l'Administration ou sous sa surveillance.*

Deux principes se dégagent des textes que nous venons de citer :

1° L'Administration a le droit d'imposer aux particuliers les travaux de construction et d'entretien des digues.

2° Les dépenses doivent en règle générale être supportées par les propriétés protégées.

Nous allons indiquer les différents cas dans lesquels il est fait application de ces principes :

Premier cas. — Les travaux sont exécutés par des Associations syndicales autorisées par l'autorité préfectorale dans les mêmes formes que celles qui doivent effectuer des opérations de curage.

Deuxième cas. — Les travaux sont exécutés par les soins de Syndicats ou Commissions syndicales nommés par le Préfet et représentant des Associations constituées d'office par un décret en forme de règlement d'Administra-

tion publique. Ce décret qui reconnaît la nécessité des travaux, est pris après l'accomplissement des mêmes formalités que les décisions du Chef de l'Etat prescrivant des opérations de curage, il doit notamment être précédé d'une tentative ayant pour but la formation d'une association syndicale autorisée.

Ces deux premiers cas sont ceux qui se présentent normalement dans la pratique et auxquels s'appliqueront exclusivement les explications contenues dans les sections suivantes ; on peut concevoir deux autres hypothèses sur lesquelles nous nous bornerons à donner quelques indications sommaires.

Troisième cas. — Ce cas est aussi prévu par la loi du 16 septembre 1807. Aux termes de l'article 30 de cette loi, l'Etat, le Département, la Commune peuvent entreprendre eux-mêmes des travaux d'intérêt public préalablement approuvés par décret puis, après l'achèvement de ces travaux faire payer par les propriétaires des terrains protégés une indemnité correspondant à la plus value acquise par leurs domaines. Les intéressés ont dans cette hypothèse faculté de délaisser tout ou partie des terrains imposés.

Nous n'insisterons pas sur cette manière de procéder, qui mise en pratique pour les endiguements une seule fois en matière de cours d'eau navigables ne l'a jamais été au sujet des rivières non-navigables.

Quatrième cas. — Nous citerons aussi, seulement pour mémoire, la loi du 28 mai 1858 prise à la suite d'inondations désastreuses survenues en 1856 et ayant pour objet spécial la défense des villes contre les débordements des cours d'eau.

Cette loi, dont les formes d'application ont été déterminées par un règlement d'Administration publique du 15 août 1858, charge l'Etat des travaux à exécuter pour la protection des agglomérations urbaines et met une partie des dépenses au compte du Trésor. Elle donne au Gouvernement un pouvoir, de coercition pour répartir d'office le surplus des frais entre le Département, la Commune et l'ensemble des propriétaires intéressés. La division de détail entre ces propriétaires doit se faire dans les formes prévues par la loi de 1807 dont nous étudierons les dispositions à cet égard.

Observons d'ailleurs en ce qui concerne la loi de 1858 (et c'est au point de vue de notre sujet le point capital) que dans la pratique l'Etat en faisant application de cette loi a presque toujours renoncé à réclamer le concours des propriétaires intéressés. Il s'est arrêté devant les difficultés d'estimation et les protestations sans nombre que pourrait entraîner la répartition entre des particuliers d'une partie des charges de l'entreprise.

SECTION 2. — *Exécution des travaux.*

Les projets des travaux sont rédigés par les Ingénieurs, examinés par la commission syndicale et approuvés par le Préfet. Ils sont la plupart du temps soumis à l'examen du ministre soit à cause de l'importance des intérêts engagés dans l'entreprise, soit à cause des subventions accordées par l'Etat.

Observons à ce sujet que, lorsque la police des cours

d'eau non navigables a été enlevée au ministère des Travaux publics pour être rattachée à celui de l'Agriculture, une réserve spéciale a été faite au sujet des opérations d'endiguement dont le contrôle et la direction ont été laissées au premier de ces départements.

Dans la pratique les projets de travaux de défense sont cependant fréquemment présentés à l'approbation du ministre de l'Agriculture parce que l'on sollicite un subside sur les fonds du budget de son département, en raison des intérêts agricoles engagés dans l'entreprise.

Les mêmes règles président en principe à l'exécution, à la vérification et à la réception des travaux en matière d'endiguements qu'en matières de curages. Rien ne s'opposerait ainsi à ce que la faculté d'accomplir eux-mêmes tous les travaux soit laissée aux riverains, mais la nature des opérations ne permet pas le plus souvent de prévoir cette hypothèse, ces opérations devant être effectuées sous une direction unique par des agents ayant des connaissances techniques spéciales.

Dans la pratique les travaux sont le plus ordinairement adjugés, d'après le mode adopté pour ceux des Ponts et Chaussées.

Remarquons que dans le cas d'opérations ordonnées par décret, une commission spéciale dont nous étudierons le fonctionnement est investie d'une mission de surveillance sur l'exécution des travaux.

S'il y a lieu de réaliser des expropriations, elles sont prononcées conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841, avec application de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836 (Art. 18 et 26 de la loi des 21 juin 1865-22 décembre 1888).

SECTION 3. — *Répartition des dépenses.*

a. — Les dépenses à répartir entre les intéressés comprennent comme en matière de curages non seulement les dépenses proprement dites d'exécution des travaux, mais aussi tous les frais accessoires des opérations. Nous ne reviendrons pas sur l'énumération que nous avons donnée à cet égard.

La répartition quand il s'agit d'endiguements effectués par les Associations syndicales se fait de la même façon que pour les entreprises de curage ou d'amélioration sous réserve des bases d'estimation différentes qui par la nature même des choses doivent présider à la désignation des intéressés et à la fixation de la part contributive à réclamer de chacun d'eux.

Lorsque les opérations ont été au contraire exécutées en vertu d'un décret pris par application de l'article 33 précité de la loi du 16 septembre 1897, la répartition des dépenses donne lieu à des opérations longues et compliquées que nous allons sommairement indiquer.

La règle à cet égard est posée par l'article 34 de la dite loi où il est dit que « les formes précédemment établies et l'intervention d'une commission seront appliquées à l'exécution du précédent article ».

Ce texte renvoie, toujours dans la même loi, d'une part aux articles 5 à 15 relatifs aux mesures à prendre en vue

de la répartition des dépenses faites pour les travaux de dessèchement des marais, et d'autre part aux articles 42 à 47 qui fixent l'organisation et les attributions des commissions spéciales dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. Les règles posées dans ces différents articles sont donc applicables aux travaux d'endiguement en tant qu'elles ne sont pas inconciliables avec la nature de ces travaux.

b. — Les opérations qui doivent servir de base à la répartition des dépenses consistent dans :

1° La fixation du périmètre de l'association, périmètre qui doit comprendre tous les terrains susceptibles d'être inondés par les eaux.

2° Le classement des propriétés comprises dans ce périmètre en différentes zones dites zones de danger suivant qu'elles sont plus ou moins exposées aux débordements de la rivière.

3° L'estimation de ces mêmes propriétés.

Cette estimation combinée avec le classement en zones de danger donne la mesure du bénéfice que les différents propriétaires devront retirer des travaux. En effet l'entreprise est d'autant plus avantageuse à ces propriétaires que les terrains protégés ont une plus grande valeur et se trouvent davantage menacés par l'invasion des eaux.

Un plan du périmètre présumé intéressé doit être joint au décret qui prescrit l'exécution des travaux. Cette règle posée par les articles 5 et 6 de la loi de 1807 doit par application de l'article 34 de cette même loi être observée pour les opérations d'endiguement.

Remarquons toutefois que dans la pratique la fixation

du périmètre intéressé à ces dernières opérations offre souvent d'assez sérieuses difficultés, notamment en raison de l'incertitude où l'on se trouve sur le niveau des plus hautes eaux. A cause de ces difficultés vraisemblablement, certains décrets ont été rendus sans être appuyés d'un plan périmétral, l'absence de ce plan ne paraît pas constituer une cause de nullité des règlements intervenus dans ces conditions.

Le périmètre ainsi fixé n'est pas d'ailleurs définitif, il constitue une limite au-delà de laquelle aucune propriété ne doit être imposée mais il peut par contre se trouver réduit au cours des opérations que nous allons étudier. Dans l'accomplissement de ces opérations interviennent d'abord des experts. Ces experts sont au nombre de trois dont l'un est toujours nommé par la Commission syndicale. Au cas le plus fréquent, celui où les travaux sont exécutés par un concessionnaire, ce concessionnaire désigne un autre expert et le tiers expert est choisi par le Préfet. Si les travaux étaient directement effectués par l'Etat le second expert serait nommé par le Préfet et le tiers expert désigné par le Ministre.

Les experts réunis avec les ingénieurs chargés de la surveillance des travaux procèdent au classement en zones de danger ; le nombre des classes doit être de 5 au moins et de 10 au plus. Cette opération comporte en même temps la fixation effective du périmètre des terrains intéressés. Observons à cet égard que parfois certains travaux peuvent être utiles à une partie seulement du territoire de l'association, dans ce cas il y a lieu pour se conformer au principe de la répartition des dépenses

seulement entre les intéressés, d'établir des périmètres différents nécessairement compris dans le périmètre général et que l'on appelle périmètres spéciaux.

Le plan du périmètre général divisé par classes est ensuite soumis, après avoir été approuvé par le Préfet, à une enquête de un mois au cours de laquelle les intéressés peuvent présenter toutes réclamations qu'ils jugent convenables.

Le Préfet ordonne, s'il y a lieu, les vérifications qui lui paraissent nécessaires et si après ces vérifications des réclamations se trouvent être maintenues, elles sont soumises à l'examen du Conseil de préfecture.

Lorsque le plan du périmètre dressé par classes est définitivement arrêté les deux experts nommés soit par la Commission syndicale et le concessionnaire, soit, en l'absence de concessionnaire par la Commission et le Préfet se transportent sur les lieux cette fois sans l'assistance des Ingénieurs. Ils procèdent à l'estimation des propriétés comprises au territoire de l'Association. S'il se produit un désaccord entre les deux experts, ils sont départagés par le tiers expert.

Le procès-verbal d'estimation est alors soumis à une enquête de un mois durant laquelle les intéressés peuvent présenter leurs observations, l'estimation est déterée à l'examen de la Commission spéciale dont nous allons étudier le fonctionnement, et les réclamations s'il s'en est produit, sont portées devant le Conseil de préfecture.

Le Conseil d'Etat tient d'une façon très ferme à l'observation de ces différentes règles de procédure, c'est ainsi qu'il a condamné à diverses reprises des répartitions dans lesquelles il n'avait pas été procédé en deux

opérations distinctes au classement par zones de danger et à l'estimation des propriétés (1).

c. — Les règles à suivre n'étaient pas exactement les mêmes sous le régime de la loi de 1807, elles ont été modifiées par la loi du 21 juin 1865. Nous allons voir les changements apportés par cette loi à la législation antérieure en traitant des Commissions spéciales dont nous avons retardé l'étude jusqu'ici pour que les indications données à cet égard soient plus facilement comprises.

La loi du 16 septembre 1807 prévoit pour les opérations d'endiguement prescrites par décret l'institution à côté de la Commission syndicale ou Syndicat, d'une Commission spéciale composée de sept membres nommés par le chef de l'Etat parmi les personnes qui d'une part n'ont aucun intérêt aux travaux et qui d'autre part sont présumées avoir le plus de connaissances relatives soit aux localités, soit aux divers objets sur lesquelles elles auront à se prononcer. Des règles particulières pour le fonctionnement de chaque commission spéciale sont fixées par décret, le soin de nommer le président est en général confié au Préfet.

La loi de 1807 attribuait aux Commissions spéciales deux sortes d'attributions, des attributions administratives et des attributions contentieuses.

1. C. E. 6 décembre 1860. Association des vidanges d'Arles contre le syndicat du plan du Bourg, Lebon, 1860-739.

8 avril 1868. Féraud contre Syndicat de la Durance à Mérindol, Lebon-1868-387.

18 janvier 1878. Chemin de fer de Lyon c. syndicat de l'Isère et de l'Arc, Lebon-1878-61.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler ces attributions administratives qui comportent principalement la mission d'exercer une haute surveillance sur l'exécution et la vérification des travaux et celle d'homologuer l'estimation des terrains faite en vue de la répartition des dépenses, même dans les cas où cette estimation ne soulève aucune réclamation.

Dans l'exercice de leurs attributions contentieuses les commissions syndicales prononçaient sur toutes les réclamations relatives soit à la fixation du périmètre de l'Association, soit au classement des terrains par zones de danger, soit à l'estimation de ces mêmes terrains. Elles ne devaient en aucun cas juger les questions de propriété sur lesquelles il était statué par les tribunaux ordinaires.

Nous avons vu que l'article 26 de la loi du 21 juin 1865 a formellement transporté au Conseil de Préfecture les attributions contentieuses appartenant aux Commissions spéciales. On s'est demandé si cette loi avait en même temps prévu la suppression complète de ces Commissions ou si elle en comportait le maintien avec leurs seules attributions administratives.

La question d'abord controversée avait été résolue de façons différentes par le Conseil d'Etat, mais depuis un avis donné par la Section des travaux publics le 26 novembre 1874 la jurisprudence de la haute juridiction administrative paraît s'être définitivement fixée en ce sens qu'il y a toujours lieu de nommer des commissions

spéciales pour les opérations d'endiguement effectuées par application de la loi 1807 (1).

Cette solution paraît du reste absolument exacte, car l'article 26 de la loi de 1865 retire simplement aux Commissions dont il s'agit le pouvoir de statuer sur les contestations qu'elles devaient trancher, aucun texte n'a édicté la suppression de ces Commissions et ne leur a enlevé des attributions de surveillance et de contrôle qui constituent pour les intéressés une importante garantie de la régularité des opérations.

d — Les différentes formalités que nous venons d'indiquer ne s'appliquent pas, nous l'avons dit, aux opérations effectuées par les Associations syndicales autorisées en vertu de la loi de 1865. Ces Associations ne sont soumises à d'autre règle que celle de la proportionnalité entre la contribution de chaque associé et son intérêt aux travaux. La Commission syndicale prend les mesures qu'elle juge convenables pour assurer cette proportionnalité, elle n'est astreinte ni à la surveillance d'une Commission spéciale ni aux opérations de classements par zones et d'estimation nécessaires quand les travaux ont été prescrits par décrets.

L'observation suivante paraît toutefois devoir s'appliquer dans les deux hypothèses. Parfois des riverains ont exécuté antérieurement aux opérations des ouvrages susceptibles d'être incorporés dans les travaux d'ensemble. Dans ce cas, ces riverains faisant apport de leurs ouvra-

1. C-E-49 mai 1882. C^{ie} P-L-M Syndicat de la Durance à Pertuis-Lebon-1882-509.

ges sont en droit d'obtenir soit une indemnité en argent, soit une réduction de leur part contributive. Si l'accord ne peut s'établir entre eux et les Commissions syndicales, les contestations sont portées devant le Conseil de Préfecture (1).

SECTION 4. — *Opérations diverses et réclamations.*

Ces formalités une fois terminées, la répartition proprement dite des dépenses, l'établissement des rôles et le recouvrement des taxes se font d'après les règles que nous avons exposées en matière de curage. Les mêmes recours sont également ouverts aux intéressés pour obtenir décharge ou réduction des taxes qui leur sont imposées. Nous ne reviendrons pas sur ces différents points, au sujet desquels nous ne pourrions que reproduire des explications déjà données.

SECTION 5. — *Entretien des travaux d'endiguement.*

D'après l'article 34 de la loi du 16 septembre 1807, lorsqu'il y a lieu de pourvoir à des dépenses d'entretien ou de réparation des travaux d'endiguements, des règlements d'administration publique doivent fixer la part contributive du Gouvernement et des propriétaires intéressés. Bien que les termes de cette disposition soient gé-

1. G. E. 18 mars 1881. Syndicat de la Gresse et de Pélissière Lebon-1881-307.

néraux, il n'en est pas fait application dans la pratique pour les cours d'eau non-navigables. On s'est borné jusqu'ici à se conformer aux dispositions de la loi du 14 floréal an XI qui, comme nous l'avons déjà fait remarquer, visait dans son article 1^{er} l'entretien des digues et ouvrages d'art.

Tout en abrogeant cette loi le législateur en a, comme nous l'avons vu, reproduit la plupart des prescriptions, c'est ainsi qu'il spécifie que les dispositions du nouveau texte s'appliquent au curage des cours d'eau non-navigables et à l'entretien *des ouvrages qui s'y rattachent*.

Cette dernière stipulation vise, croyons-nous, les digues et les ouvrages d'art désignés par la loi de l'an XI, s'il existait un doute à cet égard, il serait levé par les explications données au Sénat par M. Cuvinot, explications dont il résulte que les articles 18 à 24 de la nouvelle loi, ne modifient pas la législation antérieure.

On ne voit d'ailleurs pas bien les motifs qui ont amené la substitution aux termes précis de la loi de l'an XI d'une expression dont il est beaucoup moins facile de déterminer la portée exacte.

CHAPITRE III

OBLIGATIONS RÉSULTANT POUR LES RIVERAINS DES DIFFÉRENTS TEXTES.

SECTION 1.— *Travaux à exécuter auprès des cours d'eaux*

a. — Les travaux exécutés au dessus d'un cours d'eau ou le joignant peuvent avoir pour effet de modifier la section de la rivière ou de changer la direction des eaux. Aussi l'article 4 des arrêtés préfectoraux pris en exécution de la circulaire ministérielle du 21 juin 1878 renferme-t-il la disposition suivante :

« Tout propriétaire qui veut opérer une construction ou reconstruction au-dessus des cours d'eaux ou les joignant doit soumettre au Préfet les dispositions qu'il se propose d'adopter.

Dans les deux mois qui suivront le dépôt de cette communication, le préfet, après avoir pris l'avis des ingénieurs, fera connaître au pétitionnaire si les ouvrages projetés paraissent devoir nuire au libre écoulement des eaux et si en conséquence l'Administration s'oppose à leur exécution.

Après ce délai, s'il n'a reçu aucune réponse, le pétitionnaire pourra passer outre, sans préjudice toutefois des droits des tiers et de ceux de l'Administration. »

Ces dispositions se comprennent d'elles-mêmes.

La réserve des droits des tiers est celle figurant dans tous les règlements administratifs. On peut seulement se demander quelle est la portée de la réserve stipulée en faveur de l'Administration puisque par l'effet de son silence elle était considérée comme ayant acquiescé à l'établissement de l'ouvrage projeté.

Nous croyons que le droit ainsi réservé à l'Administration était simplement le droit imprescriptible qui lui appartient en toute hypothèse de faire disparaître les ouvrages même autorisés, quand l'intérêt général de l'écoulement des eaux ou celui de la salubrité publique le réclament.

b. — Les auteurs de la loi de 1898 n'ont pas cru de voir exiger l'accomplissement de la formalité prévue par le texte précité, il leur a paru préférable de laisser les riverains libres d'exécuter à leurs risques et périls des travaux au-dessus ou au bord du cours d'eau. L'article 10 de la nouvelle loi s'exprime ainsi à cet égard :

« Le propriétaire riverain d'un cours d'eau non navigable et non flottable ne peut exécuter des travaux au-dessus de ce cours d'eau ou le joignant, qu'à la condition de ne pas préjudicier à l'écoulement et de ne causer aucun dommage aux propriétés voisines. »

Nous inclinons à penser que la disposition du règlement préfectoral sur la police des cours d'eau, offrait plus d'avantages que le nouveau texte, elle pouvait imposer aux riverains un léger retard dans l'exécution de leurs travaux, mais elle leur permettait d'établir avec la certitude presque absolue de pouvoir les conserver, des

ouvrages dont les dispositions avaient été au moins tacitement approuvées par l'Administration. Ils n'auront plus aujourd'hui cette sécurité, et d'autre part l'Administration ne pourra plus aussi facilement exercer sa mission de surveillance et empêcher l'établissement sur les rives ou au-dessus des cours d'eau, d'ouvrages dommageables pour la sécurité publique.

On ne voit pas bien d'ailleurs l'utilité de la nouvelle disposition, car il est de droit commun que personne ne doit ni nuire à l'écoulement des eaux, ni causer de dommages aux propriétés d'autrui. Il semble que cette disposition ait eu pour but unique d'abroger indirectement la prescription des arrêtés préfectoraux de 1878, relative au même sujet.

SECTION 2. — *Servitude résultant de l'article 3 de la loi du 29 avril 1845.*

La loi du 29 avril 1845 impose dans ses articles 2 et 3 aux propriétaires de terrains situés entre les rivières et certains fonds, l'obligation de subir des servitudes d'écoulement des eaux. Cette obligation s'applique naturellement en particulier aux riverains.

Nous avons étudié en détail les dispositions de l'article 2 de cette loi, relatif à la servitude d'écoulement des eaux d'irrigation, les mêmes règles régissent en principe l'exercice de la servitude d'écoulement des eaux nuisibles prévue par l'article 3. Nous n'aurons donc pas à reproduire ces règles, nous nous bornerons à rappeler le texte du

dit article 3 et à formuler les observations spéciales auxquelles il paraît donner lieu.

Article 3. — La même faculté de passage sur les fonds intermédiaires pourra être accordée au propriétaire d'un terrain submergé en tout ou en partie à l'effet de procurer aux eaux nuisibles leur écoulement.

Cet article vise les terrains submergés, il ne peut donc s'appliquer aux terrains simplement humides mais concerne exclusivement ceux qui au moins sur certains points sont tout à fait recouverts par les eaux.

D'autre part il est parlé d'eaux nuisibles sans aucune restriction, il semble donc que la servitude pourrait être réclamée même pour le passage d'eaux corrompues par des usages industriels, sous réserve bien entendu de l'appréciation des tribunaux qui dans chaque espèce doivent envisager les avantages et les inconvénients pouvant résulter de l'opération projetée.

La loi ne distinguant pas il semblerait aussi que la servitude en question peut être accordée pour l'écoulement d'eaux survenues à la suite d'un travail volontairement exécuté par le propriétaire de l'héritage submergé, comme le forage d'un puits artésien. La Cour de Cassation s'est cependant prononcée en sens inverse par un arrêt du 24 janvier 1868 (1).

1. C. C. 24 janvier 1868, de Mardigny contre Marly et Barthélemy Dalloz. 1868-4-211.

SECTION 3. — *Servitude résultant de la loi du 10 juin 1854 sur le drainage.*

L'article 3 de la loi de 1845 ne concernait, avons-nous dit, que l'assainissement des fonds submergés, il ne pouvait donc pas s'appliquer au dessèchement de terrains seulement imprégnés d'une humidité souvent très défavorable à la culture. L'expérience avait cependant démontré l'efficacité, pour combattre ce dernier inconvénient, d'une opération consistant à placer dans les terres une série de tuyaux appelés drains, qui enlèvent l'humidité par le sous-sol et la conduisent dans un cours d'eau.

Une loi du 10 juin 1854 est venue imposer en faveur de cette opération et d'ailleurs de tout autre mode de dessèchement, une nouvelle servitude aux propriétaires de fonds situés entre un terrain humide et un cours d'eau quelconque. Cette servitude incombant notamment aux riverains des cours d'eau non-navigables, nous allons faire connaître les dispositions de ladite loi du 10 juin 1854 qui peuvent intéresser ces riverains.

Article 1^{er}. — Tout propriétaire qui veut assainir son fonds par le drainage ou un autre mode d'assèchement peut moyennant une juste et préalable indemnité en conduire les eaux souterrainement ou à ciel ouvert, à travers les propriétés qui séparent ce fonds d'un cours d'eau ou de tout autre voie d'écoulement.

Sont exceptés de cette servitude, les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenant aux habitations.

Article 2. — Les propriétaires de fonds voisins ou tra-

versés ont la faculté de se servir des travaux faits en vertu de l'article précédent pour l'écoulement des eaux de leurs fonds. Ils supportent dans ce cas : 1° une part proportionnelle dans la valeur des travaux dont ils profitent ; 2° les dépenses résultant des modifications que l'exercice de cette faculté peut rendre nécessaires et 3° pour l'avenir une part contributive dans l'entretien des travaux devenus communs.

Article 5. — Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice de la servitude, la fixation du parcours des eaux, l'exécution des travaux de drainage ou d'assèchement, les indemnités et les frais d'entretien sont portés en premier ressort devant le juge de paix du canton qui en prononçant doit concilier les intérêts de l'opération avec le respect dû à la propriété, s'il y a lieu à expertise il pourra n'être nommé qu'un seul expert.

Article 6. — La destruction totale ou partielle des conduits d'eau ou fossés évacuateurs est punie des peines portées à l'article 456 du code pénal. Tout obstacle apporté volontairement au libre écoulement des eaux est puni des peines portées par l'article 457 du code pénal. L'article 463 du même code peut être appliqué.

Article 7. — Il n'est aucunement dérogé aux lois qui règlent la police des eaux.

Un certain nombre de ces dispositions étant analogues à celles de la loi du 29 avril 1845, nous ne reviendrons pas sur les explications précédemment données, nous nous

bornerons à faire ressortir les principes nouveaux consacrés par la loi de 1854.

Aux termes de l'article 1^{er}, tout propriétaire *peut* conduire les eaux, c'est donc un droit absolu et l'exercice de la servitude en question n'est pas comme celui des servitudes d'aqueduc et d'appui créées en 1845 et en 1847 soumis au pouvoir discrétionnaire des tribunaux.

Suivant l'article 2, les propriétaires des fonds servants peuvent sous certaines conditions indiquées dans cet article se servir des eaux à leur passage.

D'après l'article 5 les contestations relatives à l'exercice de la servitude rentrent en premier ressort dans la compétence des juges de paix.

Enfin pour assurer la conservation et le bon fonctionnement des ouvrages établis l'article 6 rend applicables certains articles du Code pénal à toute destruction ou dégradation de ces ouvrages et à toute entrave apportée au libre écoulement des eaux dans les tuyaux ou fossés servant au dessèchement.

APPENDICE

DES COURS D'EAU FLOTTABLES A BUCHES PERDUES.

§ 1. — *Généralités.*

Le flottage à bûches perdues, inventé, dit-on, en 1549 par Jean Rouvet, pour remédier à l'insuffisance des moyens servant au transport des bois à Paris, consiste à confier au cours des eaux des pièces de bois isolées, dont on assure et surveille le passage de façon à ce qu'elles parviennent à un point donné.

Le flottage dont la pratique s'est vite considérablement développée surtout pour l'approvisionnement de la capitale, peut rarement s'effectuer dans les rivières à l'état naturel. Il nécessite en général l'exécution de travaux assez nombreux pour aménager les cours d'eau et exige l'établissement de plusieurs servitudes.

Aussi l'ordonnance de 1669 sur les Eaux et Forêts interdisait-elle expressément de porter obstacle au flottage à bûches perdues sous prétexte de privilèges féodaux. Un édit de décembre 1672, dit ordonnance de la Ville, et ne concernant que les affluents de la Haute-Seine, mais rendu en 1724 applicable à tout le bassin de ce fleuve, déterminait d'une façon précise les règles à suivre pour l'exercice du flottage en question, fixait les droits et les obliga-

tions des marchands de bois, les servitudes imposées aux particuliers et le montant de certaines indemnités devant être payées à ces derniers.

Ces prescriptions sont encore en vigueur, le tarif des indemnités a seulement été modifié par une loi du 28 juillet 1824.

Avant la loi du 8 avril dernier, notre droit moderne ne contenait aucune disposition concernant d'une façon spéciale le flottage à bûches perdues. Cette loi se borne d'ailleurs à poser certains principes généraux et maintient au moins temporairement la législation antérieure pour les conditions d'exercice dudit flottage. Régulé comme nous l'avons vu d'une façon très précise dans le bassin de la Seine, cet exercice est donc toujours régi de façons différentes par les anciens règlements ou usages locaux dans les parties de la France où l'édit de 1672 n'a pas été rendu applicable.

Remarquons d'ailleurs que au fur et à mesure des progrès réalisés dans les moyens de transport, le flottage à bûches perdues voit diminuer son importance. Très peu usité aujourd'hui il est vraisemblablement appelé à disparaître dans un avenir assez prochain.

Nous avons déjà vu que les cours d'eau flottables à bûches perdues sont aujourd'hui assimilés aux cours d'eau non-navigables ni flottables.

La situation légale des riverains est donc en principe la même dans les deux cas, ils ont sur les cours d'eau flottables à bûches perdues les droits que nous venons d'étudier notamment ceux d'alluvion, de pêche et de prise d'eau.

Observons toutefois en ce qui concerne ce dernier droit que l'Administration en autorisant les prises d'eau et les Tribunaux judiciaires en réglant les contestations relatives à l'emploi des eaux doivent tenir compte de l'intérêt qui s'attache à l'exercice du flottage des bois.

Nous avons dit que cet exercice comporte l'établissement de différentes servitudes grévant les héritages riverains, nous allons donner une énumération de ces servitudes telles qu'elles sont prévues par l'ordonnance de 1672. Nous ne pouvons entrer dans une étude détaillée des régimes en vigueur dans les contrées où cette ordonnance n'est pas applicable. Dans leur ensemble ces règles sont sensiblement les mêmes, elles tendent toutefois à moins favoriser les floteurs de bois, spécialement avantagés dans le bassin de la Seine à cause de l'intérêt spécial qui s'attachait à l'approvisionnement de la ville de Paris.

§ 2. — *Servitudes imposées aux riverains par
l'Edit de décembre de 1672.*

1^o Servitude dite de marchepied. Cette servitude oblige les riverains à laisser *sur chaque bord* un passage libre de quatre pieds (1^m30) pour la circulation des ouvriers chargés de surveiller le flottage.

2^o Il est permis aux floteurs d'ouvrir dans les terres voisines de la rivière des canaux pour éviter les sinuosités des cours d'eau ou tourner les usines, ils ont la faculté de se servir des étangs et fossés particuliers qui peuvent favoriser le flottage des bois. Le tout bien en-

tendu sous réserve de toutes expropriations pour cause d'utilité publique ou indemnités pertinentes.

3°. — Les propriétaires des terrains compris entre les forêts et les ports d'embarquement sont obligés de laisser passer les bois sur leurs domaines. De plus, dans ce trajet les voituriers employés au transport des bois ont le droit de faire pâturer leurs bêtes de somme sur les landes, bruyères, friches et prés fauchés. Cette servitude ne s'applique pas aux propriétés closes.

4°. — Les propriétaires riverains des cours d'eau sont assujettis à une servitude spéciale pour le dépôt des bois avant leur embarquement. L'ordonnance fixe la manière dont ces bois doivent être empilés et le tarif des indemnités qu'il y a lieu de payer aux riverains avant l'occupation de leurs terrains. Ce tarif a été modifié par la loi précitée du 28 Juillet 1824. Comme la précédente cette servitude ne s'applique pas aux propriétés closes (1).

5°. — Les usiniers et autres propriétaires de barrages doivent ouvrir les pertuis et faire fonctionner les ouvrages nécessaires pour le passage du flot qui entraîne un chargement de bois. Il ne sont toutefois astreints à exécuter ces manœuvres que s'ils ont été prévenus dudit passage au moins dix jours à l'avance. (Art. 6 de l'Ordonnance de 1672).

Ces mêmes usiniers et propriétaires doivent en conséquence maintenir en bon état leurs écluses, vannes et

1. C. E. 14 juillet 1819 de Moustier-Lebon, 1820-537.

Cour d'Orléans, 6 août 1861, Harausse contre Varaille. Sirey, 1864 2-251.

pertuis qui doivent être aménagés de façon à permettre la descente des bois.

Une indemnité fixée à 2 francs par jour par l'Ordonnance de 1672 et portée à 4 francs par la loi de 1824 est accordée pour le chômage des usines nécessité pour le passage des flots.

Cette indemnité est formellement réservée aux propriétaires des établissements dont l'existence est justifiée par un titre authentique.

Les riverains ont d'ailleurs droit, aux termes de l'article 6 de l'ordonnance de 1672 à être indemnisés par les flotteurs de tous dommages causés, même en l'absence de faute, par la descente des bois aux ouvrages situés sur les cours d'eau. On s'est demandé si par analogie avec celles de mise en chômage, les indemnités pour dommages devaient être considérées comme étant spécialement accordées aux usiniers ou propriétaires d'établissements hydrauliques qui peuvent produire un titre authentique.

Avec la majorité des auteurs nous pensons qu'en présence des termes absolus dudit article 6, il y a lieu de décider que l'indemnité prévue par cet article doit être attribuée d'une façon générale à tout intéressé (Daviel. *Des cours d'eau*, n° 307, Picard, *Traité des Eaux* Tome 2, page 509. Boulé et Lescuyer, *Code des cours d'eau*, n° 512.)

§ 3. — *Observations diverses. Loi du 8 avril 1898.*

Etant donnée l'importance des servitudes que nous ve-

nons d'étudier, nous croyons que dans notre droit moderne elle n'ont jamais pu être réclamées par ce seul fait que le flottage à bûches perdues pouvait être matériellement pratiqué sur un cours d'eau.

Il semble qu'une décision de l'autorité administrative prise sous forme de déclaration d'utilité publique a toujours été nécessaire pour rendre un cours d'eau flottable à bûches perdues, au sens légal du mot.

Des indemnités équitables devaient aussi, pensons-nous, être attribuées à chaque propriétaire grevé de servitude. (Daviel. *Des cours d'eau*, n° 317. Picard *Traité des eaux*. Tome 2, p. 478).

La question autrefois controversée a été résolue par la nouvelle loi, dans le sens que nous venons d'indiquer. Nous nous bornerons à transcrire les dispositions de cette loi sur la matière qui ne semblent demander aucun commentaire après les explications que nous avons données.

Article 30. — Les rivières et cours d'eau flottables à bûches perdues sont soumis aux dispositions contenues dans le titre précédent et aux dispositions spéciales suivantes.

Article 31. — Le flottage à bûches perdues ne peut être établi sur les cours d'eau où il n'existe pas actuellement, que par un décret rendu après enquête et avis des Conseils généraux des départements traversés par ces cours d'eau. Ce décret sera inséré au bulletin des lois.

Le décret détermine les servitudes nécessaires pour l'exercice du flottage et règle les obligations respectives des propriétaires riverains, des usiniers et des floteurs.

Article 32. — L'indemnité due à raison de ces servitu-

des est fixée en premier ressort par le juge de paix du canton.

Il est tenu compte dans les règlements de cette indemnité des avantages qui peuvent résulter de l'établissement du flottage.

Article 33. — Sont maintenus tant qu'il n'auront pas été révisés conformément aux dispositions des articles 31 et 32 ci-dessus, tous les règlements spéciaux relatifs aux rivières et cours d'eau sur lesquels se pratique le flottage à bûches perdues.

Observons en terminant, que les floteurs de bois étant intéressés au bon entretien des cours d'eau peuvent à juste titre être compris dans la répartition des frais du curage d'une rivière flottable à bûches perdues.

Vu par le président de la thèse,
ANDRÉ WEISS.

Vu par le Doyen.
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer.
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

NOTIONS PRÉLIMINAIRES	7
---------------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

DROITS DES RIVERAINS DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES.

LIVRE I. — Nature des droits des riverains.

TITRE I. — Examen de la question telle qu'elle se posait avant la promulgation de la loi du 8 avril 1898.

Section 1. — Système qui attribuait aux riverains la propriété du cours d'eau entier	19
--	----

§ 1. — Ce système est conforme au droit naturel, il doit être admis en l'absence de texte contraire . . .	20
---	----

§ 2. — Argument historique.

I. — Droit romain	23
-----------------------------	----

II. — Ancien droit français	25
---------------------------------------	----

III. — Droit intermédiaire.	28
-------------------------------------	----

§ 3. — Arguments tirés du code civil et de divers autres textes législatifs.

I. — Textes du Code civil	31
-------------------------------------	----

II. — Textes en dehors du Code civil.	36
---	----

Section 2. — Système qui attribuait aux riverains la propriété du lit seulement.	37
--	----

Section 3. — Systèmes qui reconnaissaient aux riverains de simples droits d'usage	42
---	----

§ 1. — Système d'après lequel le cours d'eau faisait partie du domaine public.	43
--	----

§ 2. — Système d'après lequel le cours d'eau était <i>res nullius</i>	45
Section 4. — Système qui distinguait entre les rivières et les ruisseaux	47
TITRE II. — Examen de la question sous le régime de la loi du 8 avril 1898	51
LIVRE II. — Etude des différents droits qui appartiennent aux riverains	60
CHAPITRE I. — Droits éventuels sur les atterrissements qui peuvent se former dans le cours d'eau.	
TITRE I. — Principes généraux et législation antérieure à la loi du 8 avril 1898	61
Section 1. — Des alluvions.	
§ 1. — Généralités	62
§ 3. — Caractères qui distinguent les alluvions.	66
§ 3. — Partage des alluvions	70
§ 4. — Condition des alluvions.	71
Section 2. — De l'avulsion.	
§ 1. — Généralités	76
§ 2. — Droits et obligations du propriétaire du terrain enlevé par avulsion	78
§ 3. — Délai de revendication.	80
§ 4. — Conséquences de l'avulsion définitivement consommée	81
§ 5. — Cas spéciaux qui ont été assimilés à ceux prévus par l'article 559.	82
Section 3. — Des îles, îlots et atterrissements autres que ceux qui se forment par alluvion ou par avulsion.	
§ 1. — Généralités	84
§ 2. — Hypothèse prévue par l'article 562 du Code civil	86

§ 3. — Hypothèse prévue par l'article 561 du code civil	87
<i>Section 4. — Du lit abandonné.</i>	
§ 1. — Généralités	92
§ 2. — Droits respectifs des anciens et des nouveaux riverains.	94
§ 3. — Partage du lit abandonné.	97
§ 4. — Effets du changement de lit en ce qui concerne les droits existant sur les terrains envahis par les eaux	98
<i>Section 5. — Hypothèses particulières.</i>	
§ 1. — De l'inondation	101
§ 2. — Disparition du cours d'eau.	103
TITRE II. — Modifications apportées au régime antérieur par la loi du 8 avril 1898	
105	
CHAPITRE II. — Droits à l'usage des eaux	
109	
TITRE I. — Droits communs à tous	
110	
TITRE II. — Droits qui sont spécialement concédés aux riverains.	
<i>Section 1. — Observations préliminaires.</i>	
§ 1. — Etendue des droits appartenant aux riverains.	113
§ 2. — Des différentes circonstances qui peuvent modifier les droits des riverains.	
I. — Concessions ou conventions antérieures à l'abolition de la féodalité.	120
II. — Droits d'usage existant sur une rivière qui dépend du domaine public et qui vient à être déclassée.	121
III. — Existence d'usages locaux.	122
IV. — Prescription	123
V. — Destination du père de famille.	125
VI. — Conventions entre les riverains.	126
VII. — Déclaration d'utilité publique.	131

VIII. — Application de l'article 643 du Code civil.	131
§ 3. — Intervention des pouvoirs publics au sujet de l'exercice des droits appartenant aux riverains	132
I. — Pouvoirs de l'autorité judiciaire.	133
II. — Pouvoirs de l'autorité administrative.	134
<i>Section 2. — Des usines.</i>	
§ 1. — Autorité compétente pour la réglementation des usines.	152
§ 2. — Formalités qui doivent précéder l'émission des règlements d'usines.	156
§ 3. — Dispositions des règlements d'usines.	165
§ 4. — Observations diverses.	
I. — Dépenses nécessitées par l'émission des règlements d'usines.	189
II. — Marche des usines par éclusées	190
III. — Hypothèses particulières	191
<i>Section 3. — Des prises d'eau servant à des usages autres que l'industrie et notamment à l'irrigation.</i>	
§ 1. — Réglementation. Observations générales.	195
§ 2. — Observations spéciales à la matière des irriga- tions	199
I. — Examen de deux questions relatives à l'étendue des droits des riverains.	200
II. — Etude des lois des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847.	
A. Loi du 29 avril 1845.	205
B. Loi du 11 juillet 1847	215
CHAPITRE III. — Droits divers appartenant aux riverains.	
<i>Section 1. — Droit de pêche.</i>	220
<i>Section 2. — Droit de chasse</i>	224
<i>Section 3. — Droit d'extraire du lit des matériaux des herbages et autres produits naturels.</i>	
§ 1. — Avant la loi du 8 avril 1898, ...	225

§ 2. — Sous le régime de la loi du 8 avril 1898. . . .	227
Section 4. — Droit d'avoir une barque sur le cours d'eau. . .	228
Section 5. — Droit de prendre des mesures de défense contre le cours d'eau	228

DEUXIÈME PARTIE

OBLIGATIONS DES RIVERAINS DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES.

CHAPITRE I. — Des curages	232
-------------------------------------	-----

TITRE I. — Législation antérieure à la loi du 8 avril 1898.

Section 1. — Etudes des différentes hypothèses prévues par les textes sur la matière.

I. — Loi du 14 floréal an XI	236
II. — Loi des 12-20 août 1790	238
III. — Loi du 5 avril 1884. Intervention du Maire . . .	239
IV. — Loi du 21 juin 1865	240

Section 2. — Exécution des travaux.

§ 1.—Procédure à suivre pour assurer cette exécution. .	241
§ 2. — Obligations spéciales incombant aux riverains. .	248
§ 3. — Contentieux de l'exécution des travaux . . .	249

Section 3. — Répartition des dépenses.	250
--	-----

Section 4. — Recouvrement des taxes.	256
--	-----

Section 5. — Contentieux des taxes	258
--	-----

Section 6. — Travaux d'amélioration	260
---	-----

TITRE II. — Dispositions de la loi du 8 avril 1898 relatives aux travaux de curage et d'amélioration	262
---	-----

CHAPITRE II. — Des endiguements	268
---	-----

Section 1. — Etudes des différentes hypothèses prévues par les textes sur la matière.

§ 1. — Travaux exécutés sans l'intervention de l'Administration.	270
§ 2. — Travaux exécutés par l'Administration ou sous sa surveillance.	271

<i>Section 2.</i> — Exécution des travaux	273
<i>Section 3.</i> — Répartition des dépenses	275
<i>Section 4.</i> — Opérations diverses et réclamations	282
<i>Section 5.</i> — Entretien des travaux d'endiguement. . . .	282
CHAPITRE III. — Obligation résultant pour les riverains de différents textes.	
<i>Section 1.</i> — Travaux à exécuter auprès des cours d'eau.	284
<i>Section 2.</i> — Servitude résultant de l'article 3 de la loi du 29 avril 1845.	286
<i>Section 3.</i> — Servitude résultant de la loi du 10 juin 1854 sur le drainage	288
APPENDICE. — Des cours d'eau flottables à bûches perdues.	
§ 1. — Généralités	291
§ 2. — Servitudes imposées aux riverains par l'Edit de décembre de 1672	293
§ 3. — Observations diverses. Loi du 8 avril 1898. . . .	295

Tours et Mayenne, Imprimeries E. SOUDÉE.
